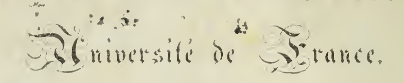
COLLÉGE

DE

LANGRES



ACADÉMIE DE DIJON.

COLLÉGE DE LANGRES.

Classe préparatoire (2e Div.)

1er PRIX de Lecture

décerné à l'élève Dadaut-Canoldi

de Langres

Langres, le 23 Août 1858.

Le Principal du Collége,
ÉDOUARD BLOUME,
Officier d'Académie.

LANGRES, IMP. DE E. L'HUILLIER.

BIBLIOTHÈQUE

DE LA

JEUNESSE CHRÉTIENNE

APPROUVÉE

PAR S. ÉM. MGR LE CARDINAL ARCHEVÊQUE DE TOURS



François premier à Pavie.

Histoire de l'Empereur
CHARLES-QUINT
D'APRÈS ROBERTSON

Par une Société d'Ecclésiastiques.



Charles-Quint au couvent de S.t Just

Tours

A.d Mame & C.ie

EDITEURS.

HISTOIRE

DE L'EMPEREUR

CHARLES-QUINT

D'APRÈS ROBERTSON

REVUE PAR UNE SOCIÉTÉ D'ECCLÉSIASTIQUES

NEUVIÈME ÉDITION



TOURS

Ad MAME ET Cie, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

1857

PRÉFACE DE L'ÉDITEUR

L'étude de l'histoire ne doit pas être regardée comme un simple passe-temps ou l'aliment d'une vaine curiosité : abandonnant aux esprits vulgaires cette puérile satisfaction, tout esprit élevé et judicieux se propose en étudiant l'histoire une fin plus noble et un but plus utile. Si l'histoire est la *maîtresse des rois*, elle n'est pas moins profitable ni moins nécessaire aux particuliers ; eux aussi ont des droits à défendre et des devoirs à remplir.

Aujourd'hui qu'on attache un vif intérêt à cette étude, et que certains esprits l'exploitent au profit de leurs opinions, il importe à ceux qui sont chargés de l'éducation de la jeunesse et honorés de la confiance des familles, de surveiller d'une manière particulière cet enseignement. Es-

claves d'aveugles préjugés, ou préoccupés de systèmes décevants, quelques écrivains donnent souvent, sous le titre apparent de *Cours d'Histoire,* des leçons ou des ouvrages remplis de préceptes erronés qui faussent l'intelligence de la jeunesse et la fourvoient dès son entrée dans la vie. Selon nous, il ne faut à la jeunesse que l'étude des faits; ils forment la substance et l'élément fondamental de l'histoire : autrement elle devient une arme dangereuse entre les mains d'un auteur ou d'un professeur dont les principes n'offrent pas une entière garantie. On a étrangement dénaturé l'histoire; et, sous prétexte de *philosophie,* on a altéré, mutilé les faits; on en a tiré des conséquences fausses ou exagérées; on s'en est servi pour égarer les esprits, pour éteindre la religion dans les cœurs.

Ce n'est pas que nous voulions nous élever contre ce qu'on appelle la philosophie de l'histoire; mais cette science présuppose la connaissance exacte des événements, un esprit droit et judicieux, des principes sûrs et une discussion approfondie. Sans de telles conditions, cette nouvelle science devient un écueil pour bien des in-



telligences ; pour l'éviter, il faut avant tout, nous le répétons, se livrer à l'étude des faits : ce n'est qu'après s'être imposé cette tâche qu'on peut ensuite généraliser et conclure avec plus de certitude.

Sous ce rapport, l'*Histoire de Charles-Quint*, que nous offrons au public, peut être d'une grande utilité. Elle n'est, quant au fond, qu'une traduction de celle que Robertson a donnée en anglais ; mais on a cru y ajouter un mérite nouveau en modifiant certains passages où cet historien, d'ailleurs si estimable, s'est laissé aller aux préjugés de sa nation. Comme les grands historiens, Robertson raconte, il décrit, il peint, il met en scène les personnages dont il rapporte les actions ; il n'est point philosophe, il est historien. Considérée en elle-même, l'histoire de Charles-Quint offre un intérêt puissant. Maître d'un immense empire, et ayant sous sa domination une grande partie de l'Europe, son histoire est en même temps celle de son siècle. Dégagée de réflexions superflues, elle est comme un vaste tableau où l'on voit représentés sous leurs traits naturels les principaux personnages de l'époque :

François Ier avec cet air de franchise et de loyauté, type du caractère français ; le chevalier Bayard, mourant en héros fidèle à son Dieu, fidèle à son roi ; le connétable de Bourbon, traître à sa patrie, s'attaquant au chef de l'Église, allant mettre le siége devant Rome, et recevant sous les murs de cette ville, par une mort prématurée, le châtiment de sa double trahison ; Luther, apparaissant comme un astre tombé, mais embrasant, avant de s'éteindre, une grande partie de l'Allemagne ; Henri VIII, d'abord ardent défenseur de la foi catholique, mais ensuite devenu, par son libertinage, le corrupteur des anciennes croyances de la Grande-Bretagne et le persécuteur de ses meilleurs sujets ; le sombre Calvin, expiant par une mort honteuse l'orgueil de son esprit, et léguant à la ville trop crédule de Genève sa déplorable réforme ; la princesse Marie, fille légitime de Henri VIII, relevant le courage et les espérances des catholiques, essayant d'effacer le crime de son père en faisant disparaître sa réforme ; la reine Élisabeth, intéressée à défendre l'Église anglicane pour se soutenir elle-même sur le trône, dont le vice de sa naissance devait l'exclure.

Des scènes variées se succèdent dans l'histoire de Charles-Quint : jaloux d'assurer à la maison d'Autriche la prépondérance en Europe, il travaille sans cesse à affaiblir la puissance de la maison de France ; de là les guerres presque continuelles qui existèrent entre lui et François Ier, et dont l'Italie, objet de leur commune ambition, fut le principal théâtre. Soliman, voulant profiter de ces divisions et de celles qu'avait excitées parmi les princes d'Allemagne la réforme de Luther, s'avance avec une nombreuse et brillante armée jusqu'aux portes de Vienne ; Charles, pour opposer à l'audacieux sultan des forces suffisantes, demande le concours des princes luthériens ; il ne l'obtient qu'avec peine : tant il est vrai que l'esprit de secte, en détruisant l'unité, produit l'affaiblissement ; et peu s'en est fallu que, par l'opiniâtreté des disciples de Luther, l'Europe chrétienne ne devînt la proie des barbares disciples de Mahomet. Alger excita aussi l'ambition de Charles-Quint ; mais, malgré la mémorable expédition qu'il commanda en personne, il fut obligé d'abandonner ses projets de conquête en Afrique, laissant à la France la gloire de sou-

mettre un jour cette ville réputée imprenable, et d'arborer sur ses murs son drapeau victorieux.

Forcé de nous renfermer dans notre sujet et de suivre notre auteur, nous regrettons de ne pas donner une description plus complète du concile de Trente : on verrait, dans cette auguste assemblée, la science et la vertu réunies présidant aux destinées de l'Église, traitant avec dignité des points controversés, déroulant en faveur des vérités la chaîne immense de la tradition, et opposant à la réforme violente et passionnée de Luther et de Calvin une réforme sage et éclairée, une réforme légitime.

Si, considérée en elle-même, l'histoire de Charles-Quint offre tant de charme et d'intérêt, envisagée sous un rapport plus étendu comme le fondement de l'histoire moderne proprement dite, elle n'est pas seulement intéressante, elle est nécessaire. On aime à trouver la raison des faits; il faut pour cela les embrasser dans leur ensemble, remonter aux principes, aux causes générales qui expliquent les événements, et mettent l'historien à même de procéder comme le philosophe par la voie de la déduction; car il y

a une logique dans les faits, de même que dans les raisonnements. L'histoire de Charles-Quint est comme l'introduction de l'histoire moderne; elle offre certaines généralités à l'aide desquelles on peut se rendre compte de tout ce qui depuis lors a marqué dans les annales européennes.

Sous Charles-Quint, la maison d'Autriche s'élève et devient dominante en Europe. Voulant conserver cette prépondérance, elle cherche à affaiblir, à abaisser la France, qui voulait la lui disputer. Cette lutte de la France et de l'Autriche est l'origine de la plupart des grands événements politiques qui se sont succédé et qui forment l'histoire des temps modernes.

De tous ceux qui ont signalé le règne de Charles-Quint, il n'en est pas de plus important, par ses suites funestes, que la réforme protestante : elle a changé la religion, les mœurs, les habitudes de plusieurs nations; elle a jeté la division parmi les peuples et dans les familles, et donné naissance aux guerres religieuses. Aujourd'hui que le protestantisme fait de nouveaux efforts pour arracher du sol français la religion catholique, à laquelle la France doit sa gloire et

sa civilisation, il importe de connaître les principaux auteurs de la réforme, ceux que les protestants regardent comme leurs chefs et leurs maîtres, Luther, Calvin et Henri VIII.

C'est en étudiant l'histoire du mouvement anticatholique du XVIe siècle que les préjugés se dissipent, les préventions tombent : les esprits éclairés, parmi les protestants eux-mêmes, conçoivent un juste mépris pour ses auteurs; et c'est là ce qui explique ces conversions nombreuses, ce retour vers la religion romaine qui se manifeste dans les ouvrages d'un grand nombre de protestants. Les avantages qu'on peut retirer de cette histoire de Charles-Quint nous font espérer qu'elle sera bien accueillie surtout de la jeunesse, à laquelle nous avons eu en vue d'être utile.



HISTOIRE

DE L'EMPEREUR

CHARLES-QUINT

LIVRE PREMIER

Naissance de Charles-Quint. — Origine de ses domaines. — Philippe et Jeanne, son père et sa mère, viennent en Espagne. — Retour de Philippe dans les Pays-Bas. — Naissance de Ferdinand, frère de Charles. — Mort d'Isabelle. — Philippe et Jeanne sont reconnus roi et reine. — Mort de Philippe. — Ferdinand est reconnu régent. — Sa mort. — Éducation de Charles. — Ximenès, régent de Castille. — Son portrait. — Charles prend le titre de roi. — Il passe en Espagne. — Mort de Ximenès. — États de Castille, d'Aragon et de Catalogne. — Mort de Maximilien. — Lutte de Charles et de François Ier. — Charles est élu empereur. — Il part pour l'Allemagne. — Mécontentement des Espagnols.

Charles-Quint naquit à Gand le 24 février 1500. Philippe le Bel, son père, archiduc d'Autriche, était fils de l'empereur Maximilien et de Marie, fille unique de Charles le Hardi, dernier prince de la maison de Bourgogne. Jeanne, sa mère, était fille de Ferdinand, roi d'Aragon, et d'Isabelle, reine de Castille.

Par une longue suite d'événements heureux, ce jeune prince se trouva l'héritier de domaines plus

étendus qu'aucun monarque d'Europe n'en avait encore possédé depuis Charlemagne. Ses ancêtres avaient acquis des royaumes et des provinces auxquels ils n'avaient que des droits de succession fort éloignés.

Isabelle, fille de Jean II de Castille, loin d'avoir la perspective de l'héritage considérable qu'elle devait laisser à son petit-fils, passa les premières années de sa vie dans l'indigence et dans l'obscurité; mais les Castillans, irrités contre son frère Henri IV, placèrent, à la mort de ce prince, Isabelle sur le trône, au lieu de sa fille Jeanne, dont ils contestaient la légitimité.

Ferdinand dut la couronne d'Aragon à la mort imprévue de son frère aîné, et se rendit maître des royaumes de Naples et de Sicile en violant la foi des traités et tous les droits du sang. Christophe Colomb, par l'effort de courage et de génie le plus hardi et le plus heureux dont les annales du genre humain aient conservé le souvenir, ajouta à tous ces royaumes un nouveau monde, dont les richesses furent une des principales sources du pouvoir et de la grandeur du roi d'Espagne.

Ferdinand et Isabelle, ayant vu don Juan, leur fils unique, et la reine de Portugal, leur fille aînée, périr à la fleur de l'âge, réunirent toutes leurs espérances sur Jeanne et sa postérité; mais comme l'archiduc, son mari, était étranger pour les Espagnols, on crut qu'il serait prudent de l'engager à venir en Espagne, afin qu'en vivant quelque temps

au milieu des peuples qu'il était destiné à gouverner, il pût s'instruire de leurs lois et s'accoutumer à leurs mœurs.

(1502) Philippe et Jeanne s'y rendirent en effet; mais l'étiquette grave et réservée de la cour d'Espagne parut insupportable à Philippe, prince jeune, gai, aimant la société et avide de plaisirs. Il résolut donc de retourner dans sa patrie, et les remontrances d'Isabelle ne purent le retenir.

Jeanne était restée en Espagne, et sa raison, déjà très-faible et sujette à des altérations fréquentes, ne put résister au chagrin que lui causa l'absence de son mari. Elle tomba dans une sombre et profonde mélancolie, et ce fut en cet état qu'elle accoucha de Ferdinand, son second fils. Elle ne recouvra quelque tranquillité d'esprit que lorsqu'elle eut rejoint son mari, l'année suivante, à Bruxelles.

A partir de ce moment, il ne paraît pas que Philippe ait pris aucune part aux affaires d'Espagne; il attendait tranquillement que la mort de Ferdinand ou d'Isabelle lui ouvrît le chemin à l'un de leurs trônes. Il n'attendit pas longtemps; Isabelle voyait son courage et ses forces s'affaiblir par degrés, et, après avoir langui quelques mois, elle mourut à Médina-del-Campo le 26 novembre 1504. Elle avait fait son testament quelque temps avant sa mort, et comme elle était fort mécontente de Philippe, elle nomma Ferdinand pour prendre la régence ou l'administration des affaires de Castille, jusqu'à ce que son petit-fils Charles eût atteint l'âge de vingt ans,

Ce ne fut pas sans difficulté que Ferdinand fit reconnaître son titre de régent par les États de Castille. Il n'y eut pas moins d'agitation dans les Pays-Bas; Philippe prétendait être, comme mari, le curateur légal de sa femme, et, comme père, le tuteur naturel de son fils.

Bientôt il débarqua en Espagne à la tête d'une puissante flotte; toute la noblesse castillane se réunit à lui, et Ferdinand fut contraint de se retirer dans ses États héréditaires d'Aragon, se contentant du titre de chef des ordres militaires de Castille, et du revenu que lui avait légué Isabelle.

(1509) Philippe entra en possession de son autorité nouvelle avec la joie d'un jeune homme. Il eût voulu faire déclarer Jeanne incapable de gouverner; mais les représentants assemblés ne voulurent jamais consentir à une déclaration qu'ils regardaient comme injurieuse au sang de leurs rois. Ce fut là presque le seul événement mémorable de l'administration de Philippe; une fièvre occasionnée par un excès de débauche termina sa vie dans la vingt-huitième année de son âge, sans qu'il eût joui seulement trois mois entiers des honneurs de la royauté qu'il avait si ardemment recherchés.

Jeanne se trouvait, par cette mort, seule maîtresse de la Castille; mais la secousse que reçut son âme de cette mort si inattendue, acheva d'égarer sa raison, et la rendit entièrement incapable de gouverner.

Une femme dans cet état ne pouvait guère en

effet porter le poids d'un grand royaume, et cependant Jeanne se refusait obstinément à nommer un régent, et même à signer les pièces nécessaires à l'exécution des lois et à la sûreté du pays. Une régence était indispensable, et, grâce à l'appui que lui prêta Ximenès, archevêque de Tolède, Ferdinand obtint d'être choisi pour en remplir les fonctions. La sagesse qu'il montra dans l'exercice de son autorité fut égale au bonheur avec lequel il l'avait recouvrée. Il sut maintenir dans ses États un grand calme intérieur, et cependant il augmenta les États héréditaires de Charles de plusieurs acquisitions importantes. Oran et d'autres places de Barbarie furent réunies à la couronne de Castille par le cardinal Ximenès, qui commanda avec un rare courage une armée contre les Mores de cette partie de l'Afrique, et qui, par une magnificence plus extraordinaire encore, fit à ses propres frais toutes les dépenses de cette expédition. D'un autre côté, Ferdinand chassait du trône de Navarre Jean d'Albret, qui en était légitime souverain, et étendait les limites de la monarchie espagnole depuis les Pyrénées jusqu'aux frontières du Portugal.

Cependant Ferdinand considérait le jeunes Charles plutôt comme un rival que comme un petit-fils en faveur duquel il tenait seulement le dépôt de l'administration. De là vint son excessive joie lorsque la jeune Germaine de Foix, qu'il avait épousée après la mort d'Isabelle, lui donna un fils qui devait ôter à Charles la couronne d'Aragon, de Naples, de Si-

cile et de Sardaigne. La mort prématurée de ce fils le plongea ensuite dans le désespoir, et il tomba dans une langueur habituelle et un abattement d'esprit qui le rendait incapable de s'appliquer sérieusement aux affaires. Sa jalousie contre l'archiduc ne diminuait pas pour cela; elle l'engagea à faire un testament par lequel il donnait la régence de tous ses royaumes à Ferdinand, frère de Charles, qui était toujours resté en Espagne, et lui conférait en même temps la dignité de grand maître des trois ordres militaires. Cependant, sur les représentations de ses plus fidèles conseillers, qui craignaient de voir s'allumer la guerre civile, il révoqua ces dispositions quelques heures avant sa mort, qui arriva le 23 janvier 1516.

Charles, à qui cette mort laissait un si bel héritage, touchait alors à sa seizième année. Il avait résidé jusqu'à cet âge dans les Pays-Bas, dont son père lui avait laissé la souveraineté. Marguerite d'Autriche, sa tante, et Marguerite d'York, sœur d'Édouard IV, roi d'Angleterre, et veuve de Charles le Hardi, deux princesses douées de grands talents et de beaucoup de vertus, s'étaient chargées du soin de former son enfance. A la mort de Philippe, les Flamands avaient remis le gouvernement des Pays-Bas à l'empereur Maximilien, son père, avec le titre plutôt que l'autorité de régent. Maximilien fit choix de Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres, pour présider à l'éducation du jeune Charles, son petit-fils. Ce seigneur possédait éminemment tous les

talents nécessaires pour cet important emploi, et il en remplissait tous les devoirs avec beaucoup d'exactitude. Adrien d'Utrecht fut choisi pour être précepteur du jeune prince; cette place lui ouvrit la route des plus hautes dignités auxquelles un ecclésiastique puisse prétendre, et il ne les dut ni à sa naissance, qui était fort obscure, ni à son crédit, car il ne se mêlait point de toutes les intrigues de cour; mais seulement à l'opinion qu'il avait donnée de son savoir à ses compatriotes. Mais un savant accoutumé à la retraite d'un collége, sans habitude du monde, n'était guère propre à faire aimer l'étude à un jeune prince. Aussi Charles montra-t-il de bonne heure de l'aversion pour les sciences, et un goût extrême pour ces exercices violents et militaires qui faisaient alors presque l'unique étude de la noblesse, et dans lesquels elle mettait sa gloire. Chièvres flatta cette disposition, soit qu'il voulût gagner par sa complaisance l'affection de son pupille, soit qu'il attachât lui-même peu de prix aux connaissances littéraires. Il l'instruisit cependant avec beaucoup de soin dans la science du gouvernement; il lui fit étudier l'histoire, non-seulement du pays soumis à sa domination, mais encore des États qui avaient quelques relations avec les siens. Aussitôt que Charles eut pris le gouvernement de la Flandre, en 1515, Chièvres l'accoutuma au travail; il l'engagea à lire tous les papiers qui concernaient les affaires publiques, à assister aux délibérations de ses conseillers privés, et à leur proposer lui-

même les objets sur lesquels il avait besoin de leur opinion. Ce genre d'éducation fit contracter à ce jeune prince une habitude de gravité et de recueillement qui paraissait peu appropriée à sa jeunesse ; mais les premières ouvertures de son esprit n'indiquaient pas cette supériorité qui se manifesta dans un âge plus avancé. On ne remarqua point, dans ses premières années, cette impétuosité qui précède d'ordinaire la vigueur d'une maturité active et entreprenante, et sa déférence continuelle pour les avis de Chièvres et de ses autres favoris n'annonçait pas cet esprit vaste et ferme qui dirigea dans la suite les affaires de la moitié de l'Europe. Mais ses sujets, séduits par les grâces de sa figure et la mâle dextérité qu'il montrait dans tous les exercices du corps, jugeaient son caractère avec cette prévention favorable qu'on a trop souvent pour les princes dans leur jeunesse, et ils se flattaient qu'il donnerait encore un nouvel éclat aux couronnes dont il avait hérité par la mort de Ferdinand.

Les royaumes d'Espagne étaient alors dans une situation qui exigeait autant de vigueur que de prudence dans le gouvernement. Ferdinand avait su, pendant sa longue administration, éviter les inconvénients qui résultent ordinairement du système féodal ; la supériorité de son génie lui avait fourni les moyens de réprimer l'inquiétude turbulente des nobles, et de modérer la jalousie des communes ; mais à sa mort l'esprit de faction et de mécontentement, après avoir été longtemps réprimé,

n'en éclata qu'avec plus de violence et de férocité.

Ferdinand, qui avait prévu ces désordres, avait pris la sage précaution de nommer, par son testament, Ximenès, archevêque de Tolède, pour être seul régent de la Castille jusqu'à l'arrivée de son petit-fils en Espagne. Le caractère singulier de cet homme, et les qualités extraordinaires qui le rendaient propre à cette grande place, méritent qu'on s'y arrête un moment. Il descendait d'une famille honnête, mais peu riche. Son inclination particulière, sa piété et l'élévation de ses sentiments le déterminèrent à entrer dans l'état ecclésiastique, où il obtint de bonne heure des bénéfices considérables, qui lui ouvraient la route des premières dignités de l'Église. Il renonça tout à coup à ces avantages; et, après avoir subi les épreuves d'un noviciat très-sévère, il s'engagea dans un monastère de frères observantins de Saint-François, l'un des ordres les plus rigides de l'Église romaine. Il s'y distingua bientôt par une austérité de mœurs extraordinaire. Les religieux de son ordre, sentant sa supériorité, l'avaient fait provincial. Sa réputation de sainteté lui procura bientôt la place de confesseur de la reine Isabelle, place qu'il n'accepta qu'avec la plus grande répugnance. Il conserva à la cour l'austérité de mœurs par laquelle il s'était distingué dans le cloître : il continuait de faire tous ses voyages à pied; il ne vivait que d'aumônes, il s'imposait des mortifications pénibles et des pénitences aussi rigoureuses qu'auparavant. Isabelle fut si contente du choix

qu'elle avait fait, qu'elle ne tarda pas de conférer à Ximenès l'archevêché de Tolède, la première dignité de l'Église d'Espagne, qui était alors sollicitée par les plus grandes maisons du royaume. Il refusa d'abord cet honneur avec une fermeté modeste, et ne céda qu'à l'ordre exprès qu'il reçut du pape de l'accepter. Mais son élévation ne changea rien à ses mœurs; obligé d'étaler en public la magnificence qui convenait à son rang, il ne se relâcha jamais de la sévérité monastique. On le vit porter constamment sous ses habits pontificaux le modeste habit de Saint-François, qu'il raccommodait de ses propres mains lorsqu'il était déchiré. Jamais il ne porta de linge; il se couchait toujours avec son habit, souvent sur la terre ou sur des planches, rarement dans un lit. Il ne goûtait aucun des mets délicats qu'on servait sur sa table, et se contentait de la nourriture simple et frugale que prescrivait la règle de son ordre.

Il avait cependant une profonde connaissance des affaires, et dès qu'il fut appelé à l'administration par sa place et par l'opinion que Ferdinand et Isabelle avaient conçue de lui, il déploya des talents qui rendirent la réputation de son génie égale à celle de sa piété. Toutes ses vues étaient neuves et hardies; sa conduite politique participait des vertus et des défauts de son caractère; son génie étendu enfantait des plans vastes et magnifiques; il protégea constamment les savants, étant très-savant lui-même; mais il aimait encore davantage les gens de bien. Il fit invariablement profession d'une probité

incorruptible, et haïssait tellement l'injustice, qu'aucune considération ne put jamais la lui faire dissimuler, ni l'empêcher de la punir quand il lui fut possible de le faire. Enfin, il avait une piété sans fard et un zèle aussi actif qu'éclairé. On lui a néanmoins reproché plusieurs défauts : il avait une certaine aspérité de caractère qui l'a fait accuser de fierté et d'attachement excessif à son propre sentiment.

Tel était l'homme à qui Ferdinand confia la régence de Castille. Quoique le cardinal eût alors près de quatre-vingts ans, et qu'il connût parfaitement le travail et les difficultés inséparables de cette place, son intrépidité naturelle et son zèle pour le bien public la lui firent accepter sans hésiter. Cependant Adrien d'Utrecht, qui avait été envoyé en Espagne peu de mois avant la mort de Ferdinand, produisit des pleins pouvoirs de l'archiduc pour prendre le nom et l'autorité de régent après la mort du roi; mais les Espagnols avaient une telle aversion pour le gouvernement d'un étranger, il y avait tant d'inégalité entre le talent des deux compétiteurs, que les prétentions d'Adrien auraient été rejetées sur-le-champ, si Ximenès, par déférence pour son nouveau souverain, n'avait consenti à le reconnaître pour régent et à partager avec lui l'administration ; mais Adrien n'eut qu'un vain titre, et Ximenès, en traitant son collègue avec beaucoup d'égards et même de respect, se réserva toute l'autorité.

Quoique Ximenès n'eût qu'une puissance précaire, dont son grand âge ne devait pas lui faire

espérer de jouir longtemps, il travailla avec une grande ardeur à augmenter la puissance du monarque et à rabaisser les priviléges de la noblesse.

Les seigneurs, alarmés de ces tentatives répétées, résolurent de s'opposer à ses réformes; mais il sut les contenir, et, à l'exception de quelques mouvements sans importance, la tranquillité de la Castille ne souffrit aucune atteinte.

Le cardinal trouvait aussi de l'opposition à ses projets parmi les ministres flamands de Charles, qui étaient jaloux de ses talents et de son indépendance. Ils déterminèrent le roi à lui adjoindre deux nouveaux régents : La Chaux, gentilhomme flamand, d'un esprit adroit et délié, et Amerstoff, noble hollandais, connu par sa fermeté. Ximenès reçut ces nouveaux collègues avec les honneurs dus à leur rang, mais il ne leur donna aucune part à l'administration des affaires; et les Espagnols, qui ne pouvaient supporter l'idée d'être gouvernés par des étrangers, le secondèrent en ce point.

Ximenès avait en même temps à soutenir le fardeau de deux guerres étrangères, dont l'une se fit dans la Navarre, qui venait d'être envahie par Jean d'Albret. Il repoussa promptement ce prince; mais il ne fut pas si heureux en Afrique, dans la guerre qu'il fit au fameux aventurier Horuc Barberousse, qui, de simple corsaire, parvint par sa valeur et son habileté à se faire roi d'Alger et de Tunis. Les Espagnols furent vaincus, et presque tous ceux qui ne périrent pas dans le combat furent tués dans

la retraite. Le cardinal supporta cette disgrâce, la seule qu'il eût encore éprouvée, avec une hauteur et une tranquillité qui ajoutèrent un nouvel éclat à son caractère.

La sordide avarice qui ternissait les belles qualités de Chièvres, le premier ministre du jeune roi, donna bientôt de trop justes sujets de mécontentement à l'Espagne : tout était devenu vénal à la cour des Pays-Bas, et les places, les honneurs étaient donnés au plus offrant. Ximenès, qui avait toujours montré le désintéressement le plus pur, exprima vivement au roi le mécontentement de ses sujets, et le supplia en même temps de venir immédiatement en Espagne, afin de dissiper par sa présence l'orage qui se formait sur le royaume.

(1517) Charles sentait bien qu'il avait trop longtemps différé d'aller prendre possession de ses États en Espagne; mais il était retenu par la guerre que la ligue de Cambrai avait allumée en Italie. Enfin il s'embarqua, suivi de Chièvres et d'un nombreux cortége de gentilshommes flamands, et prit terre à Villa-Viciosa, où il fut reçu avec les témoignages les plus éclatants de la joie populaire. Cependant Ximenès, qui regardait la présence du roi comme le plus grand bonheur que l'Espagne pût désirer, s'avançait au-devant de lui aussi promptement que la faiblesse de sa santé pouvait le lui permettre. Cet homme extraordinaire n'avait jamais cessé, pendant sa régence, d'exercer sur lui-même des mortifications très-rudes et très-fréquentes, qui, jointes

à l'assiduité d'un travail pénible, auraient détruit la plus vigoureuse constitution. Chaque jour il consacrait plusieurs heures à des exercices de piété, disait exactement la messe, et donnait quelque temps à l'étude; malgré ces occupations, il assistait régulièrement au conseil, recevait et lisait tous les papiers qui lui étaient présentés; il dictait des lettres et des instructions, et il présidait à l'expédition de toutes les affaires civiles, ecclésiastiques ou militaires. Tous les instants de sa journée étaient remplis par quelque occupation sérieuse; la seule distraction qu'il se permît, c'était de discuter avec des religieux quelque question épineuse de théologie scolastique. Son corps, épuisé par ce genre de vie, affaibli par la vieillesse, était assailli chaque jour de quelque infirmité.

C'était dans cet état qu'il voyageait pour aller recevoir son souverain; il fut atteint, à Bos-Équilos, d'un mal violent accompagné de symptômes extraordinaires. Ceux qui le suivaient dans ce voyage prétendirent y reconnaître l'effet du poison, mais ils ne savaient s'ils devaient imputer ce crime à la vengeance des nobles espagnols ou à la jalousie des ministres flamands. Obligé par cet accident de suspendre sa marche, Ximenès écrivit à Charles, et lui conseilla, avec son indépendance ordinaire, de renvoyer tous les étrangers de sa suite, dont le nombre et le crédit avaient déjà donné de l'ombrage aux Espagnols, et ne manqueraient pas de lui aliéner bientôt l'affection de tout le peuple. Il sollicitait

en même temps une entrevue avec le roi pour lui rendre compte de l'état de sa nation et des dispositions de ses sujets. Non-seulement les Flamands, mais encore les nobles espagnols, se réunirent pour empêcher cette entrevue, et employèrent toute leur adresse pour éloigner Charles d'Aranda, où le cardinal s'était fait transporter. A leur sollicitation, tous les plans qu'il recommanda furent rejetés, et l'on mit le plus grand soin à lui faire sentir et à faire connaître en même temps à toute la nation que son pouvoir était sur son déclin. Ximenès ne soutint pas ce traitement avec son courage ordinaire : le sentiment qu'il avait de son intégrité et de ses talents lui faisait espérer plus de reconnaissance de la part d'un prince auquel il remettait un royaume plus florissant qu'il ne l'avait jamais été, et une autorité plus étendue et mieux établie que celle dont avaient joui les plus illustres de ses prédécesseurs. Le cardinal ne put s'empêcher de laisser en plusieurs occasions éclater son indignation et ses plaintes. Il déplora le destin de la patrie, et prédit toutes les calamités auxquelles elle allait être livrée par l'insolence, la rapacité et l'ignorance des étrangers. Tandis que son esprit était agité de ces inquiétudes, il reçut une lettre de Charles, qui, après quelques froides expressions d'estime, lui permettait de se retirer dans son diocèse, pour y achever dans le repos les restes d'une vie si laborieuse. Ce message accabla Ximenès : il avait l'âme trop fière sans doute pour survivre à la disgrâce; peut-être aussi son

cœur généreux ne put-il supporter l'idée des maux qui allaient fondre sur son pays. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il expira quelques heures après avoir lu la lettre du roi. Quand on considère la variété, la grandeur et le succès des entreprises de ce grand ministre, pendant une régence qui n'a duré que vingt mois, on doute s'il a mérité plus d'éloges par sa sagacité dans le conseil, par sa prudence dans la conduite, ou par son audace dans l'exécution. Sa réputation non-seulement de génie, mais aussi de piété, est encore révérée en Espagne; c'est le seul ministre que ses contemporains aient honoré comme un saint.

(1518) Peu de temps après la mort de Ximenès, Charles fit, en grande pompe, son entrée publique à Valladolid, où il avait renvoyé les états de Castille. Quoiqu'il eût pris en toute occasion le titre de roi, ce titre n'avait jamais été reconnu par les états, parce qu'il appartenait à Jeanne, sa mère, qu'aucun acte authentique n'avait déclarée incapable de régner. L'assemblée se détermina cependant à le déclarer roi, conjointement avec Jeanne, à condition que le nom de Charles serait placé dans tous les actes publics après celui de sa mère, et que si dans la suite Jeanne recouvrait la raison, elle reprendrait seule l'exercice de l'autorité royale. Les états votèrent en même temps un don gratuit de 600,000 ducats payables en trois ans, somme plus considérable qu'on n'en avait jamais accordé à aucun roi de Castille.

Malgré cette déférence, un mécontentement très-sensible se répandait dans tout le royaume : on se plaignait de voir le roi entièrement soumis à l'autorité de Chièvres, toujours entouré de Flamands, et presque inaccessible aux Espagnols, dont il ne connaissait d'ailleurs que très-imparfaitement le langage.

Charles quitta la Castille au moment où l'irritation était générale, pour aller à Saragosse assister aux états de ce royaume. Dans sa route, il prit congé de son frère Ferdinand, qu'il envoya en Allemagne, sous le prétexte que sa présence serait agréable à Maximilien, leur grand-père. Charles dut peut-être à cette précaution la conservation de sa couronne; car Ferdinand était l'idole de toute la nation, et il avait assez d'ambition pour accepter le pouvoir que les Espagnols n'auraient pas manqué de lui offrir.

Les Aragonais n'avaient pas encore reconnu Charles pour leur roi, et ce ne fut qu'après beaucoup de résistance et de longs débats qu'il obtint ce titre, conjointement avec sa mère. En même temps il s'engagea, par un serment solennel que les Aragonais exigeaient toujours de leur roi, à ne jamais violer aucun de leurs droits et priviléges. Sur la proposition d'un don gratuit, les états se montrèrent encore intraitables; ils n'accordèrent que 200,000 ducats, qui furent affectés à acquitter d'anciennes dettes de la couronne, de sorte qu'il n'en resta qu'une petite partie à la disposition du roi. Charles se rendit ensuite en Catalogne, où il rencontra en-

core plus d'obstacles, et obtint moins d'argent. En même temps Ségovie, Tolède, Séville et d'autres villes du premier ordre de Castille se confédérèrent pour faire présenter au roi des remontrances sur la mauvaise administration des favoris. Charles n'y fit pas grande attention, et cependant cette confédération fut le commencement de cette union des communes de Castille qui, bientôt après, jeta le royaume dans la plus grande confusion, ébranla le trône, et fut sur le point de détruire la constitution même.

(1519) Charles apprit à Barcelone la mort de l'empereur Maximilien. La dignité impériale dont Maximilien avait été revêtu avait une grande importance; elle donnait une juridiction étendue en Italie, et la prééminence sur tous les princes chrétiens. Maximilien avait vainement tenté d'assurer, pendant sa vie, ce superbe héritage au roi d'Espagne; mais, à sa mort, Charles demanda ouvertement cette place. François Ier, roi de France, se présenta en même temps pour la lui disputer. Cette rivalité attira l'attention de toute l'Europe. Charles fonda ses prétentions sur la possession où la maison d'Autriche était depuis longtemps du trône impérial, et sur la situation favorable de ses États héréditaires en Allemagne, qui formaient une barrière naturelle à l'empire contre les entreprises de la puissance ottomane. Il fit d'ailleurs tous les efforts imaginables pour assurer le succès de sa cause; il prodigua l'argent, et mit en œuvre tous les artifices de la négociation;

il s'assura par des présents les suffrages à vendre, leva les scrupules, répondit aux objections, et sut, par les menaces, imposer aux faibles.

François Ier montrait la même ardeur et une égale confiance dans la justice de sa cause. Il représentait qu'il était temps de prouver à la maison d'Autriche que la couronne impériale était élective, et non héréditaire; qu'un jeune prince sans expérience n'était pas en état d'entrer en lice avec les Ottomans commandés par Sélim, tandis que la cavalerie française, jointe à l'infanterie allemande, formerait l'armée la plus formidable qui eût jamais existé. Enfin les ambassadeurs de France prodiguaient les dons et les promesses, et voyageaient avec une suite de chevaux chargés d'or, appareil de corruption peu honorable pour le prince à qui il appartenait, et honteux pour ceux à qui il était destiné.

Les autres souverains de l'Europe intervinrent aussi dans cette grande querelle; mais le pape Léon X, que ses talents politiques autant que son goût pour les arts ont rendu si célèbre, fut le seul prince de ce siècle qui observa les mouvements des deux prétendants avec une attention vraiment éclairée. Il prétendit que l'élection d'un de ces deux monarques serait funeste à l'indépendance du Saint-Siége, à la paix de l'Italie, et peut-être à la liberté de l'Europe. Il exhorta donc secrètement les princes d'Allemagne à choisir dans leur sein un successeur à l'Empire, d'autant que plusieurs d'entre eux étaient dignes d'occuper le trône avec honneur.

La diète se réunit, suivant l'usage, à Francfort; le droit d'élire l'Empereur appartenait depuis longtemps à sept princes considérables, distingués par le titre d'électeurs. Ces princes, obéissant à la maxime fondamentale suivant laquelle on n'avait jamais élevé à l'Empire un souverain qui fût déjà possesseur d'une grande puissance et de domaines étendus, se réunirent tous pour offrir la couronne à Frédéric, duc de Saxe, à qui ses talents et ses vertus avaient mérité le titre de sage. Mais ce prince rejeta avec un désintéressement digne d'admiration l'offre qui lui était faite; il démontra en même temps que si, dans les temps de tranquillité, les petits États d'Allemagne avaient besoin d'un Empereur qui n'eût pas assez de pouvoir pour empiéter sur leurs priviléges, il fallait, dans les temps de danger, choisir un prince qui eût assez de forces pour veiller à leur sûreté; et il désigna Charles comme celui dont l'Allemagne devait attendre les plus grands avantages.

Cet important débat, qui tenait l'Europe en suspens, se termina enfin cinq mois après la mort de Maximilien, et Charles fut élevé à l'Empire par le suffrage unanime des électeurs. Toutefois ceux-ci voulurent en même temps s'assurer les moyens de prévenir l'abus qu'il pourrait faire un jour de sa puissance pour empiéter sur les priviléges du corps germanique. On formula donc une capitulation dans laquelle on énuméra tous ces priviléges, et Charles s'engagea de la manière la plus solennelle à les

maintenir. La nouvelle de cette élection arriva en neuf jours de Francfort à Barcelone, et combla Charles de joie. Ce fut à partir de ce moment qu'il conçut ces vastes projets de gloire qui séduisirent son imagination pendant tout son règne ; ce fut dès lors également qu'il prit le titre de *Majesté*, qu'aucun souverain d'Europe n'avait encore porté.

Charles accepta la couronne impériale, et annonça l'intention de passer en Allemagne pour prendre possession de sa nouvelle dignité. Cette résolution indisposa les Espagnols, qui craignaient de tomber sous la domination tyrannique d'un vice-roi et de son conseil.

(1520) Des troubles sérieux s'étaient élevés dans le royaume de Valence; le peuple avait pris les armes pour se soustraire à l'autorité des nobles. Charles était mécontent de la noblesse, qui avait refusé les subsides parce que le roi n'était pas venu en personne présider les états de ce royaume, comme il avait fait dans les autres parties de l'Espagne ; il autorisa donc le soulèvement de la multitude, qui forma une association contre la noblesse sous le nom de *hermanadad* (confrérie), laquelle devint la source des plus affreux désordres.

La Castille n'était guère moins agitée; Charles avait convoqué les États à Compostelle, et y demanda un nouveau don gratuit qui le mît à même de paraître dignement en Allemagne. Plusieurs villes refusèrent d'envoyer des députés ; Valladolid se souleva lors du passage du roi, et ce ne fut qu'avec

peine que les courtisans flamands échappèrent à la fureur populaire. Enfin, à force d'intrigues et de démarches, les ministres obtinrent, à la pluralité des voix, le don gratuit que le roi avait demandé.

Rien ne retardant plus son départ, Charles conféra la régence de Castille au cardinal Adrien, archevêque de Liége, la vice-royauté d'Aragon à don Juan de Lanuza, et celle de Valence à don Diègue Mendoza, comte de Mélito. Le choix des derniers fut très-agréable aux Castillans; mais la nomination d'Adrien, qui cependant était le seul Flamand pour lequel ils eussent conservé quelque estime, ne fit qu'accroître leur haine et leur jalousie contre les étrangers. On protesta vivement contre cette nomination; mais Charles avait un si grand désir d'arriver en Allemagne, et ses courtisans tant d'impatience de sortir d'Espagne, que, sans avoir égard aux murmures des Castillans, sans prendre même aucune précaution contre un soulèvement qui se préparait à Tolède, et qui eut dans la suite les plus funestes conséquences, ce prince s'embarqua à la Corogne, et mit à la voile le 22 mai. En précipitant ainsi son départ pour aller recevoir une couronne nouvelle, il s'exposa à en perdre une d'un bien plus haut prix, et dont il était déjà possesseur.

LIVRE II

Rivalité de Charles-Quint et de François Ier. — Henri VIII, roi d'Angleterre. — Son ministre Wolsey. — Charles va en Angleterre. — Entrevue de Henri VIII et de François Ier. — Couronnement de l'Empereur. — Soliman le Magnifique. — Diète de Worms. — Origine de la réformation. — Luther et son caractère. — Il est excommunié. — L'électeur de Saxe le protége. — Commencement des hostilités dans la Navarre. — Guerre dans les Pays-Bas. — Bayard. — Congrès à Calais. — Henri VIII se ligue contre la France. — Hostilités en Italie. — Mort de Léon X. — Élection d'Adrien. — Les Français perdent le Milanais. — Henri VIII déclare la guerre à la France. — Les Anglais entrent en France. — Leur retraite. — Conquête de l'île de Rhodes par Soliman.

Charles et François, en se mettant sur les rangs pour se disputer la couronne impériale, se promirent de se conduire avec toutes sortes d'égards l'un envers l'autre, et de ne pas souffrir qu'aucun signe d'inimitié vînt déshonorer une si belle rivalité. Deux princes jeunes et généreux qu'anime également l'espérance du succès pouvaient bien former cette noble résolution; mais ils trouvèrent bientôt qu'ils s'étaient promis plus de modération et de désintéressement que ne le comporte la faiblesse humaine. La préférence que Charles obtint à la face de l'Europe entière humilia profondément François; et d'ailleurs mille autres circonstances qui mettaient leurs intérêts en opposition les tinrent dans un état d'hostilité presque continuel. Mais comme la pre-

mière rupture entre deux adversaires si puissants ne pouvait manquer d'être fatale et sans espoir de conciliation, tous deux marquèrent de vives inquiétudes sur ses suites, et prirent leur temps, et pour rassembler leurs propres forces et pour s'assurer des alliés.

Le principal soin de Charles et de François était d'attirer dans leur parti le roi d'Angleterre Henri VIII, dont l'alliance leur promettait des secours plus efficaces et plus prompts que ceux qu'ils pouvaient espérer des princes italiens. François étant parvenu à gagner le cardinal de Wolsey, premier ministre du roi d'Angleterre, celui-ci, qui exerçait une grande influence sur l'esprit de son maître, le détermina à rendre Tournay aux Français, à conclure un traité de mariage entre le dauphin et la princesse Marie sa fille, et enfin à consentir à une entrevue avec le roi de France.

Charles observait les progrès de cette union avec la plus grande jalousie. Il avait aussi essayé de gagner Wolsey en s'adressant à sa vanité et à son avarice; mais, voyant qu'il lui était impossible d'empêcher l'entrevue des deux souverains, dont tous les préliminaires étaient déjà réglés, il résolut au moins de la rendre inutile aux intérêts de François. Pour atteindre ce but, après s'être, comme nous l'avons dit, embarqué à la Corogne, il alla directement débarquer en Angleterre, surprenant ainsi Henri VIII et se livrant entièrement à sa discrétion. La vanité du roi d'Angleterre fut flattée de la visite

de Charles, et de la confiance sans bornes qu'il lui montrait; de son côté l'Empereur, quoiqu'il ne resta que quatre jours en Angleterre, trouva le moyen de mettre dans ses intérêts le cardinal de Wolsey, en augmentant la pension qu'il lui faisait, et en lui promettant d'user de toute son influence pour lui faire obtenir par la suite les honneurs de la tiare.

L'entrevue entre Henri VIII et François Ier eut lieu immédiatement après, dans une grande plaine entre Guines et Ardres, où les deux rois et leur suite déployèrent toute leur magnificence avec une émulation et une profusion qui firent appeler cette plaine le *Camp du drap d'or*. L'impression favorable que firent sur l'esprit de Henri les manières engageantes de François et son air de franchise et de confiance, fut bientôt effacée par les artifices de Wolsey et par l'entrevue que Henri eut avec l'Empereur à Gravelines. Charles s'y conduisit avec moins d'éclat et de pompe que n'avait fait François près de Guines; mais il donna bien plus d'attention à ses intérêts politiques. Il offrit même au roi d'Angleterre de soumettre à sa seule décision tous les différends qui pourraient s'élever entre François et lui. Rien n'annonçait plus de candeur et de modération en apparence que de choisir ainsi pour juge l'ami commun des deux adversaires; mais comme l'Empereur venait d'attacher Wolsey à ses intérêts, c'était au fond la plus insidieuse des propositions et la plus funeste au roi de France, comme le fit voir la suite des événements.

Charles, malgré sa prédilection pour les Pays-Bas, n'y fit pas un long séjour, et se rendit en diligence à Aix-la-Chapelle, ville que la bulle d'Or a désignée pour le couronnement des Empereurs. Ce fut là qu'en présence d'une assemblée nombreuse et solennelle, la couronne de Charlemagne passa sur la tête de Charles-Quint, avec tout l'appareil et toute la pompe que les Allemands affectent dans leurs cérémonies publiques, et qu'ils croient de l'essence de la dignité impériale.

Presque dans le même temps, on vit monter sur le trône ottoman un rival opiniâtre et redoutable pour l'Empereur : c'était Soliman le Magnifique, celui de tous les princes turcs qui a réuni les plus grandes qualités, formé le plus d'entreprises, et remporté le plus de victoires. Ce fut la gloire de ce temps, de produire les monarques les plus illustres qui aient jamais paru dans l'Europe. Si Léon X, Charles-Quint, François Ier, Henri VIII et Soliman eussent fleuri en différents siècles, leurs règnes, considérés séparément, auraient suffi pour illustrer l'époque où chacun d'eux aurait vécu; mais tous ces princes contemporains brillèrent comme une constellation qui jeta sur le XVIe siècle un éclat extraordinaire.

Le premier acte d'administration que fit Charles fut d'indiquer une diète de l'Empire à Worms pour le 6 janvier 1521. Dans les lettres circulaires qu'il adressa aux princes, il leur annonça que le but de cette assemblée était de concerter avec eux les

moyens propres à arrêter les progrès des nouvelles et dangereuses opinions qui menaçaient de troubler la paix de l'Allemagne et de renverser la religion de leurs pères. Charles avait en vue les erreurs répandues par Luther et ses disciples depuis l'an 1517. La religion catholique avait civilisé toutes les nations de l'Europe; à cette époque elle lui prodigua encore de nouveaux bienfaits en contribuant à la renaissance des sciences et des arts. L'unité religieuse formait de tous les peuples comme une grande famille. Quelques siècles auparavant on avait eu à admirer l'effet et la puissance de cette unité religieuse, lorsque, à la nouvelle des dangers que couraient les chrétiens de l'Orient, l'Europe entière s'était levée comme un seul homme pour marcher contre l'ennemi commun de la croix, les féroces sectateurs de Mahomet. Cette unité, source de gloire et de prospérité, va être rompue. L'esprit d'erreur va jeter dans la société un germe de division, et préparer aux âges futurs les plus tristes événements. Un moine hardi consomma ce grand crime.

Martin Luther était né à Eisleben, en Saxe; son père, quoique simple ouvrier, lui fit faire de si fortes études, que Luther acquit bientôt une grande réputation d'éloquence et d'érudition. Touché de la mort d'un de ses condisciples, frappé de la foudre à ses côtés, il entra, malgré ses parents, dans l'ordre des Augustins. Ses supérieurs lui procurèrent le doctorat et une chaire de théologie dans l'université de Wittemberg, fondée nouvellement par l'électeur

Frédéric de Saxe, qui s'appliquait à y attirer les gens de mérite, et qui s'engoua à un point inconcevable de ce moine orgueilleux.

A l'âge de trente-cinq ans, dans le haut degré de réputation où déjà il était à Wittemberg, il leva hautement l'étendard de l'hérésie pour ne plus reculer, pour avancer de jour en jour avec une audace plus résolue à travers tous les écueils et tous les précipices.

Léon X, longtemps retenu par l'apparente soumission de Luther, se vit enfin obligé de prendre des mesures pour défendre l'Église contre une attaque qui était devenue trop sérieuse. Dans cette vue, il fit sommer Luther de comparaître à Rome, dans le délai de soixante jours, devant l'auditeur de la chambre, chargé d'examiner sa doctrine et de la juger. Léon X écrivit en même temps à l'électeur de Saxe, pour le prier de retirer sa protection à un homme dont les sentiments schismatiques et profanes scandalisaient les fidèles; et il enjoignit au provincial des Augustins de réprimer par son autorité l'insolence du téméraire qui déshonorait l'ordre entier et semait le trouble dans toute l'Église. Cependant, sur les instances de l'université de Wittemberg, de l'électeur et de Luther lui-même, qui lui écrivit une lettre remplie de soumission, le pape consentit à faire examiner sa doctrine en Allemagne, et chargea de cette mission le cardinal Cajetan, dominicain distingué par son savoir. Luther se rendit en conséquence à Augsbourg, où le cardinal, après l'avoir honorablement accueilli, le somma,

en vertu des pouvoirs apostoliques dont il était revêtu, d'abjurer les erreurs qu'il avait professées sur les indulgences et sur la nature de la foi, et de s'interdire à l'avenir toute publication nouvelle de ses dangereux principes. Luther, qui avait espéré engager la controverse avec un prélat aussi distingué, voyant que celui-ci ne voulait pas entrer en dispute, sortit secrètement de la ville d'Augsbourg, et s'en retourna dans sa patrie, après avoir appelé du pape mal informé sur sa cause au pape mieux informé.

Le cardinal Cajetan, indigné de l'évasion précipitée de Luther, écrivit à l'électeur de Saxe, et le pria d'envoyer prisonnier à Rome le moine séditieux, ou de le bannir de ses États ; mais ce prince. tout en protestant de son estime pour le cardinal et de son respect pour le pape, refusa, sous divers prétextes, de se prêter à ces demandes.

Cependant les juges de Rome devant lesquels Luther avait été cité l'avaient condamné comme hérétique, et celui-ci avait formé un appel à un concile général, comme représentant l'Église catholique. Le pape donna en même temps une bulle qui menaçait de l'excommunication la plus sévère ceux qui soutiendraient et enseigneraient les opinions de Luther. Une décision aussi précise aurait pu arrêter les progrès de l'hérésie ; mais la mort de l'empereur Maximilien, qui arriva dans ce temps-là, fit confier le vicariat de cette partie de l'Allemagne à l'électeur de Saxe; les préoccupations relatives à l'élection d'un Empereur s'emparèrent ensuite de tous les esprits :

circonstances qui valurent à Luther un sursis de dix-huit mois, et donnèrent à ce novateur le temps d'augmenter le nombre de ses prosélytes. Des troubles de même espèce s'élevèrent sur d'autres points, et les religieux chargés de publier les indulgences trouvèrent en Suisse, dans la personne de Zwingle, un adversaire aussi ardent que Luther. L'audace de ce dernier croissait aussi de jour en jour, et déjà il avait attaqué publiquement l'origine et la divinité de l'autorité pontificale.

Léon X fut enfin convaincu qu'il n'y avait plus d'espérance de ramener Luther par la douceur, et, le 15 juin 1520, parut la bulle fameuse qui condamnait quarante-une propositions extraites des ouvrages de Luther, comme hérétiques, scandaleuses et contraires aux bonnes mœurs; défense était faite à toute personne de lire ses écrits, sous peine d'excommunication; injonction à tous ceux qui en avaient quelques exemplaires de les jeter au feu; et si, dans le délai de soixante jours, Luther ne rétractait pas publiquement ses erreurs, on le déclarait hérétique obstiné, on l'excommuniait, et on ordonnait à tous les princes de se saisir de sa personne.

Luther réitéra son appel au concile, et dans des observations qu'il publia sur la bulle d'excommunication, il alla jusqu'à dire que le pape était l'Antechrist dont l'apparition était prédite dans le Nouveau Testament. Après avoir réuni les professeurs et les écoliers de l'université de Wittemberg, en présence d'un grand nombre de spectateurs et avec beaucoup

d'appareil, il jeta dans les flammes les livres du droit canon avec la bulle d'excommunication.

Tels étaient les progrès qu'avait faits Luther, et l'état où se trouvait son parti, lorsque Charles arriva en Allemagne. La diète de Worms délibéra longuement, et enfin elle décida que Luther serait ajourné à comparaître, et viendrait déclarer s'il adhérait ou non aux opinions qui avaient attiré sur lui les censures de l'Église. On lui envoya les sauf-conduits nécessaires, et il n'hésita pas un instant à obéir. Devant la diète il avoua qu'il avait mis trop de véhémence et d'aigreur dans ses écrits de controverse, excuse ordinaire de tous les hérésiarques; mais il refusa de se rétracter, à moins qu'on ne lui prouvât la fausseté de ses opinions. On le laissa partir sans exercer à son égard aucune violence; mais, quelques jours après son départ de Worms, on publia au nom de l'Empereur et de la diète un édit sévère, qui, le déclarant criminel endurci et excommunié, le dépouillait de tous les priviléges dont il jouissait comme sujet de l'Empire, avec défense à tous les princes de lui donner asile ou protection, et injonction de se réunir tous pour se saisir de sa personne aussitôt que le délai du sauf-conduit serait expiré.

Cet édit vigoureux demeura sans effet. L'exécution en fut traversée en partie par la multiplicité des affaires que suscitèrent à l'Empereur les troubles d'Espagne, les guerres d'Italie et des Pays-Bas, et en partie par les précautions que prit l'électeur de Saxe, le protecteur fidèle et constant de Luther.

Celui-ci, à son retour de Worms, passant près d'Altenstein, dans la Thuringe, une troupe de cavaliers masqués sortit tout à coup d'une forêt où l'électeur l'avait mise en embuscade, environna Luther et sa compagnie, et, après avoir congédié ceux qui l'accompagnaient, le conduisit à Wartbourg, château fort qui n'était pas éloigné. L'électeur ordonna qu'on lui fournît tout ce qui lui serait nécessaire et agréable; mais on tint le lieu de sa retraite soigneusement caché, jusqu'à ce que quelque changement dans les affaires de l'Europe eût apaisé l'orage élevé contre lui. Il resta neuf mois dans cette retraite, où il écrivit différents traités qui ranimèrent le courage de ses sectateurs, que la disparition subite de leur chef avait d'abord extrêmement surpris et découragés.

Luther jouissait au fond de sa retraite des progrès que faisait sa doctrine dans sa patrie; mais cette joie fut atténuée par deux événements qui semblaient mettre des obstacles insurmontables à la propagation de ses principes dans les deux plus puissants royaumes de l'Europe. Le premier fut la condamnation de sa doctrine par un décret solennel de l'université de Paris, la plus ancienne et la plus respectable des sociétés savantes qui florissaient alors en Europe; le second fut la réponse que publia Henri VIII à son livre sur la captivité de Babylone. Ce jeune monarque crut qu'il ne lui suffisait pas de déployer son autorité royale contre les opinions du réformateur, il voulut encore le combattre avec les armes scolastiques. Ce fut dans cette vue qu'il pu-

blia son *Traité des sept sacrements*, ouvrage oublié aujourd'hui, mais qui n'est pas dépourvu d'adresse ni de subtilité polémique. La flatterie des courtisans l'exalta comme un ouvrage prodigieux, et le pape donna à Henri VIII le titre de *défenseur de la foi*. Luther répondit au décret de l'université de Paris et au traité du roi d'Angleterre dans un style aussi violent et aussi amer que s'il eût réfuté le plus misérable de ses antagonistes.

Cependant l'Empereur était obligé de donner toute son attention à d'autres matières. La guerre était près d'éclater entre François et lui, dans la Navarre, dans les Pays-Bas et en Italie, et il fallait ou beaucoup d'habileté pour détourner le danger, ou beaucoup de préparations pour se ménager une bonne défense. Retenu par Chièvres, l'Empereur différait tant qu'il pouvait de commencer les hostilités; mais François et ses ministres n'étaient pas dans des dispositions aussi pacifiques. Henri VIII, à la médiation duquel les deux monarques recouraient souvent, avait renoncé à l'esprit d'impartialité qui convenait à son caractère d'arbitre; Wolsey l'avait entièrement détaché du roi de France, et n'attendait qu'une occasion pour joindre les armes de l'Angleterre à celles de l'Empereur. Le pape conclut aussi secrètement une alliance avec l'Empereur. Les principaux articles de ce traité, qui devint la base de la grandeur de Charles en Italie, furent que le pape et l'Empereur uniraient leurs forces pour chasser les Français du Milanais, dont on donne-

rait la jouissance à François Sforce, fils de Louis le More; qu'on rendrait à l'Église les duchés de Parme et de Plaisance, et que l'Empereur aiderait le pape à conquérir Ferrare. Chièvres, en apprenant qu'un traité d'une si grande importance s'était conclu sans sa participation, ne douta pas qu'il n'eût perdu l'ascendant qu'il avait conservé jusqu'alors sur l'esprit de son élève. Le chagrin qu'il en ressentit avança, dit-on, le terme de ses jours, et sa mort détruisit tout espoir d'éviter une rupture avec la France.

Tandis que le pape et l'Empereur, conformément à la secrète alliance qu'ils venaient de contracter, se disposaient à attaquer Milan, les hostilités commencèrent dans une autre contrée. Les enfants de Jean d'Albret, roi de Navarre, avaient souvent demandé la restitution de leur patrimoine, en vertu du traité de Noyan; Charles avait toujours éludé leur demande sous divers prétextes; François se crut alors autorisé, par ce même traité, à secourir cette famille infortunée. Mais comme il voulait éviter, autant qu'il était possible, d'offenser l'Empereur ou le roi d'Angleterre, il fit lever des troupes et commencer la guerre, non pas en son nom, mais au nom de Henri d'Albret. Le commandement des troupes fut donné à André de Foix de Lesparre, jeune homme sans talents et sans expérience, mais allié du prince détrôné pour lequel il allait combattre. Comme il ne trouva point d'armée en campagne qui pût l'arrêter, il se rendit maître en peu de jours de tout le royaume de Navarre, sans rencontrer dans sa marche d'autre

obstacle que la citadelle de Pampelune. La faible résistance que fit cette place ne mériterait pas d'être marquée dans l'histoire, si Ignace de Loyola, gentilhomme biscayen, n'y avait été dangereusement blessé. Dans le cours d'un long traitement, Loyola ne trouva, pour charmer son ennui, d'autres amusements que la lecture de la Vie des Saints : l'impression que cette lecture fit sur son esprit, agissant sur son âme en même temps que la grâce, lui inspira un ardent désir d'imiter ceux dont il ne pouvait s'empêcher d'admirer la conduite; et les résolutions qu'il prit dans ces circonstances furent si généreuses, que bientôt il étonna le monde par l'héroïsme de ses vertus. Animé d'un saint zèle de la gloire de Dieu et du salut du prochain, il délibère sur les moyens d'y travailler avec le plus de succès possible, et conclut à la fondation d'une société d'hommes apostoliques. Telle fut l'origine de la société devenue depuis si célèbre sous le nom de Compagnie de Jésus.

Si, après la réduction de Pampelune, Lesparre s'était contenté de prendre les précautions convenables pour assurer sa conquête, le royaume de Navarre aurait pu rester en effet réuni à la couronne de France; mais, emporté par l'ardeur de la jeunesse et encouragé par François, que les succès éblouissaient trop aisément, il se hasarda à passer les limites de la Navarre, et alla mettre le siége devant Logrono. Les Castillans sortirent alors de l'indifférence avec laquelle ils avaient assisté aux succès des Français; l'armée espagnole força le général français à aban-

donner son entreprise; elle le défit ensuite dans une bataille engagée témérairement par Lesparre, où il fut fait prisonnier avec ses principaux officiers. L'Espagne reprit la Navarre en moins de temps encore que les Français n'en avaient mis à s'en emparer.

Tandis que François s'efforçait de justifier l'invasion de la Navarre en la faisant passer sous le nom de Henri d'Albret, il avait recours à un artifice du même genre pour attaquer d'un autre côté le territoire de l'Empereur. Robert de la Marck, seigneur de Bouillon, avait abandonné le service de Charles, pour se venger d'un prétendu attentat du conseil aulique contre sa juridiction, et s'était jeté dans les bras de la France. Dans la chaleur de son ressentiment, il se laissa persuader d'envoyer un héraut à Worms pour y déclarer la guerre à l'Empereur. A la tête d'un corps de troupes levé en France, il entra dans le Luxembourg, et, après avoir ravagé tout le plat pays, alla mettre le siége devant Virton. Charles se plaignit de la violation du traité de paix de 1518; François répondit qu'il ne pouvait être responsable des actes de Robert. Mais Henri VIII eut peu d'égard à ce subterfuge, et le roi de France, pour ne pas irriter un prince qu'il espérait toujours gagner, envoya ordre à Robert de la Marck de licencier ses troupes.

Cependant l'Empereur rassemblait une armée pour châtier l'insolence de Robert. Vingt mille hommes, commandés par le comte de Nassau, fondirent sur son petit territoire, et, dans l'espace de quelques jours, se rendirent maîtres de toutes ses

places, à l'exception de Sedan. Nassau s'avança ensuite vers les frontières de la France, s'empara de Mouzon, et vint investir Mézières. Heureusement pour la France, le roi avait confié la défense de cette place à Bayard, connu sous le nom du Chevalier Sans-Peur et Sans-Reproche. Ce guerrier, dont le courage et la délicatesse rappellent le caractère des héros de l'ancienne chevalerie, déploya dans la défense de cette ville tous les talents qui forment un grand général. Il traîna le siége en longueur, et, par sa valeur et sa prudence, il obligea les Impériaux à le lever honteusement, après y avoir perdu beaucoup de monde. François, à la tête d'une armée nombreuse, eut bientôt repris Mouzon; il entra dans les Pays-Bas, et perdit, près de Valenciennes, l'occasion de couper la retraite à l'armée impériale. Par une faute plus grave encore, il dégoûta de son service le connétable de Bourbon, en lui faisant un passe-droit en faveur du duc d'Alençon.

Pendant les opérations de cette campagne, il se tenait un congrès à Calais, sous la médiation de Henri VIII. Si les intentions de ce prince eussent répondu à ses protestations, les conférences n'auraient pu manquer de produire un bon effet; mais Wolsey se rendit à Bruges auprès de l'Empereur, et, au lieu de faire servir cette entrevue à la conclusion du traité de paix, il forma une ligue contre François. Les conventions portaient que Charles attaquerait la France du côté de l'Espagne, et Henri du côté de la Picardie, chacun avec une armée de quarante mille hommes; et,

pour cimenter l'union des deux princes, il fut convenu que Charles épouserait la princesse Marie, fille unique de Henri et héritière présomptive de ses États.

(1521) Cependant la ligue formée entre le pape et l'Empereur produisit de grands événements en Italie, et avait fait de la Lombardie le principal théâtre de la guerre. Le caractère hautain, impérieux, avide, du gouverneur de Milan, Odet de Foix, maréchal de Lautrec, avait violemment irrité les Italiens contre la domination française. Il avait banni plusieurs des principaux citoyens, et forcé plusieurs autres à s'éloigner d'eux-mêmes. Ces bannis avaient trouvé un asile à Reggio, et le frère de Lautrec, qui commandait en son absence, voulant s'emparer d'un seul coup de tous les ennemis de la domination française, ne craignit pas de violer le territoire du pape. Cette tentative, qui ne réussit pas, donna à Léon X un prétexte plausible pour rompre avec la France.

Les troupes impériales entrèrent aussi en campagne sous les ordres de Colonne, et Lautrec, privé de ressources en argent et en hommes, ne put que les harceler en évitant toute bataille rangée. La défection des Suisses, qui formaient sa force principale, l'obligea bientôt à se retirer à Milan; cette ville ayant été livrée à l'ennemi par la faction gibeline, il dut gagner précipitamment les terres de Venise avec les débris de son armée. Les villes du Milanais suivirent le sort de la capitale; Parme et Plaisance se trouvèrent réunis aux États de l'Église; et de toutes les conquêtes des Français dans la Lom-

bardie, il ne leur resta que la ville de Crémone, le château de Milan et un petit nombre de forts peu considérables.

A la nouvelle de cette suite rapide d'événements heureux, Léon X éprouva des transports de joie si violents, s'il faut en croire les historiens, qu'il fut saisi d'une fièvre qui, étant négligée dans les commencements, lui devint fatale, et le conduisit au tombeau le 2 décembre 1521, lorsqu'il était encore dans la vigueur de son âge, et qu'il se voyait comblé de gloire. D'autres prétendent qu'il avait été empoisonné. Cet accident inattendu rompit l'union des confédérés et suspendit leurs opérations. Mais Lautrec, dépourvu d'hommes et d'argent, ne put faire que quelques tentatives sans importance.

(1522) La division régnait dans le conclave qui suivit la mort de Léon X ; le cardinal Jules de Médicis avait réuni quinze voix; mais ce nombre n'était pas suffisant, et l'on ne savait combien de temps durerait cet interrègne. Un matin, Médicis et ses adhérents allèrent au scrutin, qui, suivant l'usage, avait lieu tous les jours, et votèrent pour le cardinal Adrien d'Utrecht, qui, dans ce temps-là, gouvernait l'Espagne au nom de l'Empereur. Ils n'avaient pas d'autre but que de gagner du temps; mais le parti contraire s'étant aussitôt réuni à eux, ils virent, à leur grand étonnement et à celui de toute l'Europe, un étranger, inconnu à l'Italie et à ceux qui lui avaient donné leurs voix, monter par une élection unanime sur le trône de saint Pierre.

C'était un immense avantage pour Charles que de voir la puissance papale entre les mains de son ancien précepteur. François Ier vit, avec toute la jalousie d'un rival, la supériorité que Charles obtenait, et il résolut de tenter de nouveaux efforts en Italie. Les Suisses, pour réparer l'affront et la perte qu'ils lui avaient fait éprouver en retirant leurs troupes, lui permirent de lever dix mille hommes dans leur pays. Lautrec, ayant reçu, outre ce renfort, une petite somme d'argent, surprit quelques places du Milanais, et s'avança à quelques milles de sa capitale. L'armée de Colonne n'était pas en mesure de résister, mais l'insolence et les caprices des Suisses furent encore une fois funestes à la France. Ces soldats, qui n'avaient pas reçu de paie depuis plusieurs mois, s'ameutèrent et forcèrent Lautrec à aller attaquer le camp ennemi, que l'art et la nature avaient rendu inaccessible. Malgré le courage impétueux avec lequel ils se précipitèrent sur les retranchements, ils perdirent leurs plus braves officiers et leurs meilleures troupes, et quittèrent le champ de bataille repoussés et non pas vaincus.

Dès le jour suivant, ceux des Suisses qui avaient survécu à cette journée partirent pour leur pays, et Lautrec, hors d'état de tenir plus longtemps la campagne, revint en France, après avoir jeté des garnisons dans Crémone et dans quelques autres places, qui toutes furent bientôt obligées de se rendre à Colonne, à l'exception de la citadelle de Crémone. Le territoire de Gênes, qui restait encore soumis à

la France, tomba aussi au pouvoir du général italien.

La douleur que François Ier ressentait de tous ces désastres fut encore aigrie par l'arrivée d'un héraut anglais qui vint, au nom de son souverain, déclarer la guerre à la France. Pour créer des ressources capables de résister à ce nouvel ennemi, on inventa de nouveaux offices et on les mit en vente; les domaines royaux furent aliénés : enfin on enleva au tombeau de saint Martin à Tours une balustrade d'argent massif dont Louis XI l'avait fait environner.

Charles-Quint de son côté ne négligeait rien pour tirer avantage du puissant allié qu'il venait de trouver dans le roi d'Angleterre. En se rendant en Espagne, où sa présence était nécessaire, il voulut faire une visite à Henri VIII, qui fut très-flatté de ce nouvel acte de déférence. L'Empereur trouva aussi moyen de resserrer les liens de son alliance avec Wolsey, qui ambitionnait toujours la tiare, et fondait maintenant ses espérances sur l'âge avancé d'Adrien. Enfin, pour flatter la nation anglaise, Charles choisit le comte de Surrey pour son premier amiral.

Impatient de donner des preuves de son zèle, Surrey se mit aussitôt en mer et ravagea les côtes de la Normandie; il fit une descente en Bretagne, où il pilla et brûla Morlaix et quelques autres places moins importantes. Il revint ensuite à Calais prendre le commandement de la principale armée, qui consistait en seize mille hommes; et s'étant joint aux troupes flamandes, que commandait le comte de Buren, il entra en Picardie. François était loin d'a-

voir des troupes aussi nombreuses à opposer à cette armée ; mais, grâce à la prudence de Vendôme son général, Surrey, sans avoir pris aucune ville importante, fut obligé de se retirer avec son armée, considérablement diminuée par la fatigue, par le défaut de vivres et par les pertes qu'elle avait essuyées dans plusieurs escarmouches malheureuses.

Tandis que les princes chrétiens consumaient leurs forces les uns contre les autres, Soliman le Magnifique était entré en Hongrie et s'était emparé de Belgrade. Encouragé par ce succès, il tourna ses armes victorieuses contre l'île de Rhodes, où étaient alors établis les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem. Deux cent mille hommes et une flotte de quatre cents voiles vinrent se présenter devant une ville où il n'y avait que cinq mille soldats et six cents chevaliers commandés par Villiers de l'Isle-Adam. Les rois chrétiens étaient tellement animés les uns contre les autres, que les prières du grand maître, les avis du pape et leur propre intérêt ne purent les déterminer à secourir l'île de Rhodes, qui était alors regardée comme le boulevard de la chrétienté. Après des prodiges de valeur et de patience soutenus pendant six mois de siége, le grand maître fut obligé d'accepter une capitulation honorable et de rendre la ville, qui n'était plus qu'un amas de ruines. Charles et François, honteux d'avoir causé une si grande perte à la chrétienté par les querelles de leur ambition, s'efforçaient d'en rejeter le blâme l'un sur l'autre; mais l'Europe le leur fit partager à tous les

deux. L'Empereur, par forme de réparation, fit don aux chevaliers de Saint-Jean de la petite île de Malte, où ils fixèrent depuis leur résidence.

LIVRE III

Guerre civile en Castille. — La *sainte ligue*. — Les insurgés gouvernent au nom de la reine Jeanne. — Mesures que prend l'Empereur contre les mécontents. — Prise de Tordesillas par les royalistes. — Succès de Padilla. — Sa défaite et sa mort. — Ruine de la ligue. — Dona Maria Pacheco à Tolède. — Soulèvement dans le royaume de Valence, dans l'Aragon, dans l'île de Majorque. — Magnanimité de l'Empereur. — Nouvelle ligue contre François Ier. — Ses préparatifs de défense. — Conspiration du connétable de Bourbon. — Invasion du Milanais par les Français. — Mort d'Adrien VI. — Élection de Clément VII. — Les Français repoussés du Milanais. — Mort de Bayard. — Résolution de la diète de Nuremberg.

Charles, après avoir eu la satisfaction de voir commencer les hostilités entre la France et l'Angleterre, prit congé de Henri, et arriva en Espagne le 17 juin 1522. Le bon ordre commençait à se rétablir dans ce royaume, après les désastres d'une guerre civile qui l'avait désolé pendant l'absence de l'Empereur.

Le peuple n'avait pas été plutôt informé que les cortès, assemblées dans la Galice, avaient accordé à l'Empereur un don gratuit sans avoir obtenu satisfaction sur aucun de leurs griefs, que l'indignation fut générale. Les bourgeois de Tolède, qui se regardaient comme les gardiens des libertés des communes de Castille, coururent aux armes, et s'em-

parèrent des portes et du château de la ville. Ils établirent une forme de gouvernement populaire, composé de députés de chaque paroisse de la ville, et levèrent des troupes pour se défendre. Le principal chef du peuple, dans ce soulèvement, était don Juan de Padilla, fils aîné du commandeur de Castille, jeune gentilhomme qui joignait à une âme fière et à un courage indomptable tous les talents et toute l'ambition qui, dans un temps de troubles et de guerres civiles, peuvent élever un homme à un degré éminent de pouvoir et d'autorité.

A Ségovie, à Burgos, à Zamora et dans d'autres places, la fureur populaire immola les représentants qui avaient donné leurs voix pour l'octroi du don gratuit; on pendit en effigie ceux qui s'étaient enfuis, et on rasa leurs maisons.

Adrien, qui était alors régent d'Espagne, envoya Ronquillo investir Ségovie; mais une armée de révoltés, commandée par Padilla, le força à la retraite, et lui enleva sa caisse militaire.

Après ce mauvais succès, Adrien donna ordre à Antoine de Fonseca, commandant en chef des troupes d'Espagne, d'assiéger la ville dans les formes; mais les habitants de Medina-del-Campo ne voulurent pas souffrir qu'il prît un train d'artillerie qui était déposé dans leur ville. Ils repoussèrent même les troupes qui voulaient s'en emparer de force. Désespérant de l'emporter sur eux, Fonseca fit mettre le feu à quelques maisons, dans la vue de forcer les habitants à abandonner les remparts

pour aller sauver leurs familles et leurs effets. Son espérance fut encore trompée : les assiégés, plus animés encore par la fureur, le repoussèrent, tandis que les flammes, gagnant de rue en rue, réduisirent presque toute la ville en cendres. C'était une des villes les plus considérables de l'Espagne et le principal entrepôt des manufactures de Ségovie. Ce désastre porta à l'excès la fureur des Castillans. Les habitants mêmes de Valladolid, où le régent avait fixé sa résidence, se révoltèrent, élurent de nouveaux magistrats, et brûlèrent la maison de Fonseca. Le cardinal, se sentant incapable de réprimer ces excès, désavoua Fonseca, le rappela et licencia ses troupes.

Les chefs des mécontents réunirent les différentes villes dans une espèce d'association qui prit le nom de *sainte ligue*. Padilla s'empara de la personne de la reine Jeanne, qui résidait à Tordesillas, et l'assemblée de la ligue se rendit auprès d'elle. La reine sembla sortir d'une longue léthargie ; elle reçut fort bien les députés et assista au tournoi donné à cette occasion. Elle avait promis de se mettre à la tête des affaires ; mais bientôt elle retomba dans son premier état de sombre mélancolie, et il fut impossible d'obtenir d'elle une seule signature. La ligue cependant continuait d'agir en son nom, et le peuple, qui adorait la mémoire de la reine Isabelle, applaudissait avec ivresse à la guérison miraculeuse de sa fille. Padilla se rendit à Valladolid, dont les habitants le reçurent comme un libérateur ; il s'empara des ar-

chives publiques, des sceaux du royaume, et permit à Adrien de rester en cette ville en qualité de simple particulier.

Charles-Quint recevait en Flandre de fréquentes nouvelles des événements qui agitaient l'Espagne, et il sentit de quelle importance il aurait été pour lui de revenir promptement dans cette riche partie de ses États qui menaçait de lui échapper; mais les intérêts de sa couronne impériale et ses querelles avec François Ier l'empêchaient de se rendre en Castille. Il prit donc le parti d'écrire aux principales villes, en les exhortant, dans les termes les plus modérés et avec les promesses les plus flatteuses, à mettre bas les armes; en même temps il s'adressait aux nobles pour les engager à défendre avec vigueur leurs droits et ceux de la couronne. Il nomma régents du royaume, avec Adrien, le grand amiral, don Fadsique Henriquez, et le grand connétable de Castille, don Inigo de Velasco, deux gentilshommes de grand mérite, auxquels il envoya ses pleins pouvoirs.

La ligue, dont les prétentions s'étaient accrues en même temps que sa puissance s'affermissait, énuméra ses griefs dans une longue remontrance qui embrassait toutes les parties du gouvernement et de l'administration. Les confédérés envoyèrent deux députés en Allemagne pour présenter leurs réclamations au roi; mais ayant soupçonné que la vie de ces ambassadeurs serait compromise à la cour, ils les rappelèrent, et résolurent de réunir toutes

leurs forces pour opposer une vigoureuse résistance à l'union de la noblesse et du roi, conjurés contre leurs libertés.

Ils se mirent en campagne avec vingt mille hommes, et d'abord il s'éleva entre eux de vives discussions sur le commandement de l'armée. Padilla y était appelé par le vœu du peuple et des soldats; mais il fut déféré à don Pedro Giron, fils aîné du comte d'Uruena, qui s'était jeté dans le parti de la ligue par suite d'un mécontentement personnel contre l'Empereur. Les régents avaient réuni à Rio-Seco leur armée, aussi nombreuse que celle de la ligue, mais de beaucoup supérieure en valeur et en discipline. Tandis que Giron dirigeait ses forces vers Villa-Panda, principal magasin des provisions de l'ennemi, le comte de Haro, chef des royalistes, se porte en toute diligence sur Tordesillas, y pénètre de vive force, s'assure de la personne de la reine, fait prisonniers plusieurs membres de la ligue, et reprend le grand sceau et les autres marques de l'autorité royale.

Ce coup fut fatal à la ligue, et lui fit perdre l'autorité dont elle jouissait en paraissant n'agir que sous les ordres de la reine. Les nobles qui étaient encore irrésolus se joignirent aussitôt aux régents, et Giron, accusé de trahison par les confédérés, fut obligé de se démettre de son commandement.

Ceux des membres de la ligue qui avaient échappé se réfugièrent à Valladolid, et l'armée, mise sous les ordres de Padilla, se rapprocha aussi de cette

ville. La difficulté était de se procurer de l'argent; dona Maria Pacheco, épouse de Padilla, proposa de s'emparer des riches et magnifiques ornements de la cathédrale de Tolède. Pour ôter à cette action l'apparence d'impiété, dona Maria et les personnes de sa maison se rendirent à l'église en procession solennelle, vêtues d'habits de deuil et se frappant la poitrine; là, se prosternant à genoux, elles implorèrent le pardon des saints dont elles allaient dépouiller les autels.

Les régents n'étaient pas moins embarrassés pour trouver moyen d'entretenir leurs troupes; ils furent obligés de prendre les joyaux de la reine et l'argenterie des nobles; enfin ils obtinrent encore du roi de Portugal une somme modique à titre d'emprunt.

Les nobles montraient de la répugnance à en venir aux mains avec la ligue; ils partageaient avec les communes la haine contre les Flamands, et craignaient que la puissance royale, favorisée par ces divisions intestines, n'empiétât autant sur l'indépendance des nobles que sur les priviléges des communes. Ces dispositions de la noblesse donnèrent lieu aux fréquentes négociations et aux ouvertures de paix qui se traitèrent constamment pendant le cours des opérations militaires. Mais quelques succès que Padilla avait eus dans de légères rencontres donnèrent une confiance outrée à la ligue, et les communes se laissèrent tellement aveugler par leur ressentiment contre la noblesse, que tout accommodement devint impossible.

Padilla, pour ne pas laisser son armée dans l'inaction, avait mis le siége devant Torrelobaton, ville plus importante et plus forte qu'aucune de celles qui avaient été emportées jusqu'alors. Malgré la vigoureuse défense de la garnison, il la prit d'assaut, et la livra au pillage. S'il eût marché sur-le-champ avec son armée victorieuse sur Tordesillas, où était le quartier principal des royalistes, il ne pouvait manquer d'avoir un grand avantage; mais l'irrésolution et l'imprudence de la ligue empêchèrent encore cette démarche décisive. Également incapable de continuer la guerre et de conclure la paix, elle écouta de nouvelles propositions d'arrangement, et consentit même à une courte suspension d'armes. Pendant ce temps les régents réunirent leurs forces; l'armée de Padilla, au contraire, se débanda, et quand Haro vint l'attaquer, il fut obligé de se retirer. Mais la cavalerie royaliste l'atteignit près de Villalar; les soldats de la ligue, peu aguerris encore, surpris dans une position désavantageuse, au milieu d'une retraite qui ressemblait à une déroute, prirent la fuite sans résister un instant et dans le plus grand désordre. En vain Padilla, avec un courage et une activité extraordinaires, s'efforçait de les rallier; voyant ses ordres méprisés, il ne voulut pas survivre aux malheurs de cette journée, et se précipita au milieu des ennemis; mais étant à la fois blessé et démonté, il fut fait prisonnier avec ses principaux officiers.

Dès le lendemain, Padilla fut condamné à perdre

la tête sans aucune forme de procès. Il vit les approches de la mort avec la plus grande tranquillité et le plus grand courage. On lui permit d'écrire à sa femme et à la communauté de Tolède, lieu de sa naissance. La première lettre est pleine d'une tendresse mâle et vertueuse ; la seconde respire la joie et les transports que sent un homme qui se regarde comme martyr pour la liberté de son pays. Après avoir écrit ces deux lettres, il se soumit à sa destinée avec la résignation d'un chrétien.

La victoire de Villalar fut aussi décisive que complète. Valladolid, la plus zélée de toutes les villes liguées, ouvrit aussitôt ses portes aux vainqueurs, et la douceur avec laquelle les régents la traitèrent engagea Medina-del-Campo, Ségovie et plusieurs autres villes à suivre son exemple. Bien que l'armée des régents fût obligée, quelques jours après, de marcher vers la Navarre pour arrêter les progrès des Français, rien ne put ranimer le courage des communes de Castille.

Il faut en excepter la seule ville de Tolède, qu'animait dona Maria Pacheco, veuve de Padilla ; cette femme, au lieu de verser des larmes stériles sur la mort de son époux, se préparait à la venger et à soutenir la cause dont il avait péri victime. Les égards qu'on avait pour son sexe, ou plutôt l'admiration qu'inspirait son courage, et la vénération que l'on conservait pour la mémoire de Padilla, firent passer à la veuve tout l'ascendant que son mari avait eu sur le peuple. La prudence et la vi-

gueur de sa conduite justifièrent la confiance qu'on lui avait accordée. Elle écrivit au général français en Navarre pour l'appeler dans la Castille; elle envoyait de tous côtés des émissaires, elle levait des soldats, et ne négligeait rien de tout ce qui pouvait échauffer et exciter le peuple. Elle ordonna que ses troupes porteraient des crucifix au lieu de drapeaux, comme si elles eussent eu à combattre les infidèles et les ennemis de la religion. Elle marchait dans les rues de Tolède, montrant son fils, encore enfant, vêtu d'habits de deuil, monté sur une mule, précédé d'une enseigne où était représenté le supplice de son père.

Après que les Français eurent été chassés de la Navarre, une partie de l'armée revint en Castille et investit Tolède; le courage indomptable de l'intrépide Maria n'en fut pas altéré. Elle défendit la ville avec la plus grande vigueur; ses troupes battirent les royalistes dans plusieurs sorties. Mais Guillaume de Croy, archevêque de Tolède, étant mort, et le roi ayant nommé un Castillan pour son successeur, le clergé, qui n'avait pas d'autre sujet de plainte que la possession de cet archevêché par un étranger, se détacha de dona Maria, qui se vit bientôt aussi abandonnée du peuple, que fatiguait la longueur du siége. Chassée de la ville, elle se réfugia dans la citadelle, qu'elle défendit quatre mois entiers avec un rare courage; réduite enfin à la dernière extrémité, elle eut encore l'adresse de s'échapper à la faveur d'un déguisement, et se réfugia en Portugal,

où elle avait plusieurs parents. Aussitôt après sa fuite, la citadelle se rendit, et la tranquillité fut rétablie dans la Castille.

Tandis que la guerre civile désolait la Castille, des factions plus violentes encore déchiraient le royaume de Valence. La ligue qui s'était formée dans la ville de Valence en 1520, et qui avait pris le nom de confrérie (*hermanadad*), continua de subsister après que l'Empereur eut quitté l'Espagne. Ce parti, sous prétexte de défendre les côtes contre les descentes des corsaires de Barbarie, refusa de mettre bas les armes, et les tourna contre la noblesse, à laquelle il reprochait des exactions sans nombre et une insupportable insolence. Les confédérés chassèrent les nobles de la plupart des villes, pillèrent leurs maisons, ravagèrent leurs terres et attaquèrent leurs châteaux. Les hostilités commencèrent entre les nobles et les artisans, et furent poussées des deux côtés avec la plus grande animosité. Après la victoire de Villalar, les régents envoyèrent à la noblesse de Valence un secours de cavalerie, grâce auquel l'armée des insurgés fut promptement dissipée. Les chefs de la *hermanadad* furent mis à mort, et condamnés à tous les tourments que le ressentiment des injures récentes put faire imaginer à des ennemis irrités.

On vit aussi paraître en Aragon quelques symptômes de l'esprit de sédition et de mécontentement qui régnait en Espagne ; mais le vice-roi sut étouffer à temps ces germes de discordes. Il n'en fut pas de

même dans l'île de Majorque. Le peuple, las de supporter l'oppression où le tenait la juridiction vigoureuse de la noblesse, prit les armes, déposa le vice-roi, et massacra tous les nobles qui eurent le malheur de tomber entre ses mains. Ce fut seulement quand le calme fut rétabli dans toute l'Espagne qu'on put venir à bout de réduire ces insulaires, qui persistèrent dans cette révolte avec une opiniâtreté égale à la fureur qui les y avait portés.

L'arrivée de l'Empereur en Espagne jeta les plus vives alarmes dans le cœur de ceux de ses sujets qui avaient pris les armes contre lui; mais il calma bientôt ces cruelles inquiétudes par un acte de clémence, qui fut autant l'effet de sa prudence que de sa générosité. Dans une révolte si générale qui avait fait tant de coupables, à peine y en eut-il vingt en Castille qu'il fit punir du dernier supplice. Cette apparence de magnanimité, le soin qu'il prit d'éviter tout ce qui avait blessé les Castillans pendant son premier séjour, son aptitude à adopter leurs mœurs, à parler leur langage, tout cela lui donna bientôt sur eux un ascendant que n'avaient jamais eu leurs souverains espagnols, et les engagea à le seconder dans toutes ses entreprises avec un zèle et une valeur qui contribuèrent particulièrement à ses succès et à sa grandeur.

Dans le temps que Charles abordait en Espagne, Adrien quittait ce royaume pour aller en Italie prendre possession de sa nouvelle dignité. Depuis longtemps le peuple romain attendait impatiemment

son arrivée; mais lorsqu'il vit ce nouveau souverain, il ne put cacher sa surprise et son mécontentement. Les Romains, accoutumés au faste royal de Jules II et à la cour brillante de Léon X, ne surent pas apprécier un vieillard humble et simple dans son maintien, de mœurs austères, ennemi du faste, sans goût pour les arts, et qui n'avait aucune de ces qualités extérieures et imposantes que le vulgaire s'attend toujours à trouver dans les hommes élevés au premier rang.

(1523) Adrien, quoique dévoué à l'Empereur, faisait cependant tous ses efforts pour revêtir le caractère d'impartialité qui convenait au père commun de la chrétienté; il n'épargnait aucune démarche pour réconcilier les princes divisés et pour les engager à se liguer contre Soliman; mais cette entreprise était au-dessus de ses forces. Ses instances et une bulle qu'il publia à cet effet eurent assez d'influence pour déterminer les cours d'Espagne, de France et d'Angleterre à envoyer à leurs ambassadeurs des pouvoirs pour traiter cet objet; mais, tandis que ces ministres perdaient leur temps en négociations stériles, les souverains faisaient leurs préparatifs de guerre.

Les Vénitiens, qui étaient toujours restés fidèles à l'alliance qu'ils avaient faite avec François, voyant ses affaires désespérées en Italie, se liguèrent contre lui avec l'Empereur. Adrien lui-même, à l'instigation du roi de Naples, entra dans la ligue. On devait croire qu'une coalition si redoutable allait obliger

François à se tenir uniquement sur la défensive; mais tel était le caractère de ce prince, que l'approche du danger ne faisait que ranimer son intrépidité. Avant que ses ennemis fussent en état d'exécuter aucun de leurs projets, François avait déjà rassemblé une nombreuse armée, qu'il résolut de conduire lui-même dans le Milanais. Déjà l'avant-garde était aux portes de Lyon, lorsque la découverte d'une conspiration domestique, qui mit le royaume à deux doigts de sa ruine, l'obligea de s'arrêter et de changer ses plans.

L'auteur de ce complot redoutable était Charles, duc de Bourbon, connétable de France. Sa haute naissance, son immense fortune et l'autorité que lui donnait sa charge en faisaient le plus puissant sujet du royaume, comme il en était le plus illustre par ses grands talents, également propres au conseil et à la guerre, et par les services importants qu'il avait rendus à la couronne. Ses goûts et ses qualités le rapprochèrent d'abord du roi; mais la haine que Louise, mère de François, avait conçue contre la maison de Bourbon, la jalousie que le roi sentit de ses exploits, l'affront qu'on lui avait fait lors de la campagne de 1521, en donnant le commandement de l'avant-garde au duc d'Alençon, l'éloignèrent de la cour et le portèrent à se mettre en rapport avec les ministres de l'Empereur. Un procès inique qu'on lui intenta, et qui fit ordonner le séquestre de ses biens, mit le comble à son désespoir et le jeta dans les bras des ennemis de son

pays. Il proposa à Charles-Quint de le reconnaître pour son souverain et de l'aider à conquérir la France. Charles et le roi d'Angleterre, qui fut mis dans le secret, n'épargnèrent ni caresses ni promesses pour le confirmer dans sa résolution. L'Empereur lui offrit en mariage sa sœur Éléonore, veuve du roi de Portugal, avec une dot considérable; on devait lui donner les comtés de Provence et du Dauphiné avec le titre de roi; l'Empereur s'engageait à entrer dans la France par les Pyrénées, et Henri à envahir la Picardie avec les Flamands; 12,000 Allemands levés à leurs frais communs devaient pénétrer dans la Bourgogne et agir de concert avec Bourbon, qui se chargea de lever 6,000 hommes dans le cœur du royaume, parmi ses amis et vassaux. L'exécution de ce complot fut différée jusqu'au moment où le roi de France traverserait les Alpes avec la seule armée qui eût pu défendre ses États.

Cependant deux des domestiques du connétable donnèrent au roi quelques avis sur la correspondance mystérieuse que leur maître entretenait depuis longtemps avec un des familiers de Charles-Quint. Le roi se rendit aussitôt à Moulins, où le connétable avait simulé une maladie pour éviter de passer en Italie, et lui déclara sans détour les avis qu'il venait de recevoir. Bourbon ayant protesté de son innocence avec serment et avec toute l'apparence de la candeur, le roi, trop franc lui-même pour n'être pas facile à tromper, ne voulut pas le faire arrêter, comme on le lui conseillait, et continua sa marche vers Lyon.

Le connétable feignit de le suivre ; mais il traversa le Rhône, et parvint à se réfugier en Italie.

François prit des précautions infinies pour prévenir les effets de cette désertion : il mit des garnisons dans toutes les places fortes situées sur les terres du connétable, et fit arrêter les gentilshommes suspects. Craignant que quelque mouvement n'éclatât dans le royaume pendant son absence, il renonça à l'idée de conduire lui-même son armée en Italie, et en confia le commandement à l'amiral Bonnivet. Colonne, qui était chargé de la défense du Milanais, n'avait ni troupes ni argent ; il ne put donc s'opposer au passage du Tésin, que Bonnivet effectua sans rencontrer de résistance. Le général français eût pu emporter Milan sans plus de difficulté ; mais il s'arrêta en chemin, et donna à Colonne le temps de relever les fortifications de cette ville, qui tint jusqu'à ce que la saison vînt forcer Bonnivet à se retirer dans ses quartiers d'hiver.

Dans cet intervalle, le pape Adrien mourut. Aussitôt le cardinal de Médicis renouvela ses anciennes prétentions à la papauté, et entra dans le conclave avec les plus grandes espérances de succès. Cinquante jours se passèrent cependant avant qu'il pût réunir la majorité nécessaire ; enfin il fut élu, et prit le gouvernement de l'Église sous le nom de Clément VII. Wolsey avait fait aussi revivre ses prétentions à la tiare, et ce second désappointement lui inspira un ardent désir de vengeance contre l'Empereur, qui, malgré ses anciennes promesses, avait secondé l'é-

lection du cardinal de Médicis. Il n'affecta pas moins de sembler fort satisfait de l'élévation de Clément.

Pendant cette campagne, Henri avait fait tous ses efforts pour remplir les engagements qu'il avait pris à l'égard de l'Empereur; mais les difficultés que le parlement avait faites pour lui accorder les subsides nécessaires avaient beaucoup retardé le commencement des hostilités, et la saison était déjà fort avancée quand son armée entra en campagne sous les ordres du duc de Suffolk. Ce général arriva assez près de Paris; il fit trembler cette capitale; mais La Trémouille eut la gloire, à la tête d'une poignée d'hommes, d'arrêter la marche d'une armée formidable et de la chasser honteusement du territoire de France. Les tentatives de l'Empereur sur la Bourgogne et sur la Guienne ne furent pas plus heureuses.

(1524) La campagne suivante s'ouvrit par des événements funestes pour la France. Elle perdit Fontarabie, et les alliés redoublèrent d'efforts pour chasser Bonnivet du Milanais. Le pape Clément, qui commençait à craindre le pouvoir de l'Empereur, travailla avec zèle à réconcilier les deux partis, mais ce fut en vain. L'Empereur avait réuni à Milan une armée considérable, dont Lannoy, vice-roi de Naples, prit le commandement après la mort de Colonne; mais la principale conduite des opérations fut confiée à Bourbon et au marquis de Pescaire. Bonnivet, qui n'avait ni les forces suffisantes, ni le talent nécessaire pour résister à un ennemi si puissant, fut contraint de tenter sa retraite par la vallée

d'Aost. Comme il passait la rivière de la Sesia, l'ennemi chargea vigoureusement ses derrières ; le général français, dangereusement blessé dès le commencement de l'action, confia le commandement de l'arrière-garde au chevalier Bayard. Ce brave officier se mit à la tête des gendarmes, et fit si bien par sa valeur, qu'il couvrit la retraite du reste de l'armée, Il reçut dans cette action une blessure qu'il sentit bientôt être mortelle ; n'ayant plus la force de se soutenir sur son cheval, il donna ordre à un de ses gens de l'appuyer contre un arbre, le visage tourné en face de l'ennemi : là, fixant son regard sur la garde de son épée, qu'il tint élevée au lieu de crucifix, il adressa une prière à Dieu, et dans cette attitude si digne de son caractère, et comme guerrier et comme chrétien, il attendit tranquillement la mort. Bourbon, qui conduisait la tête des troupes ennemies, le trouvant dans cette situation, lui témoigna des regrets et de la pitié : « Ne me plaignez point, lui cria ce brave chevalier, je meurs comme un homme d'honneur en faisant mon devoir ; il faut plaindre ceux qui combattent contre leur roi, leur patrie et leur serment. » Pescaire fit embaumer le corps de Bayard et le renvoya à ses parents ; le duc de Savoie lui fit rendre les honneurs dus à un roi, dans les villes de ses États qu'il traversa.

Bonnivet ramena les débris de son armée en France ; et, dans une courte campagne, François se vit dépouillé de tout ce qu'il possédait en Italie, où il n'avait pas un seul allié.

Cependant l'Allemagne jouissait d'une paix profonde très-favorable à la réforme, qui continuait de faire tous les jours de nouveaux progrès. Pendant la retraite de Luther dans le château de Wartbourg, Carlostad, un de ses disciples, avait répandu dans le peuple des opinions tellement extravagantes, que la populace se souleva dans plusieurs villages, courut avec fureur dans les églises, abattit et brisa les images dont elles étaient décorées. Luther, craignant que ces désordres ne détachassent l'électeur de sa cause, quitta sur-le-champ sa retraite, et étouffa par sa présence cet excès de fanatisme.

Il publia cette même année une partie du Nouveau Testament qu'il venait de traduire, et sa version, quoique remplie d'altérations, fut accueillie avec une grande faveur par ses sectateurs. Vers ce même temps, Nuremberg, Francfort, Hambourg et plusieurs autres villes d'Allemagne embrassèrent ouvertement la réforme ; l'électeur de Brandebourg, les ducs de Brunswick et de Lunebourg, et le prince d'Anhalt se déclarèrent les protecteurs de la doctrine de Luther et la firent prêcher dans leurs États. La cupidité et des motifs plus honteux encore déterminèrent ces princes à embrasser la réforme.

La cour de Rome fut vivement alarmée de cette défection qui croissait chaque jour, et le premier soin d'Adrien, à son arrivée en Italie, avait été de délibérer avec les cardinaux sur les moyens d'y remédier. Le bref qu'il adressa à la diète de l'Empire, assemblée à Nuremberg, condamnait avec fermeté

les opinions de Luther, et réprimandait sévèrement les princes d'Allemagne de ce qu'ils avaient souffert que ce novateur semât ses dogmes pernicieux, en négligeant de faire exécuter l'édit porté à la diète de Worms; leur enjoignant, si Luther n'abjurait pas sur-le-champ ses erreurs, de le traiter comme un membre gangrené et incurable. La diète, au lieu d'ordonner de rigoureuses poursuites contre Luther, demanda la réunion d'un concile général, et les princes séculiers adressèrent au souverain pontife un long mémoire sous le titre de *centum gravamina*, parce qu'il contenait cent griefs. Il est facile de voir que ce mémoire était l'ouvrage des luthériens, car plusieurs de leurs demandes tendaient à énerver la discipline de l'Église, et à altérer les plus saintes pratiques du christianisme.

Clément VII fit choix du cardinal Campége, diplomate habile, et recommandable par sa vertu et par sa science; il l'envoya en qualité de nonce à la diète de l'Empire, assemblée encore une fois à Nuremberg. Le nouveau nonce pressa vivement la diète d'exécuter avec vigueur l'édit de Worms, comme le seul moyen d'extirper l'hérésie de Luther. L'ambassadeur de l'Empereur seconda vivement le cardinal dans la demande de mesures rigoureuses contre Luther; cependant la résolution de la diète fut conçue à peu près dans les mêmes termes que celle de la précédente assemblée, et l'on n'y ajouta aucune déclaration plus sévère contre Luther et son parti.

LIVRE IV

Charles attaque la France. — Sages mesures de François. — Siége de Pavie. — François Ier fait prisonnier. — Projets ambitieux de Charles. — Conduite de la régente. — François est conduit en Espagne. — Henri VIII s'allie à la France. — Traitement rigoureux que François éprouve en Espagne. — Négociations pour sa mise en liberté. — Traité de Madrid. — François Ier rentre en France. — Mariage de l'Empereur avec Isabelle de Portugal. — Ligue formée contre l'Empereur. — Accommodement entre le pape et l'Empereur. — Bourbon envahit le territoire de l'Église. — Il assiége Rome. — Sa mort. — Prise et pillage de Rome. — Le pape prisonnier.

Les Italiens ne doutaient pas que la défaite des Français, chassés à la fois du Milanais et des États de la république de Gênes, ne terminât la guerre entre l'Empereur et le roi de France ; et comme ils ne voyaient plus de puissance capable de résister à l'Empereur en Italie, ils commencèrent à craindre l'accroissement de ses forces, et à former des vœux ardents pour le rétablissement de la paix. Mais l'Empereur, enivré de ses succès, excité par Bourbon, qui ne cherchait que l'occasion de se venger, et violemment entraîné par sa propre ambition, méprisa les avis des puissances d'Italie, auxquelles ses ministres s'étaient réunis, et déclara que sa résolution était prise, qu'il allait faire passer les Alpes à son armée et attaquer la Provence. Le roi d'Angleterre fournit aux premiers frais de l'entreprise, promettant de continuer ces secours pécuniaires

ou d'entrer lui-même en Picardie à la tête d'une armée considérable.

(1524) L'Empereur donna le commandement de son armée, composée seulement de dix-huit mille hommes, au marquis de Pescaire, en lui ordonnant d'avoir la plus grande déférence pour les avis de Bourbon. Pescaire passa les Alpes sans rencontrer de résistance; il entra dans la Provence, et alla mettre le siége devant Marseille. Le roi de France s'empressa de faire ravager le pays adjacent, afin d'ôter aux ennemis les moyens d'y subsister; il rasa les faubourgs de la ville, ajouta de nouvelles fortifications aux anciennes, et jeta dans la place une forte garnison commandée par des officiers expérimentés. Neuf mille habitants se joignirent aux troupes et s'armèrent pour défendre la place. Leur bravoure et leur habileté triomphèrent de toute la science militaire de Pescaire et de l'activité du ressentiment de Bourbon. Pendant ce temps, François réunissait une armée nombreuse sous les murs d'Avignon, et lorsqu'il s'avança vers Marseille, les Impériaux, déjà épuisés par les fatigues d'un siége de quarante jours, affaiblis par les maladies et près de manquer de provisions, se retirèrent avec précipitation vers l'Italie.

Si le roi de France se fût contenté d'avoir préservé ses sujets des suites de cette invasion formidable, il eût encore fini la campagne avec honneur; mais ce prince, qui avait plutôt le courage d'un soldat que celui d'un général, se laissait trop aisé-

ment éblouir par le succès. Il se trouvait à la tête d'une des plus belles armées que la France eût jamais mises sur pied ; il ne put se résoudre à la licencier sans avoir tiré quelque avantage de ses forces. Il résolut donc, malgré l'époque avancée de la saison, malgré l'opposition de ses plus sages conseillers, d'envahir le Milanais. Bonnivet, qui partageait l'impétuosité de son maître, contribua beaucoup à cette funeste détermination : François se mit aussitôt en marche, après avoir nommé Louise de Savoie, sa mère, régente du royaume.

Les Français passèrent les Alpes au mont Cenis, et comme le succès dépendait de leur diligence, ils marchèrent à grandes journées. Pescaire mit aussi une grande célérité dans ses mouvements, et il arriva à Milan avant l'armée de François ; mais il trouva cette place plongée dans une telle consternation, qu'il renonça à la défendre ; et après avoir jeté une garnison dans la citadelle, il sortit par une porte, tandis que les Français entraient par l'autre.

Les Impériaux se trouvaient dans une très-fâcheuse position ; Charles possédait les États les plus étendus qu'un prince de l'Europe eût jamais réunis sous sa domination, mais son autorité sur ses sujets étaient fort limitée ; il ne pouvait imposer aucune taxe sans leur consentement, et toutes ses entreprises se trouvaient entravées par le manque d'argent. Son armée était tout à la fois sans paie, sans munitions, sans vivres et sans habits ; cependant Lannoy, vice-roi de Naples, engagea les re-

venus de son royaume pour se procurer quelques ressources; Pescaire employa toute l'influence qu'il exerçait sur les troupes espagnoles pour les déterminer à ne pas demander de solde; enfin Bourbon, entraîné par la haine implacable qui l'animait, mit ses bijoux en gage pour une somme considérable, et partit pour l'Allemagne afin d'accélérer la levée de troupes pour le service de l'Empereur.

François commit une faute irréparable en donnant aux généraux de l'Empereur le temps de faire toutes ces dispositions; il s'était en effet arrêté sous les murs de Pavie, qu'il assiégeait et qui était défendue par une forte garnison sous les ordres d'Antoine de Lève. Le roi pressait le siége avec une vigueur égale à la témérité qui le lui avait fait entreprendre; pendant trois mois, tout ce que la science de cette époque et tout ce que la valeur des soldats purent fournir de moyens fut mis en usage pour réduire la place. De leur côté, les assiégés déployèrent une vigilance et un courage admirables; derrière les brèches que faisait l'artillerie française, Lève élevait de nouveaux ouvrages dont la force paraissait égale à celle des premières fortifications; il retardait les progrès de l'ennemi par de fréquentes sorties, et le repoussait dans tous les assauts. La mauvaise saison rendait la position des assiégeants fort pénible, et François vit une inondation détruire en un jour d'immenses ouvrages que son armée avait faits avec beaucoup de peines et de dépenses pour détourner le cours du Tésin.

Malgré la lenteur des progrès du siége, on ne doutait pas que la ville ne fût à la fin obligée de se rendre. Le pape, qui regardait déjà l'armée française comme maîtresse de l'Italie, fit tous ses efforts pour négocier une paix qui assurât à François la possession du Milanais. Sur le refus de Charles, Clément conclut avec le roi de France un traité de neutralité où la république de Florence fut comprise. Ce traité, qui assurait de grands avantages à François, lui inspira la pensée d'attaquer le royaume de Naples, qui se trouvait sans défense. Dans cette vue, il envoya six mille hommes sous le commandement de Jean Stuart, duc d'Albani. Les généraux de l'Empereur, comprenant que le sort de la campagne dépendait des événements du Milanais, ne firent nulle attention à cette diversion, et concentrèrent toutes leurs forces contre le roi, qui venait de s'affaiblir mal à propos en détachant de son armée un corps si considérable.

Cependant la garnison de Pavie était réduite aux dernières extrémités, et les Allemands, qui en composaient la plus grande partie, menaçaient de livrer la ville aux Français. Les Impériaux sentaient la nécessité de marcher au secours de la place, et ils se trouvaient enfin en mesure de le faire, car Bourbon venait de rejoindre Pescaire avec douze mille Allemands. L'argent manquait encore, mais les généraux surent montrer à leurs troupes les dépouilles des Français comme un butin aussi magnifique que facile à conquérir, et les soldats demandè-

rent la bataille avec toute l'impatience d'aventuriers qui ne combattent que pour le butin. Pour ne pas laisser refroidir cette ardeur, Pescaire marcha droit vers le camp français. A son approche le roi convoqua un conseil de guerre; ses officiers les plus expérimentés étaient d'avis qu'il évitât une bataille contre un ennemi au désespoir, qui, dans quelques semaines, serait obligé de licencier ses troupes, faute d'argent pour les payer; ce fut l'opinion de Bonnivet lui-même, qui décida le roi à attendre l'ennemi et à risquer le combat.

(1525) Les généraux ennemis trouvèrent les Français si bien fortifiés dans leur camp, qu'ils balancèrent longtemps; mais l'extrémité où était réduite la ville et les murmures de leurs soldats les obligèrent à courir le hasard d'une bataille. Jamais des armées n'engagèrent une action avec plus de fureur; jamais on ne sentit plus vivement, des deux côtés, les conséquences de la victoire ou de la défaite; jamais les combattants ne furent plus animés par l'émulation, par l'antipathie nationale, par le ressentiment mutuel, et par toutes les passions qui peuvent porter le courage à son plus haut degré. Les Impériaux ne purent cependant résister au premier effort de la valeur française, et leurs plus fermes bataillons commencèrent à plier. Mais la fortune changea bientôt de face. Les Suisses qui servaient dans l'armée de France, oubliant la réputation que leur nation s'était acquise par sa fidélité et par sa bravoure, abandonnèrent lâchement leur poste. De Lève fit une sortie

avec sa garnison, et, dans le fort du combat, attaqua l'arrière-garde des Français avec tant de furie, qu'il la mit en désordre ; Pescaire tombant en même temps sur la cavalerie française avec sa cavalerie allemande, qu'il avait habilement entremêlée de fantassins espagnols, armés de pesants mousquets dont on se servait alors, rompit ce corps formidable par une nouvelle méthode d'attaque à laquelle les Français ne s'attendaient point. La déroute devint générale ; il n'y avait presque plus de résistance qu'à l'endroit où était le roi, et il ne combattait plus pour l'honneur ou pour la victoire, mais pour sa propre sûreté. Affaibli par plusieurs blessures qu'il avait déjà reçues, et jeté à bas de son cheval, qui avait été tué sous lui, il se défendait encore à pied avec un courage héroïque. Plusieurs de ses plus braves officiers s'étaient rassemblés autour de lui, et faisant des efforts incroyables pour sauver la vie de leur roi aux dépens de la leur, ils tombaient successivement à ses pieds. De ce nombre fut Bonnivet, le premier auteur de cette grande calamité, et le seul dont la mort ne fut point regrettée. Le roi, épuisé de fatigue, ne pouvant plus se défendre, se trouva presque seul exposé à la fureur de quelques soldats espagnols qu'irritait la résistance obstinée de ce guerrier, dont le rang leur était inconnu. Dans ce moment arriva Pompérant, gentilhomme français, qui était entré avec Bourbon au service de l'Empereur, et qui, se plaçant à côté du monarque contre lequel il s'était révolté, le protégea contre la vio-

lence des soldats, en le conjurant en même temps de se rendre au duc de Bourbon, qui était près de là. Malgré le danger pressant qui environnait François de toutes parts, il rejeta avec indignation l'idée d'une action qui aurait été un objet de triomphe pour un sujet rebelle; mais, ayant aperçu Lannoy, qui par hasard se trouva près de lui, il l'appela et lui rendit son épée. Lannoy, s'agenouillant pour baiser la main du roi, reçut son épée avec un profond respect, et tirant la sienne, il la lui présenta, en lui disant qu'il ne convenait pas à un si grand monarque de rester désarmé en présence d'un sujet de l'empereur.

Dix mille hommes perdirent la vie dans cette bataille, une des plus fatales que la France eût jamais essuyées. Il y périt la plus grande partie de la noblesse française, qui avait préféré la mort à une fuite honteuse. Il y eut aussi un grand nombre de prisonniers, et le plus illustre d'entre eux, après François, était Henri d'Albret, infortuné roi de Navarre. Un petit corps de l'arrière-garde s'échappa sous la conduite du duc d'Alençon. A la nouvelle de cette défaite, la faible garnison de Milan se retira par une autre route, avant même d'être poursuivie, et, quinze jours après la bataille, il ne restait pas un seul Français en Italie.

Lannoy traitait François avec toutes les marques d'honneur dues à son rang et à son caractère; mais il le gardait en même temps avec l'attention la plus exacte. Dès le lendemain de la bataille, il le conduisit

au château de Pizzighettone, près de Crémone, et le mit sous la garde de don Ferdinand Alarcon. François, qui jugeait l'âme de Charles par la sienne, désirait ardemment qu'il fût informé de sa situation, ne doutant pas que, par sa générosité ou par une noble compassion, l'Empereur ne lui rendît bientôt la liberté. Les généraux de l'Empereur n'étaient pas moins impatients d'envoyer à leur maître la nouvelle de leur victoire; et comme, dans cette saison, la voie la plus sûre et la plus prompte était celle de terre, François donna au commandeur Pennalosa, qui était chargé des dépêches de Lannoy, un passeport pour traverser la France.

Charles reçut la nouvelle inattendue du succès qui venait de couronner ses armes avec une modération qui lui eût fait plus d'honneur que la plus grande victoire, si elle eût été sincère. Sans proférer un seul mot qui décelât ni un sentiment d'orgueil, ni une joie immodérée, il alla sur-le-champ à sa chapelle, et après avoir employé une heure entière à rendre au Ciel ses actions de grâces, il revint à sa chambre d'audience, qu'il trouva remplie de grands d'Espagne et d'ambassadeurs étrangers assemblés pour le complimenter. Il reçut leurs félicitations d'un air modeste, et plaignit l'infortune du roi prisonnier. Il défendit toute réjouissance publique, en disant de les réserver pour la première victoire qu'il remporterait sur les infidèles; il parut enfin ne s'applaudir de l'avantage qu'il avait obtenu, que parce qu'il se trouverait par là en état de rendre la

paix à la chrétienté. Mais son cœur formait déjà des projets qui s'accordaient mal avec les dehors de cette modération affectée. L'ambition était sa passion dominante, et il ne feignit tant de générosité que pour cacher aux autres princes de l'Europe ses véritables intentions.

Cependant la France était plongée dans la plus grande consternation. Le roi avait envoyé lui-même la nouvelle de sa défaite dans une lettre que Pennalosa remit à Louise de Savoie, et qui contenait ces mots : « Madame, tout est perdu, fors l'honneur. » La France, privée de son roi, sans argent dans ses coffres, sans armée, sans officiers en état de commander, assiégée de tous côtés par un ennemi actif et victorieux, se crut à la veille de sa ruine entière ; mais pour cette fois les grandes qualités de la régente sauvèrent ce royaume, dont elle avait tant de fois exposé le salut par la violence de ses passions. Elle recueillit les débris de l'armée d'Italie, paya la rançon des prisonniers, et pourvut à la sûreté des frontières. Elle s'appliqua surtout à calmer le ressentiment et à gagner l'amitié du roi d'Angleterre ; et ce fut de ce côté que le premier rayon d'espérance vint ranimer le courage des Français.

Henri VIII, à la nouvelle du grand désastre qui venait de frapper la France, et qui semblait avoir anéanti sa puissance, commença à craindre la trop grande extension donnée au pouvoir de son allié. Il donna donc en secret sa parole de ne pas prêter son secours pour opprimer la France ; mais il exigea en

même temps de la régente qu'elle ne consentirait jamais à démembrer son royaume, même pour procurer la liberté à son fils. Cependant il fit célébrer des réjouissances publiques pour le succès des armes de l'Empereur, et envoya à Madrid une ambassade chargée de féliciter Charles, et de lui demander d'envahir la Guienne pour lui en remettre la souveraineté ; il réclamait en outre, aux termes du traité de Bruges, qu'on remît François entre ses mains. En faisant ces propositions, Henri semblait avoir pour but de trouver un prétexte pour se tourner avec la France contre l'Empereur.

Pendant ce temps, les troupes allemandes qui avaient si courageusement défendu Pavie s'étaient mutinées, et Lannoy se vit forcé de les licencier. Telle était la constitution des États de Charles-Quint, qu'au moment même où il était soupçonné par tous ses voisins de vouloir envahir l'Europe, il se trouvait hors d'état de payer la solde d'une armée victorieuse, qui ne montait pas à plus de vingt-quatre mille hommes.

L'Empereur délibérait sur le meilleur parti à tirer de la captivité de François. Son caractère n'était pas assez généreux pour qu'il songeât à s'attacher ce prince par la reconnaissance en le rendant sans condition à la liberté ; d'un autre côté, l'état de ses finances s'opposait à une attaque prompte et vigoureuse sur la France et l'Italie : il préféra donc les voies de la négociation, qui lui étaient plus familières. Il envoya auprès du roi le comte de Roeux

pour lui annoncer quel prix il mettait à sa liberté : ces conditions étaient de rendre la Bourgogne à l'Empereur, de céder la Provence et le Dauphiné, pour former un royaume indépendant au connétable de Bourbon, de satisfaire le roi d'Angleterre dans toutes ses prétentions sur la Guienne, et enfin de renoncer à toutes celles des rois de France sur Naples, Milan et tout autre État d'Italie. François, qui s'était flatté que l'Empereur le traiterait avec la générosité qu'un grand prince avait droit d'attendre d'un autre, ne put entendre ces propositions sans être transporté d'une si violente indignation, que, tirant tout à coup son épée, il s'écria : « Il vaudrait mieux pour un roi de mourir ainsi ! » Alarcon, alarmé de cette violence, saisit la main du roi, qui se calma bientôt, mais qui déclara de la manière la plus solennelle qu'il resterait plutôt prisonnier toute sa vie que d'acheter la liberté à un prix si honteux.

La connaissance des intentions de l'Empereur irrita sensiblement l'impatience et le chagrin que François ressentait de sa captivité. Bientôt cependant il se persuada qu'il avancerait bien plus sa délivrance par une entrevue avec l'Empereur que par de longues négociations qui passeraient par la médiation subalterne de ses ministres. Il se frappa tellement de cette idée, qu'il fournit lui-même les galères nécessaires pour son voyage ; car Charles était hors d'état de mettre aucune flotte en mer. Lannoy, qui l'avait encouragé dans cette détermination, le fit embarquer, sans communiquer son dessein ni à Pescaire ni à

Bourbon. Les vents poussèrent cette petite flotte assez près des villes de France ; l'infortuné François passa devant son royaume, vers lequel son cœur et ses regards se tournèrent mille fois avec douleur. Cependant on aborda en peu de jours à Barcelone, et bientôt après, François fut logé par ordre de l'Empereur dans l'Alcazar de Madrid, sous la garde du vigilant Alarcon, qui veillait toujours sur lui avec la même attention.

Quelques jours après l'arrivée du roi de France à Madrid, où il ne tarda pas à se convaincre du peu de confiance qu'il devait avoir dans la générosité de l'Empereur, Henri VIII conclut avec la régente un traité qui donna à François l'espérance de recouvrer sa liberté par une autre voie.

Dans le temps même où la défection d'un allié si puissant donnait à Charles les plus vives inquiétudes, il se tramait en Italie une conspiration secrète qui le menaçait d'une perte encore plus funeste. Cette conspiration était l'œuvre du caractère inquiet et intrigant de Moron, chancelier de Milan. Ce ministre croyait voir que l'Empereur ne voulait pas franchement restituer à Sforce le duché de Milan, et il avait la pensée de rendre son pays indépendant de l'Empire. Pescaire, qui avait d'abord pris part à ce complot, le révéla à Charles, et fit arrêter Moron. En même temps l'Empereur déclara Sforce déchu de tous ses droits au duché de Milan, pour être entré dans une conspiration contre son souverain, duquel il le tenait ; et par son ordre Pes-

caire se saisit de toutes les places du Milanais, à la réserve de Crémone et de Milan, que le malheureux duc voulut essayer de défendre, et qui furent aussitôt bloquées par les troupes impériales.

Cette conspiration, bien qu'elle eût échoué, fit sentir à l'Empereur la nécessité d'en venir à un accommodement avec le roi de France, s'il ne voulait attirer sur lui toutes les forces de l'Europe alarmée du progrès de ses armes. Jusque-là, loin de traiter François avec la générosité que ce monarque méritait, à peine avait-il pour lui les égards dus à son rang. Le roi était confiné dans un vieux château, sous les yeux d'une garde rigoureuse, dont la minutieuse surveillance rendait sa captivité encore plus dure. On ne lui permettait d'autre exercice que de monter une mule, au milieu de cavaliers armés. Sous prétexte d'assister aux états de Tolède, Charles avait transporté sa cour dans cette ville, et avait laissé s'écouler plusieurs semaines sans accorder à François l'entrevue que celui-ci sollicitait avec instance. Tant d'indignités plongèrent le roi prisonnier dans un état de langueur qui fut bientôt suivi d'une fièvre dangereuse. Les médecins avertirent enfin l'Empereur qu'ils désespéraient de la vie de François s'il n'obtenait la demande dont son imagination était si frappée. Charles, jaloux de conserver une vie à laquelle étaient attachés tous les avantages de sa victoire, vint voir son prisonnier à Madrid. L'entrevue fut courte, François était trop faible pour soutenir un long entretien. L'Empereur lui

parla en termes pleins d'affection et d'estime, et lui promit qu'il aurait bientôt sa liberté ; François le crut, et dès lors il commença à recouvrer ses forces et sa santé.

Ce prince eut bientôt la mortification de voir qu'il avait encore une fois donné trop légèrement sa confiance à l'Empereur ; une nouvelle déception mit le comble à celles qu'il avait déjà éprouvées. Bourbon venait alors d'arriver en Espagne ; Charles, qui avait si longtemps refusé une visite au roi de France, rendit au sujet rebelle les honneurs les plus distingués. Il alla au-devant de lui hors des portes de Tolède, l'embrassa affectueusement, et, le plaçant à sa gauche, le conduisit en pompe à son appartement. Ces égards affectés pour Bourbon étaient autant d'affronts pour le monarque prisonnier, qui en fut vivement touché. Toutefois la nation espagnole ne pensait pas comme son roi ; car Charles ayant prié le marquis de Villena de loger Bourbon dans son palais, celui-ci répondit qu'il ne pouvait refuser à son roi ce qu'il désirait, mais qu'il brûlerait son palais jusqu'aux fondements dès que le connétable en serait sorti, parce qu'une maison qui avait été souillée par la présence d'un traître n'était plus digne d'être habitée par un homme d'honneur.

Charles était embarrassé sur le choix de la récompense qu'il offrirait à Bourbon ; enfin la mort prématurée de Pescaire, qui, à l'âge de trente-six ans, laissait la réputation d'un des plus grands généraux et d'un des plus habiles politiques de son

siècle, arriva fort à propos pour mettre fin à son indécision. Il donna à Bourbon le commandement de l'armée d'Italie avec la souveraineté du duché de Milan, confisqué sur Sforce.

Le principal obstacle qui retardait la délivrance de François était la restitution de la Bourgogne. Charles déclarait qu'il ne relâcherait son prisonnier qu'après que cette condition préliminaire serait remplie; François répétait qu'il ne consentirait jamais à démembrer son royaume, et que, quand même il oublierait les devoirs d'un monarque au point d'y consentir, les lois fondamentales de son royaume ne lui en laisseraient pas le pouvoir. Comme cette difficulté semblait insurmontable, François, déterminé à finir ses jours dans sa prison, prit subitement la résolution de résigner sa couronne avec tous ses droits au dauphin son fils. Cette résolution extraordinaire du roi de France produisit une forte impression sur l'esprit de Charles, qui craignit enfin qu'un excès de rigueur ne lui fît manquer son but.

Il arriva dans le même temps qu'un des domestiques du roi de Navarre, par des efforts extraordinaires de dévouement, de courage et d'adresse, procura à son maître le moyen de s'évader de la prison où il était renfermé depuis la bataille de Pavie. Cette évasion convainquit l'Empereur que la vigilance de ses officiers pourrait aussi être mise en défaut par le talent ou la bravoure de François; ces considérations le déterminèrent à se relâcher un peu de ses premières prétentions. D'un autre

côté, l'impatience de François et le dégoût de sa prison augmentaient tous les jours; et les dispositions des monarques se trouvant ainsi rapprochées, le traité qui procura à François sa liberté fut signé à Madrid le 14 janvier 1526.

Aux termes de ce traité, François s'engageait à restituer le duché de Bourgogne. Mais comme Charles rendait la liberté au roi avant que cette restitution fût consommée, il demeura stipulé que François, dès l'instant où il serait sorti de sa prison, livrerait à l'Empereur pour otages ses deux fils, le dauphin et le duc d'Orléans, ou à la place de ce dernier douze des principaux seigneurs du royaume, que Charles désignerait. Le traité contenait encore un grand nombre d'articles, tous extrêmement rigoureux. François renonçait à ses prétentions sur l'Italie; dans le délai de six semaines après sa délivrance, il s'obligeait à rendre à Bourbon et à ses partisans tous leurs biens, meubles et immeubles, avec un dédommagement complet des pertes qu'ils avaient essuyées par la confiscation; il devait épouser la sœur de l'empereur, reine douairière de Portugal; enfin, lorsque toutes ces conditions seraient accomplies, il enverrait à la cour de Madrid le duc d'Angoulême, son troisième fils, afin de manifester par là et de cimenter l'amitié qui devait désormais régner entre les deux monarques.

Quelques heures avant de signer le traité, François assembla ce qu'il avait de conseillers à Madrid, et après avoir exigé d'eux le secret sous la foi d'un

serment solennel, il fit en leur présence une longue énumération des artifices honteux et des traitements tyranniques que l'Empereur avait employés pour le séduire ou pour l'intimider; en conséquence, il fit une protestation dans les formes entre les mains de notaires, contre le consentement qu'il allait donner au traité, comme étant un acte involontaire qui devait être regardé comme nul et de nul effet. Par cet artifice, François crut satisfaire à la fois son honneur et sa conscience, en signant d'un côté le traité, et en se ménageant de l'autre des prétextes de le violer.

Cependant les deux monarques se prodiguaient extérieurement toutes les marques de la confiance et de l'amitié ; mais, malgré ces démonstrations, les gardes de François ne le quittaient point encore. Un mois après, on apporta de France la ratification de la régente, qui envoyait en otage le second fils du roi avec le dauphin, jugeant avec sagesse que le royaume ne souffrirait point de l'absence d'un enfant, au lieu qu'il resterait sans défense s'il était privé de ses plus grands hommes d'État et de ses plus habiles généraux, que Charles avait adroitement compris dans la désignation des otages.

Enfin François prit congé de l'Empereur, et commença ce voyage si longtemps désiré, escorté par un corps de cavalerie sous le commandement d'Alarcon, dont l'attention et la vigilance augmentaient à mesure qu'on approchait des frontières de France. Lorsque le convoi fut arrivé à la rivière de Bidassoa,

qui sépare les deux royaumes, Lautrec parut sur la rive opposée avec une escorte de cavalerie égale en nombre à celle d'Alarcon. Au milieu de la rivière était amarrée une barque vide : les deux troupes se rangèrent l'une vis-à-vis de l'autre sur les deux rives; au même instant, Lannoy s'avança de la rive espagnole avec huit gentilshommes, et Lautrec de la rive française avec huit autres. Le premier avait le roi dans sa barque; le second avait dans la sienne le dauphin et le duc d'Orléans; il se réunirent dans la barque qui était vide, et l'échange fut fait en un moment. François, après avoir embrassé à la hâte ses deux enfants, sauta dans la barque de Lautrec, et aborda au rivage de France. Aussitôt il monte un cheval turc, et part au grand galop, agitant sa main au-dessus de sa tête, et s'écriant plusieurs fois avec des transports de joie : *Je suis encore roi!* Cet événement se passa le 18 mars 1526, un an et vingt-deux jours après la bataille de Pavie.

Dès que l'Empereur eut pris congé de François, il partit pour aller à Séville célébrer son mariage avec Isabelle, fille du feu roi de Portugal, Emmanuel, et sœur de Jean III, son successeur au trône. Cette princesse joignait à une beauté remarquable les plus rares qualités. Le mariage fut célébré avec toute la magnificence et la gaieté qui convenaient à un jeune et puissant monarque. Charles vécut dans la plus parfaite union avec Isabelle, et la traita en toute occasion avec beaucoup d'égards et de distinction.

Charles avait été trop occupé en Espagne pour

être en état de donner des soins suffisants aux affaires de l'Empire; cette partie de ses États était cependant troublée et déchirée par des factions qui donnaient lieu de craindre les plus funestes conséquences. Le peuple, en Allemagne, était encore soumis au régime féodal; en certaines contrées, les paysans étaient attachés au sol et faisaient partie des propriétés de leurs seigneurs. Ces rigueurs, augmentées encore par les impôts extraordinaires que la guerre avait nécessités, les poussèrent à la révolte. Ce fut près d'Ulm, dans la Souabe, que fut levé d'abord l'étendard de l'insurrection. Bientôt l'esprit de sédition se répand de province en province, et partout les paysans armés pillent les monastères, démolissent les châteaux et massacrent sans pitié tous les nobles qui ont le malheur de tomber entre leurs mains.

La réforme de Luther donna une nouvelle force à cette insurrection dans la province où elle était établie, parce qu'elle encourageait partout l'audace et l'esprit d'innovation; aussi, quand la révolte éclata dans la Thuringe, province soumise à l'électeur de Saxe, et dont les habitants avaient presque tous embrassé le luthéranisme, elle y prit une forme nouvelle et bien plus terrible.

Thomas Muncer, un des disciples de Luther, ne proposait rien moins que d'abolir toute distinction parmi le genre humain, de supprimer la propriété, de ramener les hommes à cet état d'égalité originelle où la subsistance de chacun se tirerait d'un

fonds commun. Des troupes nombreuses de paysans accouraient de tous côtés pour s'engager dans cette bizarre entreprise ; mais Muncer, leur chef et leur prophète, avait l'extravagance des fanatiques sans en avoir le courage. Lorsqu'il se vit attaqué par des troupes réglées, il prit la fuite à la tête des siens : et ayant été condamné au dernier supplice, il le subit avec une honteuse lâcheté. Sa mort mit un terme à ces révoltes de paysans ; mais les idées fanatiques qu'il avait répandues dans l'Allemagne n'étaient pas éteintes, et produisirent, quelque temps après, des effets plus extravagants encore et plus mémorables.

Ce fut en cette année que se fit le mariage si fameux de Luther avec Catherine Boria, religieuse de famille noble, qui avait quitté le voile et s'était évadée de son monastère. Ce mariage souleva contre le chef de la réforme une réprobation générale ; ses ennemis n'en parlaient que comme d'un inceste et d'une profanation, et ses plus zélés partisans le regardaient comme une démarche indécente, dans un temps où sa patrie était affligée de tant de calamités. La réforme perdit cette année son premier protecteur, Frédéric, électeur de Saxe. Jean, son successeur, montra autant de zèle, sinon autant de talent, pour la défense de la même cause.

Dès que le roi de France fut revenu dans ses États, il s'empressa d'abord d'écrire de Bayonne à Henri VIII, pour le remercier des soins pleins de zèle et d'affection qu'il avait pris en sa faveur. Le

lendemain, les ambassadeurs de l'Empire le requirent de donner des ordres nécessaires pour faire exécuter pleinement et sur-le-champ le traité de Madrid. François leur répondit qu'il ne pouvait rien faire sans avoir consulté les États de son royaume, et que d'ailleurs il lui fallait quelque temps pour faire agréer à ses peuples les conditions rigoureuses qu'il avait acceptées. Cette réponse ne permit plus de douter que le roi n'eût pris la résolution d'éluder le traité, et qu'il n'attendît l'occasion favorable pour se venger des affronts qu'il avait reçus.

Cependant Sforce était toujours assiégé par les Impériaux dans Milan, et semblait à la veille d'être forcé de se rendre. Le pape et les Vénitiens, qui craignaient de voir, après la chute de Milan, l'armée victorieuse se répandre sur le territoire et le mettre à contribution, éprouvaient une vive impatience de se liguer avec François, qui, de son côté, n'avait pas un désir moins pressant de profiter des forces que ces alliés ajouteraient à sa puissance. Le traité fut conclu à Cognac le 21 mai, et resta quelque temps secret. Les principaux articles étaient d'obliger l'Empereur à mettre en liberté les fils du roi de France, en payant un prix raisonnable pour leur rançon, et à rétablir Sforce dans la possession tranquille du duché de Milan. Le roi d'Angleterre fut nommé protecteur de cette ligue, qui fut qualifiée du titre de sainte, parce que le pape en était le chef; et afin de déterminer Henri par des motifs plus efficaces, on s'engagea à lui donner dans le royaume de Naples

une principauté de trente mille ducats de revenu annuel, et à Wolsey, son favori, des terres de la valeur de dix mille. Dès que cette ligne eut été signée, Clément, en vertu de la plénitude de son autorité papale, releva François du serment qu'il avait fait d'accomplir le traité de Madrid.

Cependant, lorsque l'Empereur cessa de douter que le projet de François fût de se refuser à l'exécution du traité, il en conçut de vives alarmes. Il ne pouvait se dissimuler que la rigueur qu'il avait montrée envers son prisonnier, et les vues ambitieuses qu'il avait laissé percer, ne lui eussent aliéné toutes les cours européennes, et il sentit toute l'imprudence qu'il avait commise en laissant échapper, sans en tirer aucun fruit, un prince brave et irrité, qui allait devenir le chef redoutable de ses ennemis. Cependant il résolut de persister à demander la stricte exécution du traité. En conséquence il nomma Lannoy et Alarcon pour aller, en qualité d'ambassadeurs, à la cour de France, sommer François dans les formes de remplir ses engagements ou de revenir prendre ses fers à Madrid. Au lieu de leur répondre, François donna devant eux audience aux députés des états de Bourgogne, qui lui représentèrent qu'il avait excédé les pouvoirs d'un roi de France, et qui déclarèrent qu'ils étaient résolus à périr plutôt que de se soumettre à une domination étrangère. Se tournant alors vers les ambassadeurs, François leur représenta l'impossibilité où il était de tenir sa promesse, et leur offrit, au lieu de la Bourgogne, de

payer à l'Empereur deux millions d'écus. Alarcon et le vice-roi, voyant bien que la scène dont ils avaient été témoins n'était qu'un jeu concerté entre le roi et ses sujets, lui déclarèrent que leur maître était bien décidé à ne se relâcher en rien des conditions du traité, et ils se retirèrent. Avant de partir du royaume, ils eurent la mortification d'entendre publier, avec la plus grande solennité, la ligue qui venait de se former contre l'Empereur.

Charles, à la nouvelle de cette ligue, se plaignit hautement et amèrement de François, qu'il traitait de prince sans foi et sans honneur, et de Clément, qu'il accusait d'ingratitude et d'une ambition qui ne convenait pas à son caractère. En même temps il déployait une vigueur et une activité extraordinaires, afin de faire passer en Italie de nouvelles troupes et des secours d'argent. Cependant les efforts des confédérés ne répondirent pas à l'animosité qu'ils avaient montrée contre Charles en formant leur ligue; François semblait avoir perdu son impétuosité et se défier de sa fortune : enfin tous les alliés montrèrent une telle mollesse, qu'ils laissèrent Bourbon continuer le siége de Milan et enlever cette place à Sforce, qui fut obligé de le laisser tranquille possesseur de ce duché.

Les intrigues de Charles-Quint firent attaquer le pape au centre même de son pouvoir. Le cardinal Pompée Colonne, chef d'une des familles romaines les plus considérables, s'entendit avec l'ambassadeur espagnol; au moment où Clément était dans la

sécurité la plus profonde, un corps de trois mille hommes s'empara d'une des portes de Rome, et le pape eut à peine le temps de se réfugier dans le château Saint-Ange, qui fut aussitôt investi. Le palais du Vatican, l'église Saint-Pierre, les maisons des ministres et des gens du pape furent livrés sans ménagement au pillage ; le reste de la ville ne souffrit aucun dommage. Clément, privé de tout ce qui lui était nécessaire, soit pour se défendre, soit pour subsister, fut bientôt forcé de demander à capituler ; et Moncade, introduit dans le château, lui imposa, avec toute la hauteur d'un conquérent, des conditions que le vaincu ne pouvait pas rejeter. Le principal article fut que le pape conserverait sa faveur aux Colonne, et retirerait sur-le-champ de l'armée des confédérés toutes les troupes qui étaient à sa solde.

En même temps les troupes impériales se trouvèrent grossies par de puissants renforts venus d'Espagne et d'Allemagne. Mais la difficulté était toujours de solder ces troupes. Bourbon se vit tellement assailli par les demandes de ses soldats, qui ressemblaient souvent à des menaces, qu'il commit de nombreuses exactions sur les habitants de Milan, et qu'il en vint à dépouiller les églises de leurs ornements, pour imposer silence à cette soldatesque. Forcé de trouver de nouveaux expédients pour se procurer de l'argent, il accorda pour vingt mille ducats la vie et la liberté à Moron, qui était en prison depuis la découverte de sa conspiration, et qui avait été condamné à mort par les juges espa-

gnols chargés de lui faire son procès. Tels étaient l'esprit et l'adresse de cet homme, tel était l'ascendant qu'il exerçait sur tous ceux qu'il approchait, qu'en peu de jours il devint le confident le plus intime de Bourbon, qui le consultait sur toutes les affaires importantes.

(1527) Les exigences des soldats se renouvelaient sans cesse, et l'on ne pouvait plus rien tirer d'un pays entièrement ruiné; il fallait donc, pour faire subsister l'armée, la conduire sur le pays ennemi. La famille des Colonne excita des troubles dans Rome lorsque le pape s'y attendait le moins. Clément VII, par la médiation de Moncade, s'était réconcilié avec eux; mais, environ un mois après, Vespasien Colonne prit des mesures secrètes avec Moncade pour s'emparer de Rome. Le pape apprit avec indignation cette perfidie, et fut contraint par Moncade de signer une trêve avec l'Empereur. Peu de temps après, Clément VII, ayant reçu des secours du roi d'Angleterre, rompit l'accord qu'il avait fait avec les Colonne. Sur ces entrefaites, le duc de Bourbon, déterminé à aller attaquer Rome, se mit en campagne, au fort de l'hiver, avec une armée de vingt-cinq mille hommes, de nations, de mœurs et de langues différentes, sans argent, sans magasins, sans artillerie.

Le pape Clément, tremblant également pour Florence et pour Rome, conclut avec Lannoy, vice-roi de Naples, un traité par lequel on proclamait une suspension d'armes de huit mois. Le pape, rassuré

par ces conventions, et se croyant sorti des embarras du moment, licencia ses troupes, excepté celles qui étaient nécessaires à la garde de sa personne. De son côté, Lannoy dépêcha à Bourbon avis de ce traité, et l'engagea à tourner ses armes contre les Vénitiens; mais le connétable avait d'autres projets. Ne tenant donc aucun compte du message de Lannoy, il continua de ravager les États Ecclésiastiques et de s'avancer vers Florence. Ses soldats, d'ailleurs, ne voulaient pas entendre parler de trêves, et demandaient avec menaces l'accomplissement des promesses qu'on leur avait faites. Cependant Florence s'était mise en état de défense ; Bourbon résolut donc d'aller attaquer Rome. Ce plan lui offrit l'avantage d'humilier Lannoy, qu'il détestait, de s'attacher ses soldats par le butin qu'ils trouveraient dans cette capitale, d'augmenter sa réputation ; peut-être aussi espérait-il jeter ainsi les bases d'un pouvoir indépendant.

Quoi qu'il en soit, il exécuta son projet avec une célérité égale à l'audace de sa conception. Le pape, surpris par cet orage imprévu, fit quelques préparatifs incomplets de défense ; il arma les artisans, les domestiques des cardinaux, répara les brèches des murailles, et après avoir fulminé une excommunication contre Bourbon et ses troupes, il attendit un ennemi qu'il pouvait encore éviter s'il eût voulu se ménager une retraite.

Bourbon, qui vit la nécessité de ne perdre aucun instant, marcha avec la plus grande vitesse, et pré-

P. 96.



Mort de Bourbon, au Siége de Rome.

vint l'armée des Vénitiens qui venait au secours de Rome; le 5 mai il campa dans les plaines qui entourent cette capitale. De là, montrant à ses soldats les palais et les églises de cette cité, où tant de richesses s'étaient accumulées depuis des siècles, il les engagea à prendre du repos pendant la nuit, pour se préparer à donner assaut le lendemain, et leur promit, pour prix de leur valeur, la possession de tous les trésors rassemblés dans Rome.

Bourbon, résolu de rendre cette journée mémorable ou par le succès de son entreprise ou par sa mort, parut dès le matin à la tête de ses troupes, armé de toutes pièces et portant par-dessus son armure un habit blanc, pour être mieux vu de ses amis et de ses ennemis; et comme la victoire dépendait de la vigueur de l'attaque, il mena sur-le-champ ses soldats à l'escalade des murailles. L'assaut fut donné en trois endroits à la fois avec une impétuosité extrême; il fut d'abord reçu avec un courage égal à celui des assaillants; les gardes suisses du pape et les vieux soldats qu'il avait rassemblés combattirent avec une bravoure digne de guerriers à qui était confiée la défense de la première cité du monde. Les troupes de Bourbon commençaient à plier, lorsque lui-même se précipite de son cheval, saisit une échelle, la plante contre le mur, et commence à y monter en encourageant de la voix et du geste les siens à le suivre. Mais au même instant, un coup de mousquet tiré des remparts lui perça les reins d'une balle. Il sentit aussitôt que la blessure

était mortelle; mais il conserva assez de présence d'esprit pour recommander à ceux qui se trouvaient près de lui de couvrir son corps d'un manteau, afin que sa mort ne décourageât pas ses troupes, et quelques instants après il expira avec un courage digne d'une meilleure cause, et qui aurait couvert son nom de la plus grande gloire s'il eût péri ainsi en défendant son pays, et non pas à la tête des ennemis de sa patrie.

Il fut impossible de cacher longtemps ce funeste événement; mais, au lieu de décourager ses troupes, il changea leur courage en fureur. Animés par la soif de la vengeance, ils assaillirent de nouveau les remparts, et pénétrèrent dans Rome avec une violence irrésistible. Il est impossible de décrire et même d'imaginer le désastre et les horreurs qui suivirent cette irruption. Tout ce qu'une ville prise d'assaut peut avoir à redouter de la rage d'une soldatesque effrénée, tous les excès auxquels peuvent se porter la férocité des Allemands, l'avarice des Espagnols, la licence des Italiens, les malheureux habitants de Rome y furent en proie. Églises, palais, maisons particulières, tout fut pillé sans distinction : ni l'âge, ni le rang, ni le sexe ne détournèrent les plus cruels outrages. Les Impériaux restèrent dans Rome plusieurs mois, et, pendant tout ce temps, l'insolence et la brutalité du soldat ne se ralentirent presque point. Ils ramassèrent un immense butin.

Pendant ce combat, le pape était resté au pied de l'autel de Saint-Pierre ; quand il vit qu'il n'y avait

plus aucun espoir, il se retira avec treize cardinaux, des ambassadeurs et quelques personnages de distinction, dans le château Saint-Ange, que son dernier malheur eût dû lui faire envisager comme un asile peu sûr. Philibert de Châlons, prince d'Orange, à qui le commandement de l'armée était échu après la mort de Bourbon, eut bien de la peine à arracher du pillage un nombre de soldats suffisant pour investir cette dernière retraite de Clément. Celui-ci avait l'espoir de tenir jusqu'à ce que l'armée confédérée vînt le délivrer. Elle parut en effet quelques jours après en vue des remparts; mais le duc d'Urbin, qui la commandait, préféra la jouissance de satisfaire sa haine contre la famille des Médicis à la gloire de sauver la capitale de la chrétienté et le chef de l'Église; il prétendit que l'entreprise était trop hasardeuse, et se retira avec précipitation. Clément, privé de toute ressource, et réduit par la famine à se nourrir de chair d'âne, se soumit à payer quatre cent mille ducats à l'armée, à rendre à l'Empereur toutes ses places fortes, et à rester lui-même prisonnier jusqu'à l'exécution complète du traité, sous la garde d'Alarcon, qui, par un hasard remarquable, fut le gardien des deux plus illustres personnages qui eussent été faits prisonniers en Europe depuis plusieurs siècles.

La nouvelle d'un événement si extraordinaire remplit l'Empereur de joie; mais il dissimula ses sentiments, car les Espagnols se montraient outrés des excès commis par leurs compatriotes; il prit

même le deuil, et par une hypocrisie qui ne trompa personne, il ordonna des prières et des processions dans toute l'Espagne pour obtenir la liberté du pape, qu'il pouvait lui faire rendre sur-le-champ par un ordre expédié à ses généraux.

La fortune n'était pas moins favorable à la maison d'Autriche dans une autre contrée de l'Europe. Soliman venait de gagner la bataille de Mohacz, où le roi de Hongrie, la fleur de sa noblesse et plus de vingt mille hommes avaient succombé; l'archiduc Ferdinand profita de la circonstance que lui offrit la mort du roi de Hongrie, qui n'avait pas laissé d'enfants, pour s'emparer de cette couronne, qu'il rendit ensuite héréditaire dans sa famille, et qui contribua à porter si haut la puissance des princes de la maison d'Autriche.

Charles-Quint eût pu acquérir la réputation de prince religieux, si, après avoir manifesté sa douleur de la captivité du pape, il avait réellement ordonné de le mettre en liberté; mais, au lieu de donner des ordres pour son élargissement, il le tint encore prisonnier six mois, jusqu'à ce qu'il lui eût fait accepter toutes les conditions qu'il voulut lui imposer. Pendant qu'on parlait d'accommodement, l'Empereur voulait que le pape fût conduit en Espagne, s'imaginant que ce serait un grand honneur pour lui d'avoir eu, dans l'espace de deux ans, deux prisonniers aussi illustres, un roi de France et un pape, et de les avoir emmenés comme en triomphe dans Madrid.

LIVRE V

Ligue formée contre l'Empereur. — François Ier défie Charles en combat singulier. — Les Impériaux sortent de Rome. — Les Français bloquent Naples. — Révolte d'André Doria. — Paix de Cambrai. — L'Empereur visite l'Italie. — Diète de Spire. — Protestation des sectateurs de Luther. — Confession d'Augsbourg. — Ligue de Smalkalde. — Ferdinand, frère de l'Empereur, élu roi des Romains. — Campagne de l'Empereur en Hongrie. — Entrevue du pape et de François Ier. — Mort de Clément VII et élection de Paul III. — La secte des anabaptistes. — Expédition de l'Empereur en Afrique. — Pillage de Tunis.

Les détails de la manière inhumaine dont le pape avait été traité remplirent toute l'Europe d'étonnement et d'horreur. L'audace inouïe d'un Empereur chrétien, à qui sa dignité même imposait le devoir de protéger et de défendre le saint-siége, et qui, portant des mains violentes sur celui qui représentait Jésus-Christ sur la terre, retenait sa personne sacrée dans une captivité rigoureuse, parut généralement un acte d'impiété, qui méritait la vengeance la plus éclatante et qui sollicitait la prompte réunion de tous les fidèles enfants de l'Église contre le coupable. François et Henri, qui déjà avaient concerté une attaque contre l'Empereur dans les Pays-Bas, résolurent de porter leurs armes en Italie ; cette détermination fut prise dans une conférence qui eut lieu entre François et Wolsey, à Amiens, où le ministre anglais fut reçu avec une magnificence royale.

A cette occasion, Henri renonça formellement à toutes les prétentions anciennes des rois d'Angleterre sur la couronne de France, et accepta par forme d'indemnité une pension de cinquante mille écus.

Cependant le pape, ne pouvant satisfaire aux conditions de la capitulation, restait toujours sous la garde sévère d'Alarcon. Les Florentins, à la première nouvelle des désastres de Rome, s'étaient déclarés États libres et avaient rétabli leur ancienne forme de gouvernement populaire. Les Vénitiens s'étaient emparés de Ravenne, et chacun voulait sa part des dépouilles d'un pontife qui semblait perdu sans ressources. Lannoy, voulant aussi tirer quelque avantage de la position des choses, vint à Rome avec ce qu'il avait pu réunir de troupes, et ces nouveaux venus mirent le comble aux malheurs de la ville, en pillant ce qui avait échappé à la rapacité des Allemands et des Espagnols.

Pendant ce temps le roi de France et les Vénitiens formèrent une ligue pour délivrer l'Italie; Florence entra même dans cette association, et les confédérés mirent Lautrec à la tête de leurs forces. Tout alla bien d'abord; secondé par André Doria, le plus grand homme de mer de ce siècle, il se rendit maître de Gênes, d'Alexandrie, et emporta d'assaut Pavie, qu'il abandonna au pillage.

Les progrès des confédérés et le besoin pressant d'argent qu'il éprouvait déterminèrent enfin l'Empereur à mettre le pape en liberté, moyennant une

rançon considérable ; Clément fut obligé d'avancer une somme de cent mille écus, pour payer l'armée; de s'engager à en payer autant quinze jours après, et cent cinquante mille au bout de trois mois ; il devait en outre mettre l'Empereur en possession de plusieurs villes. Lorsqu'il eut payé le premier terme de sa rançon, on fixa le jour de sa mise en liberté ; mais comme il craignait de voir s'élever de nouveaux obstacles à sa délivrance, il se déguisa la nuit précédente, et profita du relâchement qu'Alarcon avait mis dans sa vigilance depuis la conclusion du traité, pour s'évader sans être reconnu. Le lendemain, il écrivit d'Ovieto une lettre de remerciements à Lautrec, comme au principal auteur de sa délivrance.

(1528) Pendant ce temps, des ambassadeurs de France et d'Angleterre s'étaient rendus à Madrid, pour obtenir des adoucissements au traité qui avait rendu François à la liberté. L'Empereur se montrait disposé à relâcher quelque chose de ses prétentions ; mais François, fier du succès de ses armes en Italie, se montra tellement exigeant, que rien ne put se conclure, et les ambassadeurs prirent congé du roi. Le lendemain, deux hérauts qui avaient accompagné les ambassadeurs, sans faire connaître leur caractère, se présentèrent à la cour de l'Empereur avec les attributs de leur office, et lui déclarèrent la guerre au nom de leurs maîtres dans les formes accoutumées. Charles accepta le défi du monarque anglais avec une fermeté tempérée par quelques

marques d'égards et de respect. Sa réponse au roi de France était pleine de cette amertume d'expressions que devait lui inspirer une rivalité personnelle, irritée par le souvenir de plusieurs outrages réciproques. Il chargea le héraut français d'avertir son maître qu'il ne le regarderait plus désormais que comme un vil infracteur de la foi publique, étranger aux sentiments d'honneur et de probité qui distinguent un gentilhomme. François, trop fier pour souffrir patiemment une imputation si insultante, renvoya sur-le-champ son héraut avec un cartel en règle, par lequel il donnait à l'Empereur un démenti formel, le défiait en combat singulier, le sommait de fixer le temps et le lieu du rendez-vous, et lui donnait le choix des armes. Charles, aussi vif et aussi brave que son rival, accepta le défi sans balancer; mais, après divers messages de part et d'autre pour régler toutes les circonstances du combat, messages toujours accompagnés de reproches mutuels, qui dégénérèrent presque en injures, le projet de ce duel, qui convenait, en effet, beaucoup mieux à des héros de romans qu'aux deux plus grands monarques du siècle, fut entièrement oublié, et n'eut pas d'autre résultat que de répandre davantage l'usage du duel.

Cependant Lautrec continuait de marcher sur Naples, et la terreur qu'il inspira détermina enfin les troupes impériales à sortir de Rome, qu'elles opprimaient depuis dix mois entiers. Mais de l'armée florissante qui était entrée dans cette ville, à

peine en restait-il la moitié : l'autre, détruite par la peste ou par les maladies qui étaient la suite d'une longue inaction, de l'intempérance et de la débauche, fut la victime de ses propres crimes. Ce fut en cet état que l'ancienne armée de Bourbon arriva à Naples, sans que Lautrec pût réussir à l'attaquer pendant le trajet. Le peuple de ce royaume reçut les Français à bras ouverts partout où ils voulurent se montrer et s'établir. A la réserve de Gaëte et de Naples, à peine resta-t-il aux Impériaux quelques places importantes. Ils durent la conservation de Gaëte à la force naturelle de ses moyens de défense, et celle de Naples à la présence de l'armée impériale. Lautrec se présenta sous les murs de Naples : mais, désespérant d'emporter cette place, il fut obligé de la bloquer. Il fut encore confirmé dans l'espoir qu'il avait de réussir de cette façon, par l'avantage qu'obtint sur les Impériaux la flotte vénitienne qui bloquait le port ; le vice-roi ayant attaqué Doria avec ses meilleures troupes, fut tué, et sa flotte fut détruite en grande partie.

Plusieurs circonstances se réunirent pour tromper l'espérance que ces succès faisaient concevoir à Lautrec. Le pape, voulant reconquérir Florence, ne pouvait compter pour cela sur François, qui venait de faire alliance avec la nouvelle république ; il négociait donc secrètement avec Charles, et penchait beaucoup plus du côté de son ennemi que du côté de son bienfaiteur. Les Vénitiens voyaient avec jalousie les progrès de l'armée française ; enfin

François lui-même négligeait de faire passer à Lautrec les fonds nécessaires pour l'entretien de son armée. Pour surcroît de malheur, ce fut à cette époque que Doria, se tournant tout à coup contre la France pour l'Empereur, arriva à Naples, non plus pour bloquer son port comme il s'y était engagé, mais pour la secourir et la délivrer.

Doria, peu fait aux ménagements des cours, avait plus d'une fois adressé des remontrances assez dures au roi de France; peu de temps auparavant, il avait même semblé lui adresser des menaces à l'occasion des réparations que la France faisait au port de Savone, qui menaçait Gênes, la patrie de Doria, d'une concurrence redoutable. Ces plaintes, envenimées par les courtisans, irritèrent tellement François, qu'il donna ordre à l'amiral Barbézieux de lui enlever ses galères et de s'assurer de sa personne. Doria, averti de cette décision, se mit en lieu de sûreté, et prit enfin la détermination de passer au parti de l'Empereur. Cet événement changea la face des choses; l'abondance rentra dans Naples, qui était réduite aux dernières extrémités, et les Français, n'étant plus maîtres de la mer, ne tardèrent pas à manquer de vivres. La peste vint se joindre à tant de maux et éclaircir leurs rangs; Lautrec lui-même mourut victime de la contagion, déplorant la négligence de son souverain et l'infidélité de ses alliés. Le marquis de Saluces, auquel échut le commandement des débris de l'armée française, se retira en désordre à Aversa, où il fut in-

vesti par le duc d'Orange, et où il se vit bientôt contraint à rester prisonnier, à perdre tout son bagage, et à laisser conduire, sous la garde d'un détachement, ses troupes désarmées et sans drapeaux jusqu'aux frontières de France.

La perte de Gênes suivit de près la ruine de l'armée française devant Naples. Doria se rendit maître de cette ville, que le gouverneur français ne put défendre faute de forces suffisantes, et constitua sa patrie en république indépendante, bien que tout contribuât à lui aplanir le chemin à la royauté.

(1529) François, jaloux de rétablir la réputation de ses armes, fit de nouveaux efforts dans le Milanais ; mais son général, le comte de Saint-Pol, n'était pas un rival à opposer à Antoine de Lève, qui, bien qu'infirme et obligé de se faire porter en litière, le surpassa toujours en activité et en prudence, et détruisit enfin l'armée française dans le Milanais.

Malgré la vigueur avec laquelle on continuait la guerre, chaque parti laissait voir le plus grand désir de la paix, et l'on ne cessait de négocier pour y parvenir. Deux femmes entreprirent de remplir les vœux de toute l'Europe, Marguerite d'Autriche, douairière de Savoie et tante de l'Empereur, et Louise, mère de François, convinrent d'une entrevue à Cambrai. S'étant logées dans deux maisons contiguës, entre lesquelles on ouvrit une communication, elles s'y abouchèrent sans cérémonial ni formalités, et y tinrent seules des conférences journalières où personne n'était admis. Comme elles étaient toutes deux

très-versées dans les affaires, et qu'elles avaient l'une pour l'autre une confiance sans réserve, elles firent bientôt de rapides progrès vers un accommodement définitif. Cependant le pape eut le talent de prévenir ses alliés, et de conclure avant eux à Barcelone son traité particulier. Charles, désirant effacer le souvenir des insultes qu'il avait fait souffrir au chef de l'Église, lui accorda des conditions très-favorables; de son côté, le pape donna à l'Empereur l'investiture du royaume de Naples, sous sa suzeraineté, et accorda une absolution générale à tous ceux qui avaient participé au siége et au pillage de Rome. La nouvelle de ce traité accéléra les négociations de Cambrai, et détermina Marguerite et Louise à conclure sur-le-champ. Le traité de Madrid servit de base à celui qu'elles firent. Les principaux articles furent que l'Empereur ne demanderait pas pour le moment la restitution de la Bourgogne; que François payerait deux millions d'écus pour la rançon de ses fils, et qu'avant leur élargissement il rendrait toutes les villes qu'il tenait encore dans le Milanais; qu'il cèderait la souveraineté de la Flandre et de l'Artois; qu'il renoncerait à toutes ses prétentions sur Naples, Milan, Gênes et sur toutes les autres villes situées au delà des Alpes; qu'aussitôt après le traité, il épouserait, comme il avait déjà été convenu, Éléonore, sœur de l'Empereur.

Ainsi François sacrifiait toutes les prétentions qui l'avaient porté à combattre depuis neuf ans, période de guerre d'une longueur presque inconnue à l'Eu-

rope avant l'établissement des troupes réglées et l'imposition régulière des taxes. Il laissait l'Empereur seul arbitre de l'Italie, et il lui sacrifiait même les intérêts de ses alliés. Henri VIII fut le seul consulté, et il acquiesça complétement au traité de Crmbrai.

Cependant l'Empereur aborda en Italie, suivi d'un cortége nombreux de noblesse espagnole et d'un corps considérable de troupes; il s'entourait de la pompe d'un conquérant, en affectant l'humilité d'un enfant soumis de l'Église. Les Italiens, qui se le représentaient à peu près comme un souverain barbare des Goths et des Huns, furent surpris de le voir, à son entrée publique à Bologne, où il se présenta à la tête de vingt mille soldats, baiser à genoux les pieds de ce même pape qui, quelques mois auparavant, était son prisonnier. Ils furent encore plus étonnés quand ils le virent concilier les intérêts de tous les princes et de tous les États qui dépendaient alors entièrement de lui, avec une modération et une équité à laquelle ils étaient bien loin de s'attendre. Il est vrai que le désintéressement que l'Empereur montrait en cette circonstance était surtout déterminé par la nécessité de réunir toutes ses forces pour résister aux progrès du Sultan, qui de la Hongrie était passé en Autriche, et avait mis le siége devant Vienne avec une armée de cent cinquante mille hommes. Il sentait donc la nécessité de tout pacifier en Italie avant de passer en Allemagne ; c'est pourquoi il rendit à Sforce le duché de Milan, et ses États au duc de Ferrare; il conclut aussi un accommodement définitif avec les Vénitiens.

Tous ces traités furent publiés à Bologne, avec la plus grande solennité, le premier jour de l'année 1530, au milieu des acclamations unanimes des peuples. Les Florentins seuls résistaient et voulaient conserver le gouvernement libre qu'ils avaient fondé; l'armée de l'Empereur assiégea leur ville, et, malgré leur énergique résistance, y rétablit le pouvoir des Médicis.

(1530) Après la publication de la paix à Bologne et la cérémonie du couronnement de Charles comme roi de Lombardie et empereur des Romains, que le pape célébra avec la solennité accoutumée, ce prince, que rien ne retenait plus en Italie, se disposa à se rendre en Allemagne, où sa présence devenait de jour en jour plus nécessaire. L'absence de l'Empereur, ses contestations avec le pape, les soins qu'exigeait la guerre de France, avaient donné aux réformateurs un long intervalle de tranquillité, pendant lequel leurs doctrines avaient fait des progrès notables. La plupart des princes qui avaient embrassé les principes de Luther ne s'étaient pas contentés d'établir dans leur territoire la nouvelle forme de culte, ils avaient encore entièrement aboli les rites de l'Église catholique, et la moitié du corps germanique s'était entièrement détachée du saint-siége. Quelque satisfaction que l'Empereur eût pu ressentir des événements qui tendaient à humilier ou à embarrasser le pape, dans le temps de sa rupture déclarée avec lui, il ne pouvait se dissimuler alors que les troubles dont la réforme avait rempli l'Allemagne pouvaient à la fin devenir très-funestes à l'autorité

impériale. Rien ne lui parut donc plus essentiel que d'étouffer promptement des opinions qui pouvaient former entre les princes de l'Empire une ligue redoutable, dont les liens seraient plus puissants que ceux qui les soumettaient à sa suprématie ; il résolut donc de faire servir à l'affermissement de son pouvoir un zèle constant pour la vraie religion, dont il était le protecteur naturel.

Dans cette pensée, dès qu'il avait entrevu l'occasion de traiter d'un accommodement avec le pape, il avait convoqué à Spire une diète de l'Empire, dont l'objet fut de délibérer sur l'état actuel de la religion. Le décret de la diète qui s'y était tenue en 1526 établissait à peu près la tolérance des opinions de Luther, et avait par là choqué le reste de la chrétienté. Il fallait pourtant beaucoup d'art et une conduite délicate pour procéder à une décision plus rigoureuse contre les novateurs ; car l'hérésie avait gagné des partisans assez puissants et assez dévoués pour qu'on pût craindre qu'une décision trop sévère de la diète n'allumât en Allemagne une guerre de religion. Dans cette crainte, tout ce que l'archiduc et les autres députés de l'Empereur demandèrent à la diète, fut donc d'enjoindre aux États de l'Empire qui avaient jusqu'alors obéi au décret de la diète de Worms, lancé contre Luther en 1524, de continuer à s'y conformer ; de défendre aux autres États de faire à l'avenir aucune innovation dans la religion ; et de ne point ôter aux catholiques le libre exercice de leur religion avant la convocation du concile général. Après bien des dé-

bats, ce décret passa à la pluralité des voix. Quelque modéré que fût cet édit, il ne laissa pas de trouver des contradicteurs.

L'électeur de Saxe, le marquis de Brandebourg, le landgrave de Hesse, les ducs de Lunebourg, le prince d'Anhalt avec les députés de quatorze villes libres ou impériales, firent contre ce décret une protestation solennelle, par laquelle ils le déclaraient injuste et impie. De là vint le nom de *protestants*, qui depuis a été donné indistinctement à toutes les sectes qui se sont séparées de l'Église catholique.

Les luthériens n'en restèrent pas là : ils envoyèrent des ambassadeurs en Italie pour porter leur protestation à l'Empereur; il la rejeta comme une œuvre de faction.

(1530) Tels étaient les sentiments dans lesquels l'Empereur partit d'Italie pour l'Allemagne, ayant déjà indiqué à Augsbourg la diète de l'Empire. Il fit son entrée publique dans cette ville avec une pompe extraordinaire, et y trouva une assemblée qui, par l'éclat et le nombre de ses membres, répondait à l'importance des affaires qu'on devait y traiter. On eût dit que sa présence avait communiqué à tous les partis un esprit nouveau de modération et de tendance pacifique. L'électeur de Saxe ne voulut pas permettre à Luther de l'accompagner à la diète, et les princes protestants défendirent aux théologiens qui les accompagnaient de prêcher en public tant qu'ils résideraient à Augsbourg. Par les mêmes raisons, ils choisirent Mélanchthon, celui des réformateurs

qui, avec le plus de science, avait aussi le plus de calme, pour dresser leur confession de foi dans les termes les moins choquants pour les catholiques. Mélanchthon se chargea de cette mission ; le symbole qu'il composa, connu sous le nom de Confession d'Augsbourg, fut lu publiquement devant la diète. Des théologiens catholiques furent nommés pour l'examiner ; ils proposèrent leurs critiques, la dispute s'engagea entre eux et Mélanchthon, soutenu de quelques-uns de ses partisans. Les plus habiles des théologiens orthodoxes réfutèrent la confession luthérienne article par article, après s'être assurés qu'on n'avait plus rien à leur objecter. Mais le parti était pris, il en eût trop coûté à l'amour-propre et à l'orgueil des hérétiques de s'avouer vaincus.

Les princes, auxquels Charles s'adressa ensuite, ne se montrèrent pas plus disposés que les théologiens à renoncer à leurs opinions. Ils ne restait plus à l'Empereur d'autre parti à prendre que d'exercer son pouvoir, pour défendre par quelque acte de vigueur la doctrine et l'autorité de l'Église. La diète, cédant à son avis, donna un décret qui condamnait la plupart des opinions soutenues par les protestants, défendait à toute personne de protéger ou de tolérer ceux qui les enseignaient, enjoignait l'exacte observation du culte établi, et défendait toute innovation pour l'avenir sous des peines sévères. Ceux qui refuseraient de concourir à l'exécution de ce décret étaient déclarés incapables d'exercer les fonctions de juges ou de paraître comme parties à la chambre impériale,

qui était la cour souveraine de l'Empire. Il fut encore arrêté qu'on s'adresserait au pape, pour le requérir de convoquer, dans le délai de six mois, un concile général dont les décisions souveraines pussent terminer toutes les disputes.

La rigueur de ce décret atterra les protestants. Mélanchthon en fut accablé; mais Luther ne se laissa ni effrayer ni déconcerter. Il raffermit le courage ébranlé des princes protestants, et les détermina à s'assembler à Smalkalde, théâtre ordinaire de leurs conventicules. Là, ils conclurent une ligne défensive, par laquelle les États protestants de l'Empire s'unissaient pour ne former qu'un corps; ils résolurent de s'adresser aux rois de France et d'Angleterre, et d'implorer leur secours et leur appui en faveur de leur nouvelle confédération.

Une affaire qui n'avait aucun rapport à la religion leur fournit un prétexte pour rechercher l'assistance des princes étrangers. Charles avait formé le projet de rendre la couronne impériale héréditaire dans sa famille, en faisant élire son frère Ferdinand roi des Romains. Les protestants pénétrèrent les desseins ambitieux de l'Empereur, et résolurent de s'opposer à l'élection de l'Empereur.

(1531) En conséquence l'électeur de Saxe, au lieu de se rendre à l'assemblée des électeurs convoquée à Cologne, y envoya son fils aîné, qui protesta contre l'élection, comme étant faite contre toutes les formes et toutes les lois, contraire aux articles de la bulle d'or, et destructive des libertés de l'Empire. Mais

les autres électeurs, que Charles avait gagnés, élurent Ferdinand roi des Romains, et il fut, quelques jours après, couronné à Aix-la-Chapelle.

Lorsque les protestants, qui s'étaient assemblés une seconde fois à Smalkalde, reçurent la nouvelle de cette élection, avec celle de quelques procédures que la chambre impériale commençait contre eux, à raison de leurs principes anticatholiques, ils crurent nécessaire d'envoyer immédiatement des ambassadeurs en France et en Angleterre. François voyait avec une grande jalousie le succès de son rival; mais sa nation était trop épuisée pour qu'il pût songer à la précipiter dans une nouvelle guerre. Il fit d'abord exhorter ces princes à rentrer dans l'ancienne religion: il se contenta de fomenter en secret les troubles qui agitaient l'Allemagne, et de conclure une alliance avec les chefs protestants, tout en ayant soin de ne pas paraître appuyer l'erreur. Le roi d'Angleterre était animé d'un vif ressentiment contre Charles, parce qu'il pensait que c'était lui qui avait déterminé le pape à s'opposer à son divorce; toutefois, occupé de ses affaires intérieures, il se contenta de donner des promesses vagues, et d'envoyer un médiocre secours d'argent aux confédérés de Smalkalde.

(1532) Cependant l'Empereur était chaque jour plus convaincu que ce n'était pas encore le moment d'employer la rigueur et la violence pour extirper l'hérésie. Il songea donc à conclure un arrangement avec les princes mécontents, et commença des né-

gociations avec l'électeur de Saxe et ses asssociés. Après bien des difficultés, on convint enfin à Nuremberg des termes d'une pacification qui fut ratifiée solennellement à la diète de Ratisbonne. Il y fut stipulé qu'il y aurait une paix générale en Allemagne jusqu'au concile œcuménique, dont l'empereur tâcherait d'assurer la convocation dans l'espace de six mois.

Charles apprit peu de temps après que Soliman était entré en Hongrie à la tête de trois cent mille hommes ; cette nouvelle hâta les délibérations de la diète. En vain l'Empereur avait invité les protestants à joindre leurs forces aux siennes ; ils s'étaient montrés déterminés à sacrifier la patrie au fanatisme et à la vengeance. Quand ils eurent obtenu ce qu'ils désiraient, ils marquèrent leur reconnaissance à l'Empereur, le servirent avec un zèle extraordinaire, et mirent en campagne plus de troupes qu'ils n'étaient obligés d'en fournir. Les catholiques ayant imité leur exemple, Vienne vit rassembler près de ses murs une des plus grandes et des plus belles armées qui eussent jamais été levées en Allemagne. De vieilles troupes espagnoles et italiennes, qui arrivèrent des Pays-Bas, portèrent cette armée à quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie régulière et à trente mille chevaux, sans compter un grand nombre de corps francs. L'Empereur voulut commander en personne cette masse formidable, et l'Europe en suspens attendit l'issue d'une bataille décisive entre les deux plus grands princes du

monde ; mais redoutant mutuellement leurs forces et leurs succès antérieurs, ils se conduisirent tous les deux avec tant de circonspection, que cette campagne, après des préparatifs immenses, finit sans aucun événement mémorable. Soliman, voyant l'impossibilité d'obtenir aucun avantage sur un ennemi toujours attentif et sur ses gardes, retourna à Constantinople vers la fin de l'automne. Dans un siècle si belliqueux, où tout gentilhomme était soldat et tout prince général, il est à remarquer que ce fut la première fois que Charles parut à la tête de ses troupes, quoiqu'il eût déjà soutenu de si longues guerres et remporté tant de victoires. Ce ne fut pas un honneur médiocre pour lui que d'avoir osé, pour le premier essai de ses armes, se mesurer avec Soliman, et il ajouta à sa gloire par l'habileté de ses opérations.

Vers le commencement de cette campagne mourut Jean, électeur de Saxe, prince luthérien ; il fut remplacé par son fils, Jean-Frédéric. Le nouvel électeur, que Luther, par flatterie, honorait du titre de Mécène de sa doctrine, n'était pas moins attaché aux opinions nouvelles que ses prédécesseurs : il prit leur place à la tête du parti protestant.

Immédiatement après la retraite des Turcs, Charles, impatient de revoir l'Espagne, partit pour ce royaume et prit sa route par l'Italie. Il eut encore une entrevue avec le pape à Bologne ; mais la confiance n'existait plus entre eux. Clément était mécontent des concessions que l'Empereur avait

faites aux hérétiques ; l'Empereur pressait vivement le pape de convoquer un concile général ; le souverain pontife insistait sur le lieu du concile, et ne voulait pas qu'on le tînt hors de l'Italie. Cependant il députa un nonce vers l'électeur de Saxe, pour convenir du lieu de l'assemblée et de la forme des opérations ; mais il fut impossible de s'entendre sur ces préliminaires.

L'Empereur voulut pourvoir à la sûreté de l'Italie, en formant entre les puissances de ce pays une ligue défensive contre toute agression, laquelle serait prête à lever à ses frais, contre toute apparence de danger, une armée dont Antoine de Lève serait nommé généralissime. Il s'embarqua ensuite sur les galères de Doria, et arriva à Barcelone.

Malgré toutes les précautions qu'il venait de prendre, il n'était pas sans inquiétude sur le maintien du système qu'il venait d'établir en Italie. En effet, le désespoir seul et la nécessité avaient pu déterminer François Ier à accepter les conditions déshonorantes du traité de Cambrai. Il était bien résolu à ne l'observer que tant qu'il ne pourrait pas faire autrement ; c'est pourquoi il avait à cœur de rompre l'alliance qui existait entre l'Empereur et le souverain pontife. Il eut une entrevue avec ce dernier à Marseille ; et, pour resserrer l'alliance qu'il contracta avec lui, il maria son second fils, le duc d'Orléans, à Catherine, fille de Laurent de Médicis, cousin de Clément.

A cette époque, Henri VIII se dégoûta de son

épouse, Catherine d'Aragon, à laquelle il n'avait rien à reprocher, et demanda au pape de rompre une union qui contrariait sa passion pour la fameuse Anne de Boulen. Le consistoire convoqué par le pape déclara indissoluble le mariage du roi d'Angleterre. Ce prince, irrité, résolut de rompre avec le saint-siége, et il prit le titre fastueux de chef terrestre et suprême de l'Église anglicane, séparant de l'unité catholique ces îles nommées autrefois la Terre des Saints. La passion honteuse d'un prince donne naissance à la réforme anglaise, et lui imprime une flétrissure originelle que le temps ne saurait effacer.

Peu de temps après la sentence qu'il avait rendue contre Henri, Clément VII tomba dans une maladie de langueur qui mit promptement un terme à son pontificat et à sa vie. Le jour même où les cardinaux entrèrent au conclave, ils élevèrent au trône papal Alexandre Farnèse, doyen du sacré collége et le plus ancien des cardinaux, lequel prit le nom de Paul III.

L'élection de ce nouveau pontife, attaché aux intérêts de l'Empereur, força François à ajourner l'exécution de ses projets sur l'Italie; mais, tandis qu'il épiait le moment de recommencer une guerre qui lui avait déjà été si fatale, un événement d'une nature très-singulière se passait en Allemagne. Parmi les sectes nombreuses auxquelles les innovations de Luther donnèrent naissance, il faut placer les anabaptistes, qui propagèrent surtout leurs erreurs dans les Pays-Bas et dans la Westphalie. Le plus re-

marquable de leurs dogmes religieux regardait le sacrement du baptême : ils soutenaient qu'on ne devait l'administrer qu'aux personnes qui avaient atteint l'âge de raison, et qu'il ne fallait pas le donner par aspersion, mais par immersion. En conséquence, ils condamnaient le baptême des enfants, et rebaptisaient tous ceux qui entraient dans leur société : c'est de là que leur secte a reçu son nom. Ils voulaient aussi anéantir toute distinction de naissance, de rang et de fortune, mettre tous les biens en commun, abolir toutes les magistratures, et autoriser la polygamie.

Quelques prétendus prophètes appartenant à cette secte prêchaient leur doctrine à Munster, ville impériale de Westphalie. Ils échouèrent dans leurs premiers efforts ; mais ayant appelé secrètement un grand nombre de leurs associés répandus dans les contrées voisines, ils se saisirent pendant la nuit de l'arsenal et de l'hôtel du sénat, et, s'étant armés d'épées nues, se mirent à parcourir les rues avec des hurlements horribles. Les sénateurs, la noblesse et la plus grande partie des citoyens, catholiques et protestants, s'enfuirent dans le plus grand désordre et abandonnèrent leur ville à cette foule frénétique. Matthias, boulanger de Harlem, et apôtre anabaptiste, devint le maître absolu de la ville ; il fit piller les églises et détruire leurs ornements ; il enjoignit ensuite de brûler tous les livres et de ne conserver que la Bible ; il confisqua les biens de ceux qui s'étaient enfuis ; il ordonna enfin que chaque ha-

bitant lui apportât tout ce qu'il avait d'or, de bijoux et d'objets précieux, pour être déposé dans un trésor public qui devait pourvoir aux besoins communs. Il ordonna à tous les citoyens de sa nouvelle république de manger ensemble à des tables dressées en public, et régla les mets qu'on devait servir chaque jour. Il prit ensuite de prudentes mesures pour former des magasins, réparer les fortifications de la ville, et faire des soldats de ses disciples. Il écrivait en même temps aux anabaptistes des Pays-Bas de se rendre à Munster, qu'il qualifiait du nom de *Montagne de Sion*, afin d'en sortir, disait-il, pour soumettre à leur puissance toutes les nations de la terre.

Cependant l'évêque de Munster avait assemblé une armée considérable et s'avançait pour assiéger la ville. A son approche, Matthias en sortit à la tête de quelques troupes choisies, attaqua un des quartiers de son camp, le força, et, après l'avoir rempli de carnage, rentra dans la ville chargé de dépouilles. Enivré de ce succès, il parut le lendemain devant le peuple, une lance à la main, et déclara qu'à l'exemple de Gédéon, il irait, avec une poignée de soldats, exterminer l'armée des impies. Trente personnes qu'il nomma le suivirent sans balancer dans cette entreprise extravagante et allèrent se précipiter sur les ennemis avec une rage insensée : ils furent tous mis en pièces sans qu'il en échappât un seul. La mort du prophète jeta la consternation dans le cœur de ses disciples ; mais un de ses compagnons, Jean Boccold de Leyde, précédemment

garçon tailleur, prit sa place et trouva le moyen de rendre au peuple toute sa confiance et tout son aveuglement. Toutefois il se contenta de faire une guerre défensive ; mais s'il était plus prudent que son prédécesseur, il était aussi plus ambitieux. Après mille extravagances et mille infamies, qu'il disait inspirées du Ciel, il sut se faire donner toute l'autorité et même se faire proclamer roi. Dès ce moment, il déploya une grande pompe et un grand appareil : il avait une couronne d'or et les habits les plus somptueux. A l'un de ses côtés on portait une Bible, et de l'autre une épée nue. Il ne paraissait jamais en public sans une garde nombreuse ; il fit frapper de la monnaie avec son portrait, et créa des grands officiers de sa maison et de son royaume.

Parvenu au faîte du pouvoir, il commença à donner carrière à ses passions. Après avoir fait prêcher la nécessité et la légitimité d'avoir plusieurs femmes, il donna l'exemple de cette doctrine licencieuse en épousant à la fois trois femmes, dont une était la veuve de Matthias, femme d'une beauté extraordinaire. Il augmenta par degrés le nombre de ses femmes jusqu'à quatorze. A l'exemple de son prophète, la multitude s'abandonna sans réserve à la débauche la plus effrénée. Le divorce s'introduisit à la suite de la polygamie, et devint une nouvelle source de corruption. Enfin l'on vit, par un alliage monstrueux et presque incroyable, la débauche entée sur la religion, et tous les excès du libertinage accompagnés des austérités de la superstition.

Cependant les princes d'Allemagne envoyèrent à l'évêque de Munster des secours qui firent pousser le siége plus vivement. Depuis quinze mois les anabaptistes avaient établi leur domination à Munster ; ils avaient beaucoup souffert des fatigues de la guerre, et la disette les avait réduits à la dernière extrémité ; cependant ils ne voulaient pas entendre parler de capitulation. Enfin un déserteur indiqua un endroit faible et mal gardé par où l'armée s'introduisit dans la place. Les anabaptistes se firent presque tous massacrer ; Boccold, fait prisonnier, mourut dans les tortures.

(1535) Ce fut à cette époque que Charles-Quint entreprit de mettre un terme aux brigandages du célèbre Barberousse, qui s'était emparé du royaume d'Alger et de Tunis et infestait les mers de ses armements de pirates. L'Empereur réunit toutes les troupes allemandes, espagnoles et italiennes qui s'étaient distinguées dans les guerres précédentes, et partit avec l'élite de la noblesse espagnole et portugaise. Le pape fournit tout ce qui fut en son pouvoir pour le succès de cette entreprise, et l'ordre de Malte, éternel ennemi des infidèles, équipa aussi une flotte peu nombreuse, mais formidable par la valeur des chevaliers qu'elle portait. La flotte, composée de près de cinq cents navires, ayant à bord près de trente mille hommes de troupes réglées, partit de Cagliari le 16 juillet, et, après une heureuse navigation, prit terre à la vue de Tunis.

Barberousse, de son côté, s'était habilement pré-

paré à repousser cette attaque formidable ; il avait appelé des forces de tous côtés, et avait jeté six mille de ses soldats turcs, sous le commandement de Sinan, renégat juif, dans le fort de la Goulette. L'Empereur fit attaquer ce fort de trois côtés en même temps par les Espagnols, les Italiens et les Allemands, divisés en trois corps distincts. Malgré la résistance habile et courageuse de Sinan, le fort fut emporté dans un assaut général ; les débris de la garnison parvinrent à regagner Tunis. La prise de ce fort rendit l'Empereur maître de la flotte de Barberousse et de trois cents canons en fonte.

Le pirate ne se montra que plus déterminé à se défendre ; mais, ne pouvant espérer de tenir longtemps à Tunis, il résolut de sortir des murs et de confier sa destinée aux chances d'une bataille ; il voulait commencer par massacrer dix mille esclaves chrétiens qu'il tenait enfermés dans Tunis, et dont il craignait la révolte ; mais ses officiers le détournèrent de cet abominable projet.

Cependant l'Empereur s'avançait vers Tunis ; les Arabes et les Mores de Barberousse se précipitèrent sur l'armée chrétienne, mais leur impétuosité indisciplinée vint se briser contre la tactique régulière des Européens, et Barberousse, après des efforts inouïs pour les ramener au combat, fut entraîné dans leur retraite vers Tunis. Il trouva cette ville dans la plus grande confusion. Les habitants se sauvaient en foule, et les esclaves chrétiens, ayant corrompu deux de leurs gardes, s'étaient em-

parés de la citadelle. Barberousse, furieux et désespéré, se retira vers Bone, se reprochant la faiblesse qu'il avait eue de céder à ses officiers et d'épargner les esclaves.

L'Empereur, ignorant l'étendue de son succès, s'avançait lentement vers Tunis, lorsqu'il reçut un envoyé des esclaves délivrés, et ceux des habitants qui lui apportaient les clefs de la ville. Aussitôt les soldats fondirent sur la ville, et déjà il était trop tard pour réprimer leur cruauté, leur avarice et leur licence. Tunis fut en proie à tous les outrages et à tous les excès que le soldat peut commettre dans une ville prise d'assaut. Plus de trente mille habitants périrent, et dix mille furent emmenés en esclavage.

Cette expédition éleva l'Empereur au comble de la gloire, et fit de cette époque la plus éclatante de tout son règne. La renommée de Charles éclipsa alors celle des autres monarques de l'Europe. Tandis que tous ces princes ne s'occupaient que d'eux-mêmes et de leurs intérêts particuliers, il se montra digne de remplir le rang de premier prince de la chrétienté, en paraissant ne songer qu'à défendre l'honneur du nom chrétien et à assurer le bien-être et la tranquillité de toute l'Europe.

LIVRE VI

Cause d'une nouvelle guerre entre l'Empereur et François Ier. — L'armée française s'empare de la Savoie. — Genève recouvre sa liberté. — L'Empereur entre dans Rome. — Sa déclamation contre son rival. — Charles-Quint entre en France. — Plan de François Ier pour défendre son royaume. — Retraite de l'armée impériale. — Mort du Dauphin. — Arrêt du parlement contre Charles-Quint. — Campagne des Pays-Bas. — Trêve de Nice. — Entrevue de Charles-Quint et de François Ier. — Soulèvement de la ville de Gand. — Charles-Quint traverse la France. — Sa mauvaise foi. — Punition des Gantois. — Fondation des jésuites. — Constitutions de cet ordre. — Conférences entre les catholiques et les protestants. — Diète de Ratisbonne. — Expédition de Charles-Quint contre Alger. — Désastres de son armée et de sa flotte.

(1535) Malheureusement pour la réputation de François Ier, la conduite qu'il tint alors parut à ses contemporains former un contraste frappant avec celle de son rival. Ils ne lui pardonnaient pas de profiter du moment où l'Empereur avait tourné toutes ses forces contre l'ennemi commun, pour faire revivre ses prétentions sur l'Italie et replonger l'Europe dans une nouvelle guerre. En effet, François ne cessait d'inspirer aux autres princes de l'Europe la défiance et la jalousie qu'il ressentait contre l'empereur. Il réussit particulièrement à exciter contre Charles, François Sforce, qui devait, il est vrai, le duché de Milan à l'Empereur, mais à des conditions tellement dures, qu'elles le rendaient son vassal et son tributaire. François accrédita secrètement un

ambassadeur auprès de ce prince. Charles, ayant eu connaissance de ces négociations, en adressa de sévères reproches à Sforce, et celui-ci s'empressa de lui donner une satisfaction qui le déshonora. Il trouva le moyen d'engager l'ambassadeur français dans une querelle avec un domestique du duc : le Français tua son adversaire; mais on l'arrêta aussitôt, on lui fit son procès, et on lui trancha la tête. François, indigné de la violation du caractère des ambassadeurs, porta ses plaintes à l'Empereur. N'en ayant reçu aucune satisfaction, il en appela à tous les princes de l'Europe ; aucun d'eux ne se montra disposé à le seconder. Il s'adressa donc aux princes protestants qui formaient la ligue de Smalkalde, mais ils refusèrent de se joindre à lui, parce qu'il venait de les mécontenter en faisant punir avec la dernière rigueur quelques-uns de ses sujets qui avaient eu l'audace d'afficher aux portes du Louvre des placards contenant des satires indécentes contre les dogmes et les cérémonies de l'Église catholique. Le roi de France avait en même temps déclaré publiquement que si une de ses mains était infectée d'hérésie, il la couperait avec l'autre, et qu'il n'épargnerait pas même ses propres enfants s'il les trouvait coupables de ce crime.

Quoique François se trouvât réduit à ses propres forces, il n'en donna pas moins à son armée l'ordre de s'avancer vers les frontières de l'Italie. Pour ne pas laisser derrière lui un pays gouverné par un prince dévoué à l'Empereur, il commença par en-

vahir la Savoie, qu'il conquit tout entière, à la réserve du Piémont. La ville de Genève profita de cette circonstance pour reconquérir son indépendance. Le duc de Savoie n'avait plus de ressource que dans la protection de l'Empereur, mais celui-ci n'était guère en état de le secourir efficacement: son armée d'Afrique était licenciée, et son trésor épuisé. La mort de François Sforce, qui arriva à cette époque, vint donner à l'Empereur le temps de se préparer à la guerre : en effet, François, qui n'avait cédé le Milanais qu'à Sforce et à ses enfants, fit renaître ses prétentions sur ce duché; mais il se contenta de négocier à ce sujet, au lieu de profiter de l'occasion qui lui était offerte de se saisir de cette province. Cependant l'Empereur s'était emparé du duché comme d'un fief de l'Empire; il feignait de reconnaître les droits du roi de France; mais il prolongeait les pourparlers et faisait naître des difficultés, et pendant ce temps il réunissait des forces et se mettait en état de soutenir la guerre.

Enfin l'Empereur vint à Rome, et y fit son entrée publique avec la plus grande magnificence. Les ambassadeurs français ayant vivement demandé une réponse à leurs réclamations, il annonça qu'il la leur donnerait le lendemain, en présence du pape et des cardinaux assemblés en plein consistoire. A cette réunion l'Empereur prit la parole, et, s'adressant au pape, il s'étendit d'abord sur son aversion pour la guerre et pour les maux qu'elle entraîne; il se plaignit de l'infatigable et injuste ambition du roi de

France; il l'accusa d'avoir violé les traités, et déclara qu'il n'y avait plus entre eux ni amitié ni réconciliation possible. « Mais, ajouta-t-il, ne prodiguons pas le sang de nos sujets innocents; décidons notre querelle d'homme à homme avec les armes qu'il jugera à propos de choisir, et à nos risques et périls, dans une île, sur un pont, ou à bord d'un galère amarrée sur une rivière; que le duché de Bourgogne soit mis en dépôt de sa part, et celui de Milan de la mienne, et qu'ils soient le prix du vainqueur; unissons ensuite les forces de l'Allemagne, de l'Espagne et de la France pour abaisser la puissance ottomane, et pour extirper l'hérésie du sein de la chrétienté. Mais si François refuse de terminer par cette voie tous nos différends, s'il rend la guerre inévitable, rien alors ne pourra m'empêcher de la pousser jusqu'à ce que l'un de nous deux soit réduit à n'être que le plus pauvre gentilhomme de ses propres États; et je ne crains pas que ce malheur m'arrive. »

L'Empereur avait prononcé sa longue harangue d'un ton impérieux et dans les termes les plus véhéments; un des ambassadeurs français ayant voulu prendre à son tour la parole, il l'interrompit brusquement. Le pape prononça quelques paroles pathétiques pour engager les princes au maintien de la paix, et l'assemblée se sépara encore pénétrée de la surprise occasionnée par cette scène singulière. Une bravade si peu digne du premier monarque de la chrétienté lui avait sans doute été inspirée par

l'enivrement de ses succès, et les louanges outrées dont il était entouré avaient fini par lui persuader qu'il était invincible. Cependant il parut vouloir adoucir le sens de ses paroles dans une entrevue qu'il accorda le lendemain aux ambassadeurs français. Quelque insuffisante que fût cette réparation pour une offense aussi solennelle et aussi inattendue, le roi de France n'en continua pas moins de négocier, et Charles de le tromper par de fausses espérances d'accommodement; il gagna ainsi du temps pour se mieux préparer à l'exécution de ses projets.

(1536) A la fin, l'armée impériale, composée de quarante mille hommes d'infanterie et de dix mille chevaux, s'assembla sur les frontières du Milanais. Celle de France était dans le Piémont; mais, se trouvant inférieure en nombre, et affaiblie encore par la retraite des Suisses, que Charles avait détachés de l'alliance française, elle se vit obligée de reculer à mesure que l'ennemi avançait. Charles ne voulait pas seulement reconquérir la Savoie, il avait l'intention d'envahir la France; et, tandis qu'il l'attaquerait d'un côté, il voulait que Ferdinand, son frère, pénétrât dans la Champagne et la Picardie: les supplications de ses principaux officiers ne purent le déterminer à abandonner ce plan téméraire. Le marquis de Saluces, que le roi avait chargé de défendre le Piémont, favorisa les projets de Charles en trahissant honteusement son souverain et en ouvrant aux ennemis l'entrée de sa patrie. Il n'eût

fallu aux Impériaux, pour réduire le Piémont, que le temps de le traverser, si Montpezat, gouverneur de Fossano, par un effort extraordinaire de courage et d'habileté, ne les eût arrêtés presque un mois entier devant cette petite place.

Cet important service, rendu si à propos, donna à François le temps de rassembler ses forces et de combiner un plan de défense contre des dangers qui lui parurent alors inévitables. Ce prince s'arrêta au seul plan qui pouvait le mettre en état de résister à l'invasion d'un ennemi puissant; sa prudence dans le choix des moyens et sa persévérance dans l'exécution méritent d'autant plus d'éloges, que ce plan n'était pas plus conforme à son caractère qu'au génie de la nation. Il résolut de rester sur la défensive, de ne hasarder aucune bataille, à moins que le succès n'en fût assuré, d'environner son camp de fortifications régulières, de ne jeter de garnisons que dans les plus fortes places, d'affamer l'ennemi en ravageant tout le pays environnant, et de sauver le royaume en sacrifiant une de ses provinces. Il abandonna l'exécution de ce projet au maréchal de Montmorency, qui l'avait conçu et que la nature semblait avoir fait naître exprès pour l'exécuter. Hautain, sévère, inexorable, plein de confiance en ses talents et de dédain pour ceux des autres, également insensible à l'amour et à la pitié, jamais Montmorency n'abandonna la résolution qu'il avait une fois embrassée.

Le maréchal établit un camp sous les murs d'A-

vignon, au confluent du Rhône et de la Durance, et s'attacha à le rendre inexpugnable. Le roi, avec un autre corps de troupes, alla camper près de Valence, plus haut en remontant le Rhône. Marseille et Arles furent les seules villes qu'il jugea à propos de défendre; il y mit de fortes garnisons et des officiers sur lesquels il pouvait compter. On força les habitants des campagnes ainsi que des autres villes à abandonner leurs maisons, et on les distribua en partie dans les montagnes, en partie dans le camp ou dans l'intérieur du royaume. Les fortifications qui auraient pu servir de retraite et de défense à l'ennemi furent démolies. Les grains, les fourrages et les provisions de toute espèce furent enlevés ou anéantis sur les lieux ; tous les moulins, tous les fours furent détruits, et les puits comblés ou mis hors d'état de servir. La dévastation s'étendait depuis les Alpes jusqu'à Marseille, et du rivage de la mer jusqu'aux confins du Dauphiné. L'histoire ne fournit pas d'exemple de ces moyens terribles employés avec la même rigueur.

Cependant l'Empereur arriva avec son armée sur les frontières de la Provence, et il était encore tellement enivré de l'espérance du succès, qu'il distribuait d'avance à ses officiers les conquêtes qu'il allait faire. Mais, à l'aspect de la dévastation qui s'offrit à ses yeux, ses espérances commencèrent à s'évanouir. La flotte de laquelle Charles attendait la subsistance de son armée fut retardée par les vents, et quand elle arriva elle n'avait pas assez de vivres.

Charles était également embarrassé et sur l'emploi qu'il devait faire de ses troupes, et sur les moyens de les nourrir. Il voulut d'abord attaquer le camp; ses officiers déclarèrent l'entreprise impraticable. Il investit Marseille et Arles; mais Montmorency resta immobile dans son camp, et les Impériaux furent reçus avec tant de vigueur par les garnisons des deux villes, qu'ils abandonnèrent leur entreprise, non sans perte et sans honte. Enfin l'Empereur fit un dernier effort contre Avignon, et cette dernière tentative fut aussi malheureuse que les autres.

Pendant ces opérations, Montmorency eut plus à se défendre de ses propres troupes que de l'ennemi même; officiers et soldats murmuraient hautement contre sa constance, qu'ils traitaient d'entêtement et d'orgueil. A la fin, François vint le joindre au camp d'Avignon; d'autres renforts avaient grossi l'armée, et le roi pensait qu'elle était maintenant en état de faire face à l'ennemi. Il est probable que sa passion pour les entreprises d'éclat, excitée par l'impatience de ses soldats, l'eût emporté sur la sage conduite de Montmorency; heureusement la retraite de l'ennemi délivra le royaume du danger où pouvait l'exposer quelque résolution téméraire. L'Empereur, après avoir passé deux mois en Provence, fut obligé d'en sortir sans avoir rien fait pour sa gloire, et après avoir perdu la moitié de ses troupes par les maladies et la famine. Les Français ne s'aperçurent pas immédiatement

de sa retraite ; mais un corps de troupes légères et des bandes de paysans avides de vengeance s'attachèrent à l'arrière-garde, dans laquelle ils jetèrent plus d'une fois la confusion. Le plus grand désordre régna dans cette fuite, et l'armée impériale eût été complétement détruite, si Montmorency n'eût persévéré un peu trop longtemps dans le système de défensive qui assura le salut de la France.

L'Empereur ne voulut pas visiter de nouveau, après ce revers humiliant, les villes d'Italie qu'il venait de traverser dans tout l'éclat d'un monarque triomphant qui marche à de nouvelles conquêtes. Il s'embarqua à Gênes pour se rendre directement en Espagne. Ses armes n'avaient pas été plus heureuses sur les autres frontières de la France. Le roi des Romains, abandonné par une grande partie des princes protestants d'Allemagne, avait été obligé de renoncer à l'invasion de la Champagne. L'armée des Pays-Bas était entrée en Picardie; mais la noblesse avait couru aux armes avec ardeur, et Péronne s'était si bien défendu, que les ennemis avaient été obligés de se retirer sans avoir fait aucune conquête importante.

Un événement imprévu vint empoisonner la joie que donnait à François le succès de cette campagne. Le dauphin, son fils aîné, prince de la plus grande espérance et fort aimé des peuples, mourut subitement, et sa fin prématurée fut attribuée au poison. Le comte Montecuculli, échanson du jeune prince, fut accusé sur quelques soupçons et appliqué à la

torture. Il chargea publiquement les généraux de l'Empereur, et jeta quelques inculpations indirectes sur Charles lui-même. Toutefois les protestations de l'Empereur, l'absence de tout intérêt de sa part, et son caractère, doivent faire considérer cette imputation comme une calomnie.

(1537) L'année suivante s'ouvrit par un fait fort extraordinaire, quoique peu important par lui-même. François, accompagné des pairs et des princes du sang, ayant été prendre place au parlement de Paris avec les formalités usitées, l'avocat général se leva, et, après avoir accusé Charles d'Autriche (c'est le nom qu'il affecta de donner à l'Empereur) d'avoir violé le traité de Cambrai, dit que ce traité devait être regardé comme non avenu, et que, par conséquent, Charles devait hommage à la couronne de France pour les comtés de Flandre et d'Artois. Il l'accusa ensuite de rébellion pour avoir porté les armes contre son souverain. Le parlement admit cette singulière requête, on cita Charles, et comme il ne comparut pas, le parlement déclara la Flandre et l'Artois réunis à la couronne.

François, presque aussitôt après ce vain étalage de ressentiment, marcha vers les Pays-Bas, comme pour exécuter l'arrêt du parlement. La reine de Hongrie, à qui l'Empereur son frère avait confié le gouvernement de cette partie de ses États, n'était pas préparée à cette invasion; François fit donc d'abord quelques progrès; mais les Flamands levèrent ensuite des forces considérables, et une

grande bataille allait être livrée, lorsqu'une trêve pour les Pays-Bas fut conclue par l'influence des deux sœurs, la reine de France et celle de Hongrie, qui ne cessaient de travailler à réconcilier les deux monarques. La guerre continuait avec vivacité dans le Piémont, mais les deux reines parvinrent encore à faire conclure une trêve de ce côté. Leurs efforts conciliants étaient secondés par l'épuisement des forces des deux ennemis ; l'Empereur était d'ailleurs effrayé de l'alliance que François venait de contracter avec Soliman, dont les flottes vinrent, en conséquence de ce traité, ravager l'Italie, et qui faisait chaque jour en Hongrie de nouveaux progrès. Quoique les deux adversaires consentissent à une suspension d'armes, leurs plénipotentiaires ne purent parvenir à s'entendre lorsqu'il fut question de régler les articles d'un traité définitif. Tout ce qu'ils purent faire, ce fut de prolonger la trêve pour quelques mois.

(1538) Le pape, espérant être plus heureux, prit sur lui le fardeau des négociations, avec l'espoir de réunir les monarques chrétiens dans une ligue contre les Turcs et contre l'hérésie de Luther. Il proposa une entrevue à Nice entre les deux souverains, et offrit de s'y rendre lui-même comme médiateur. En voyant un pontife vénérable par son caractère et par son grand âge se résoudre à essuyer les fatigues d'un si long voyage, Charles ni François ne purent refuser l'entrevue. Ils se trouvèrent tous deux au lieu du rendez-vous ; mais il

s'éleva tant de difficultés sur le cérémonial, et il restait au fond de leur cœur tant de défiance et d'animosité, qu'ils refusèrent de se voir, et que tout se négocia par l'entremise du pape, qui les visitait tour à tour. Malgré tout son zèle, malgré la droiture de ses intentions et de sa conduite, il ne put venir à bout de lever les obstacles qui s'opposaient à un accommodement définitif, surtout en ce qui regardait la possession du Milanais. Enfin, pour n'avoir pas travaillé sans succès, il les fit consentir à une trêve de dix années aux mêmes conditions que la première. Chacun garda ce qu'il possédait, et le duc de Savoie se plaignit en vain d'un arrangement qui le privait de la presque totalité de ses États.

Quelques jours après la signature de la trêve, l'Empereur s'embarqua pour Barcelone ; mais les vents contraires le poussèrent vers l'île de Sainte-Marguerite, sur les côtes de la Provence. François, qui se trouvait assez près de là, en ayant eu avis, se fit un devoir d'offrir à l'Empereur un asile dans ses États, et lui proposa une entrevue particulière à Aigues-Mortes. L'Empereur s'y rendit ; et à peine avait-il jeté l'ancre, que François, se reposant de sa sûreté sur les sentiments d'honneur de son rival, lui rendit visite à bord de sa galère. Le lendemain, l'Empereur lui donna la même marque de confiance ; il débarqua à Aigues-Mortes avec aussi peu de précaution, et fut reçu avec la même cordialité. Ils échangèrent ainsi de nombreuses visites, et semblaient se disputer à qui témoignerait à l'autre plus

d'égards et d'amitié. Après vingt ans de guerre acharnée, après des injures et des provocations réciproques, une telle entrevue dut paraître bien singulière; mais l'histoire de ces deux monarques est pleine de contrastes aussi frappants et aussi brusques.

Peu de temps après la conclusion de la trêve de Nice, il arriva un événement qui fit connaître à toute l'Europe que l'Empereur avait poussé la guerre aussi loin que le lui avait permis la situation de ses affaires. Ses troupes, à qui il était dû un arriéré considérable de solde, se révoltèrent ouvertement et déclarèrent qu'elles se croyaient autorisées à ravir par la force ce qu'on leur retenait injustement. Cette sédition s'étendit sur tous les États de l'Empereur : les soldats du Milanais pillèrent le plat pays et firent trembler la capitale; la garnison de la Goulette menaça de livrer ce fort à Barberousse; de toutes parts les troupes commirent les plus grands désordres. Enfin les généraux de l'Empereur parvinrent à calmer cette émeute et licencièrent la plus grande partie des troupes, n'en conservant que ce qu'il en fallait pour les garnisons des places principales et pour protéger les côtes contre les insultes des Turcs.

Dans le même temps à peu près, les bourgeois de Gand se révoltèrent contre le gouvernement de l'Empereur. Cependant, comme ils sentaient la nécessité de s'assurer un puissant protecteur, ils prirent le parti d'offrir à François de le reconnaître

pour souverain, et même de l'aider à reconquérir dans les Pays-Bas toutes les provinces qui avaient autrefois appartenu à la France. C'était une bien belle occasion d'humilier Charles ; mais François, qui nourrissait toujours l'espoir de voir un de ses fils investi du Milanais, rejeta leurs propositions et poussa la générosité jusqu'à instruire l'Empereur de tout ce qui s'était passé entre lui et les rebelles. Cette déclaration délivra Charles d'une grande crainte, et lui donna l'idée de demander à François la permission de traverser la France pour se rendre dans les Pays-Bas. Tous ses conseillers désapprouvèrent unanimement cette idée ; mais l'Empereur connaissait mieux qu'eux le caractère de son rival : il envoya donc à Paris son principal ministre, chargé de demander au roi l'autorisation de passer sur ses États, en lui promettant que l'affaire du Milanais se terminerait bientôt à sa satisfaction. François se laissa éblouir par l'idée d'accabler son ennemi d'actes de générosité, et consentit à tout ce qu'on lui demandait.

(1539) Charles, pour qui les moments étaient précieux, partit aussitôt, malgré les soupçons et les alarmes de ses sujets espagnols, n'ayant qu'un cortége peu nombreux mais très-brillant, composé d'environ cent personnes. Il fut reçu à Bayonne par le dauphin et le duc d'Orléans, qui lui offrirent d'aller en Espagne pour servir d'otages jusqu'à son retour. Charles rejeta leurs offres, disant que l'honneur du roi était un garant suffisant de sa sûreté.

Toutes les villes qu'il traversa déployèrent à l'envi la plus grande magnificence, et le roi alla à sa rencontre jusqu'à Châtellerault. Les deux souverains firent ensemble leur entrée solennelle à Paris, et l'Empereur resta pendant six jours dans cette ville, au milieu de toutes les fêtes qu'on put imaginer pour l'amuser. Cependant le sentiment de sa propre fausseté le remplissait d'inquiétudes, et il témoignait une extrême impatience de se rendre dans les Pays-Bas, où il parvint entouré des mêmes honneurs qu'il avait reçus sur tout son passage.

Dès que Charles fut arrivé dans ses États, les ambassadeurs de France le sommèrent d'accomplir sa parole et d'accorder l'investiture de Milan; mais il demanda de nouveaux délais, tout en renouvelant les promesses qu'il avait faites si souvent. Cependant les Gantois, consternés de leur isolement, se soumirent à Charles, qui ne les en punit pas moins sévèrement. Vingt-six des principaux citoyens furent mis à mort, un plus grand nombre fut banni; la ville fut déchue de tous ses priviléges, ses revenus furent confisqués, de nouvelles lois lui furent imposées, et ses habitants durent payer la construction d'une citadelle destinée à les tenir dans la soumission.

Charles commença aussitôt à dévoiler l'imposture dont il avait usé envers François. D'abord il éluda les demandes des ambassadeurs français, et enfin, poussé à bout, il refusa positivement de se dépouiller d'une possession si importante pour en enrichir

son ennemi. Il nia en même temps qu'il se fût jamais engagé à faire un sacrifice si insensé et si contraire à ses intérêts. De toutes les actions qu'on peut reprocher à Charles, ce trait de mauvaise foi est sans contredit le plus flétrissant pour sa gloire ; mais si l'on blâma la perfidie de l'Empereur, la crédulité de François attira sur lui quelque ridicule. Le ressentiment qu'il montra en cette occasion ne laissa pas douter d'une prochaine reprise des hostilités.

(1540) Cette année est mémorable par l'établissement des jésuites. Ignace de Loyola, leur fondateur, a laissé dans son institut l'empreinte de son âme. Embrasé de la noble ambition de conquérir des âmes à Dieu, cet homme, qui aurait été un héros s'il n'eût pas été un saint, jeta un coup d'œil sur son siècle. L'Allemagne ravagée par l'hérésie de Luther, l'Angleterre déchirée par le schisme, la France menacée par l'erreur de Calvin et en proie à la licence, le successeur de Mahomet foulant à ses pieds le tombeau de Jésus-Christ, des milliers de peuples plongés dans le chaos de la barbarie et dans les horreurs du paganisme : ce spectacle touche le cœur d'Ignace, redouble son courage. Dès lors il entreprend de former une société d'hommes assez irréprochables pour combattre le vice, assez éclairés pour confondre l'erreur, assez courageux pour affronter l'idolâtrie. Ce plan conçu, il examine, il choisit, il embrasse les moyens de le remplir ; il se prépare lui-même par la pénitence et l'étude ; il s'associe des coopérateurs, il les pénètre de son esprit,

il les enflamme de son zèle ; tous ensemble se destinent à l'enseignement ; ils se consacrent à la sainteté, se dévouent à l'apostolat, et, du pied des autels où ils viennent de consommer leur sacrifice, Ignace les conduit devant Paul III, qui le ratifie : c'est ce pontife qui le premier approuva l'institut des jésuites.

La plus grande gloire de Dieu, voilà ce qui occupe sans cesse la Compagnie de Jésus ; c'est ce qu'elle demande partout : voilà ce qu'Ignace avait gravé dans son cœur, ce qu'il voulait graver dans le cœur de ses disciples, ce qu'il a tracé en traits de flamme dans tout son ouvrage : voilà son mot favori et, pour ainsi dire, son cri de guerre, le cri éternel de son institut.

Un nouveau monde venait d'être découvert, et semblait demander une nouvelle race d'apôtres. De la société d'Ignace sortit cette nouvelle race d'apôtres nécessaire pour le Nouveau-Monde, où il ne s'en trouvait pas encore ; nécessaire même pour l'ancien, où il n'en restait pas assez. De là le vœu des missions étrangères : vœu ajouté par saint Ignace aux autres vœux ordinaires, vœu qui marquait un besoin naissant de l'Église ; vœu par lequel chaque jésuite profès s'engage à se transporter partout où la voix du souverain pontife l'appellera pour y faire fleurir le christianisme et travailler à la plus grande gloire de Dieu.

Jamais l'Église catholique n'a eu de missions aussi florissantes que celles qui étaient sous la conduite

des disciples d'Ignace dans le Paraguay. Rien ne fait plus d'honneur aux jésuites que d'avoir civilisé ces nations et jeté les fondements d'un empire, sans autres armes que celles de la vertu. Dans leur zèle infini, les jésuites embrassèrent toutes les œuvres de charité : visites des hôpitaux et des prisons, missions, retraite, prédication, éducation de la jeunesse.

Un homme d'un caractère ferme et d'un génie étendu, qui corrigea les abus du siècle passé et prépara les prodiges des siècles à venir, Richelieu, voulait que les jésuites partageassent avec l'Université l'empire classique, de peur que l'Université, assise seule sur le trône de la science, n'y fît remonter son ancien orgueil. Le zèle de ce grand ministre pour le maintien des sciences lui persuada que l'intérêt public ne pouvait souffrir que la société des jésuites, célèbre par sa doctrine, fût privée d'une fonction dont elle pouvait s'acquitter avec grande utilité pour les familles et pour l'État.

Le général des jésuites ne peut disposer d'aucun bien que de l'aveu de la Société, et de ses inférieurs que de la manière réglée par l'institut; on exige de lui des lumières et de l'activité; son empire n'est fondé ni sur la crainte, ni sur le caprice, mais sur la règle, sur l'ordre et sur l'amour. Le général est à vie, mais on peut le déposer; tant qu'il commande en père, tant qu'il gouverne en sage, l'institut exige qu'on lui obéisse comme au chef de la Société, qu'on le révère comme l'image de Jésus-Christ.

L'institut des jésuites ne cherche son intérêt par-

ticulier qu'à la suite de l'intérêt public et de l'intérêt de Dieu : il n'emploie pour son intérêt particulier que des moyens qui tendent à l'honnête ; pour l'intérêt public, que des moyens qui tendent à l'utile ; pour l'intérêt de Dieu, que des moyens qui tendent au parfait.

L'opposition que les colléges dirigés par les jésuites rencontrèrent de la part des universités, leur fit une nécessité de surpasser leurs rivaux en science et en talents ; ils s'appliquèrent donc avec la plus grande ardeur à l'étude de la littérature ancienne. Ils imaginèrent différentes méthodes pour faciliter l'instruction de la jeunesse, et leur ordre produisit plus de bons écrivains que toutes les autres communautés religieuses ensemble. Mais c'est dans le Nouveau-Monde que les jésuites ont exercé leurs talents avec plus d'éclat, et de la manière la plus utile au bonheur de l'espèce humaine. Les conquérants de cette malheureuse partie du globe n'avaient eu d'autre pensée que de dépouiller, d'enchaîner, d'exterminer ses habitants ; les jésuites, seuls, s'y sont établis dans des vues d'humanité. Vers le commencement du XVII[e] siècle, ils obtinrent l'entrée de la province du Paraguay, qui traverse le continent méridionale de l'Amérique, depuis le fond des montagnes du Potose jusqu'aux confins des établissements espagnols et portugais sur les bords de la rivière de la Plata. Ils trouvèrent les habitants de ces contrées à peu près dans l'état où sont les hommes qui commencent à s'unir ensemble ; ils n'avaient

aucun art, ils cherchaient une subsistance précaire dans le produit de leur chasse et de leur pêche, et connaissaient à peine les premiers principes de la subordination et de la discipline. Les jésuites se chargèrent d'instruire et de civiliser ces sauvages; ils leur apprirent à cultiver la terre, à élever des animaux domestiques, à bâtir des maisons.

Ils les engagèrent à se réunir ensemble dans des villages; ils les formèrent aux arts et aux manufactures; ils leur firent goûter les douceurs de la société et les avantages qui résultent de la sûreté et du bon ordre. Ces peuples devinrent ainsi les sujets de leurs bienfaiteurs, qui les gouvernèrent avec la tendresse qu'un père a pour ses enfants. Respectés, chéris, presque adorés, quelques jésuites présidaient sur des milliers d'Indiens. Ils entretenaient une égalité parfaite entre tous les membres de cette nombreuse communauté. Chacun était obligé de travailler, non pour un seul, mais pour la masse. Les produits de leurs champs, tous les fruits de leur industrie étaient déposés dans des magasins communs, d'où l'on distribuait à chaque individu ce qui était nécessaire à ses besoins. Cette forme d'institution détruisait dans sa racine presque toutes les passions qui troublent la paix de la société et rendent les hommes malheureux. Une réprimande faite par un jésuite, une légère note d'infamie, ou, dans des cas extraordinaires, quelques coups de fouet suffisaient pour maintenir le bon ordre parmi ce peuple innocent et heureux. Ils avaient même formé, pour la défense de ces

contrées, quelques corps militaires armés et disciplinés à l'européenne.

L'ordre des Jésuites ne reçut tous ses développements qu'après le règne de Charles-Quint; par conséquent ces événements n'appartiennent point à l'époque dont nous écrivons l'histoire; mais nous avons cru qu'il ne serait pas sans intérêt de donner quelques détails sur un institut qui prit naissance dans le temps dont nous nous occupons.

(1541) Charles n'eut pas plutôt rétabli l'ordre dans les Pays-Bas, qu'il fut obligé de porter son attention sur les affaires d'Allemagne. Pour satisfaire les Allemands protestants, il accorda cette conférence qui devait avoir lieu entre quelques théologiens choisis des deux partis, et qui avait été stipulée dans la convention de Francfort. Cette conférence commença dans une diète tenue à Worms, où Mélanchton d'un côté, et Eckius de l'autre, soutinrent le rôle principal; mais elle fut interrompue par l'ordre de l'Empereur, qui voulut qu'on la recommençât avec plus de solennité, en sa présence, dans une diète qu'il convoqua pour cet effet à Ratisbonne. L'assemblée s'ouvrit en effet avec le plus grand appareil, et tout le monde s'attendait à une dispute des plus vives et à un résultat décisif; mais les disputes n'aboutirent à rien, et l'Empereur resta convaincu que tous ses efforts seraient inutiles. Impatient de clore la diète, il vint à bout d'engager la pluralité de ses membres à approuver la résolution suivante, savoir: que les articles sur lesquels on



Charles-Quint assiste au désastre de sa flotte auprès d'Alger.

n'avait pu se mettre d'accord seraient renvoyés à la décision d'un concile général, et, si le concile ne pouvait avoir lieu, à un synode national qui se tiendrait en Allemagne, ou enfin à une diète générale de l'Empire. Le pape fut choqué de toutes les opérations de cette diète, et surtout de ces dernières conclusions. Les protestants, de leur côté, se plaignaient hautement, et l'Empereur leur accorda, pour les calmer, tous les priviléges qu'ils réclamèrent.

Il était forcé à cet excès d'indulgence par la situation des affaires; il prévoyait une nouvelle guerre avec la France, et il ne voulait pas blesser les protestants, dans la crainte qu'ils ne se déclarassent pour François. Il était encore déterminé par les progrès rapides que faisaient les Turcs en Hongrie.

Aussitôt après la clôture de la diète, l'Empereur, vivement préoccupé de son projet d'expédition contre Alger, partit pour l'Italie, et s'empressa d'aller rejoindre son armée et sa flotte. Alger était toujours dans la dépendance de l'empire turc, où Barberousse l'avait mis. Depuis qu'il commandait la flotte ottomane en qualité de capitan-pacha, Alger était gouverné par Hassan-Aga, eunuque renégat, qui, ayant passé au service des pirates par tous les grades, avait acquis dans la guerre une grande expérience, et continuait avec une activité étonnante les déprédations de Barberousse contre tous les États de la chrétienté. Charles, voulant donner un nouveau lustre à sa dernière campagne d'Afrique, avait, en partant pour les Pays-Bas, ordonné d'équiper une

flotte et de lever une armée destinée à cette entreprise. Les observations de ses officiers et les prières de Doria, qui le conjurait de ne pas exposer la flotte à une destruction presque inévitable, ne purent ébranler sa résolution. A peine s'était-il embarqué à Porto-Venere, sur le territoire de Gênes, qu'une tempête terrible s'éleva, et ce ne fut qu'avec les plus grands dangers que Charles put atteindre la Sardaigne, où était le rendez-vous de la flotte. Ces périls même ne purent lui faire changer de dessein; il est vrai qu'il voyait sous ses ordres une armée de vingt mille hommes de vieilles troupes, la fleur de la noblesse espagnole et italienne, et mille soldats envoyés par l'ordre de Malte et conduits par cinq cents de ses plus braves chevaliers.

Ce ne fut encore qu'avec beaucoup de peine que l'armée gagna la côte africaine; mais enfin Charles réussit à faire prendre terre à son armée. Il marcha aussitôt contre Alger. Hassan, qui n'avait à lui opposer que huit cents Turcs et cinq mille Maures, ne laissa pas de faire une réponse fière et hardie à la sommation qu'il reçut de se rendre. Cependant il n'aurait pu tenir longtemps contre toutes les forces qui le menaçaient. Mais au moment où l'Empereur se croyait le plus en sûreté contre ses ennemis, il se vit exposé à une calamité contre laquelle la force et la prudence humaine ne pouvaient rien. Deux jours après son débarquement, il survint une tempête épouvantable. Les Impériaux, qui n'avaient débarqué que leurs armes, restèrent sans tentes et

sans abri, exposés à toute la fureur de l'orage; leur camp, placé dans un terrain bas, était entièrement inondé; à chaque pas ils entraient jusqu'à mi-jambe dans la boue, et le vent soufflait avec tant d'impétuosité que, pour se soutenir, ils étaient obligés d'enfoncer leurs lances pour s'en faire un point d'appui. Dès la pointe du jour, Hassan tomba avec ses soldats frais et reposés sur les avant-postes qui avaient passé la nuit dans cette situation, et il y mit la plus grande confusion ; toute l'armée, ayant l'Empereur à sa tête, fut obligée d'avancer pour repousser l'ennemi, qui se retira en bon ordre.

Le sentiment de ce désastre et de ce premier danger fut cependant bientôt effacé par un spectacle plus affreux encore et plus déplorable; il faisait grand jour, et l'ouragan continuait dans toute sa force. On voyait la mer s'agiter avec toute la fureur dont est capable cet élément terrible : les navires, d'où dépendaient la subsistance et le salut de l'armée, arrachés de leurs ancres, allaient ou se briser les uns contre les autres, ou se fracasser contre les rochers; plusieurs furent poussés à terre, d'autres furent abîmés dans les flots. En moins d'une heure, quinze vaisseaux de guerre et cent soixante bâtiments de transport périrent; huit cents hommes qui étaient à bord furent noyés ou massacrés par les Arabes au moment où ils gagnaient le rivage. L'Empereur, immobile d'étonnement et de douleur, contemplait en silence cet affreux désastre; il voyait s'engloutir dans les flots et ses munitions de guerre et les pro-

visions destinées à nourrir ses troupes; il voyait s'évanouir toutes ses espérances. A la fin le vent se calma ; la nuit fut extrêmement obscure, et les officiers des vaisseaux ne purent faire parvenir aucun avis aux troupes qui étaient à terre. Lorsque le jour parut, une barque envoyée par Doria vint à bout d'aborder à terre, et apprit au camp que l'amiral avait échappé à la tempête, la plus furieuse qu'il eût vue depuis cinquante ans de navigation, et qu'il avait été obligé de se retirer sous le cap de Metafuz avec ses vaisseaux délabrés. Comme le ciel était toujours orageux et menaçant, Doria conseillait à l'Empereur de marcher avec la plus grande diligence vers ce cap, l'endroit le plus commode pour rembarquer les troupes.

Les provisions étaient épuisées, et, malgré la difficulté de faire faire à l'armée une marche de quatre jours dans l'état d'affaiblissement où étaient les soldats, il n'y avait pas d'autre parti à prendre que celui de la retraite. Charles ordonna donc à ses troupes de se mettre en marche ; les blessés et les malades furent placés au centre, et ceux qui paraissaient les plus vigoureux, à la tête et à l'arrière-garde. Ce fut alors que l'effet des maux qu'ils avaient soufferts se fit le plus cruellement ressentir. Les uns ne pouvaient plus soutenir leurs armes ; les autres, épuisés par une marche pénible, tombaient et mouraient sur la place. Plusieurs périrent de faim ; car l'armée n'avait pas d'autres subsistances que des racines, des graines sauvages, et la chair des chevaux que

l'Empereur faisait tuer et distribuer à ses troupes ; une partie se noya dans les torrents grossis qu'on traversait à gué avec de l'eau jusqu'au menton ; un grand nombre fut tué par l'ennemi, qui ne cessa de les harceler jour et nuit. Enfin les débris de cette brillante armée arrivèrent à Metafuz, où ils trouvèrent des vivres en abondance, et se livrèrent à l'espérance de se voir bientôt en sûreté.

Dans cet horrible enchaînement de malheurs, Charles fit admirer sa fermeté, sa constance, sa grandeur d'âme, son courage et son humanité. Il supportait les plus grandes fatigues comme le dernier soldat de son armée ; il exposait sa personne partout où le danger était le plus menaçant ; il visitait les malades et les blessés, et encourageait tout le monde par ses paroles et par son exemple. Quand l'armée se rembarqua, il resta des derniers sur le rivage, quoiqu'un corps d'Arabes menaçât à chaque instant de fondre sur l'arrière-garde. Il répara en quelque sorte, par le déploiement de ses rares qualités, la présomption et l'entêtement qui lui avaient fait entreprendre une expédition si funeste à ses sujets.

Mais ses malheurs n'étaient pas parvenus à leur terme. A peine toutes les troupes furent-elles embarquées, qu'il s'éleva une nouvelle tempête qui dispersa tous les vaisseaux. L'Empereur lui-même, après mille périls, avait été forcé de relâcher dans le port de Bregia, en Afrique, où les vents contraires le retinrent pendant plusieurs semaines ; enfin il ar-

riva en Espagne dans un état bien différent de celui où il y était revenu après sa première expédition contre les Barbaresques.

LIVRE VII

Meurtre des ambassadeurs français. — La France met cinq armées en campagne. — Alliance entre Charles-Quint et Henri VIII. — Négociations entre François et Soliman. — L'Empereur s'empare du duché de Clèves. — Siége de Landrecies. — Descente de Barberousse en Italie. — Diète de Spire. — Plan de Charles et de Henri contre la France. — Les Français assiégent Carignan, dans le Piémont. — Bataille de Cérisoles. — L'Empereur pénètre dans la Champagne. — Henri VIII investit Boulogne. — Prise de Saint-Dizier. — Traité de Crespy. — Convocation du concile de Trente. — Diète de Worms. — Mort du duc d'Orléans. — Commencement du concile de Trente. — Assemblée des protestants à Francfort. — Rupture des conférences.

L'Empereur essuya dans sa malheureuse entreprise contre les Algériens de grandes pertes que le bruit public ne manqua pas de grossir. François en profita pour commencer les hostilités; mais il ne crut pas qu'il fût prudent de donner pour motif de cette résolution, ni ses anciennes prétentions au duché de Milan, ni la promesse tant de fois violée par l'Empereur de restituer ce pays. Un des généraux de l'Empire lui fournit un meilleur prétexte de prendre les armes, par un attentat qui ne pouvait manquer d'exciter son ressentiment, eût-il autant aimé la paix qu'il avait d'ardeur pour la guerre. François Ier avait continué d'entretenir des relations avec Soliman; il lui envoya Rimon et Frégose, ses ambas-

sadeurs, qu'il chargea de passer par Venise, afin de déterminer, s'il était possible, cette république à entrer dans une ligue contre l'Empereur. Cependant le marquis du Guast, gouverneur du Milanais, habile officier, et capable de toutes les violences, eut avis de la mission de ces deux ambassadeurs. Pour connaître d'une manière précise les intentions du roi de France, il aposta quelques soldats qui surprirent Rimon et Frégose comme ils s'embarquaient sur le Pô, les massacrèrent et s'emparèrent de leurs papiers. Lorsque François eut connaissance de cet attentat, il accusa hautement du Guast, qui, malgré son audace à se disculper de ce crime, en eut toute la honte sans en retirer aucun fruit, car les ambassadeurs avaient laissé derrière eux leurs instructions et tous leurs papiers d'importance. Le roi de France envoya vers l'Empereur pour lui demander réparation d'une insulte que le dernier et le plus lâche des souverains n'aurait pu se résoudre à souffrir patiemment. Charles, alors pressé de partir pour son expédition d'Afrique, essaya d'éluder les instances de François par des réponses ambiguës; mais celui-ci en appela à toutes les cours de l'Europe, et mit en évidence l'atrocité de l'injure, la modération de sa conduite, et l'injustice de l'Empereur, qui semblait mépriser ses plaintes.

Cependant, quelle que fût la justice de sa cause, et malgré l'appui du sultan, François I[er] ne négligea pas de chercher d'autres alliés; mais les négociations eurent peu de succès. Il suppléa par son

activité aux ressources qui lui manquaient. Il forma cinq armées : l'une devait agir dans le Luxembourg, sous les ordres du duc d'Orléans, secondé du duc de Lorraine; une autre, commandée par le dauphin, marcha vers les frontières d'Espagne ; le Brabant fut le théâtre de la troisième, conduite par Van-Rossen, maréchal de Gueldre; la quatrième, qui avait pour général le duc de Vendôme, bordait les confins de la Flandre, et la dernière, formée des toupes cantonnées dans le Piémont, fut confiée à l'amiral Annibaut. L'armée du dauphin montait à quarante mille hommes, celle de son frère en comptait trente mille.

(1542) Les deux jeunes princes ouvrirent la campagne presque en même temps. Le dauphin mit le siége devant Perpignan, capitale du Roussillon, et le duc d'Orléans entra dans le Luxembourg. Ce dernier obtint d'abord les plus brillants succès ; dans tout ce vaste duché, il ne restait plus que Thionville à Charles, lorsque le bruit se répandit que l'Empereur voulait hasarder une bataille pour sauver Perpignan; soudain le duc, poussé par une ardeur de jeunesse, ou peut-être par sa jalousie contre un frère qu'il haïssait, abandonna toutes ses conquêtes; il courut vers le Roussillon, afin de partager l'honneur de la victoire. Après son départ, ses troupes se débandèrent, et non-seulement tout l'espoir d'une campagne si bien commencée fut perdu, mais encore l'ennemi recouvra avant la fin de l'été tout ce qu'il avait perdu. Perpignan était mal fortifié :

mais Doria l'avait bien approvisionné de munitions de guerre et de bouche ; les Français, affaiblis par les maladies et repoussés dans plusieurs assauts, furent obligés de se retirer. Ainsi François ne retira aucun fruit de cette attaque, qu'il avait préparée avec tant de soins et de dépenses.

(1543) L'Empereur et le roi de France, quoique tous les deux épuisés par tant d'inutiles efforts, ne sentaient point ralentir leur animosité mutuelle ; chacun d'eux employait de son côté la vigilance et l'adresse à se faire de nouveaux alliés qui fussent capables de lui donner la supériorité dans la campagne suivante. Charles tira quelques subsides des états d'Espagne ; il maria son fils avec la fille du roi de Portugal, qui lui donna une dot digne du plus riche monarque de l'Europe, et il parvint à conclure avec Henri, roi d'Angleterre, une ligue contre la France.

François, de son côté, avait dépêché auprès de Soliman un nouvel ambassadeur nommé Paulin, capitaine d'infanterie, qui se montra digne de la confiance dont il était l'objet ; car il détermina le sultan à armer contre l'Empereur, malgré l'opposition de son divan. Barberousse reçut ordre de s'embarquer avec une puissante flotte, et de diriger toutes ses opérations sur celles du roi de France. Ce monarque ne réussit pas aussi heureusement auprès des princes de l'Empire, qu'il s'était aliénés en punissant sévèrement ceux de ses sujets qui avaient embrassé le protestantisme.

François, portant toutes ses forces dans les Pays-

Bas, y tint campagne avant que l'ennemi se présentât. Il se rendit maître de Landrecies, et fit fortifier cette place avec grand soin, parce qu'elle était la clef du Hainaut. De là, tournant à droite, il entra dans le duché du Luxembourg, qu'il trouva sans défense, comme l'année précédente. Cependant l'Empereur, ayant réuni une armée composée de troupes venues de tous les États de sa domination, entra sur le territoire du duc de Clèves, qui avait fait alliance avec François I[er]; il prit Duren d'assaut, le brûla et en passa les habitants au fil de l'épée. Cet exemple terrible effraya les autres places, qui se rendirent aussitôt; et l'Empereur, après avoir humilié le duc, lui rendit ses États, et lui donna même en mariage une des filles de son frère Ferdinand.

Après la réduction du duché de Clèves, l'Empereur s'avança dans le Hainaut, et mit le siége devant Landrecies. Cette ville opposa une vigoureuse résistance; François accourut à son secours, et Charles couvrait le siége; tout le monde s'attendait à une action décisive, et les deux rois étaient déterminés à la hasarder; mais les camps étaient disposés de telle sorte que le désavantage eût été pour celui qui aurait attaqué le premier, et ni l'un ni l'autre n'en voulurent courir le risque. Toutefois François réussit à ravitailler la ville et à en faire lever le siége.

Cependant Soliman entra dans la Hongrie avec une nombreuse armée, et soumit presque tout ce royaume sans rencontrer aucune résistance. Vers le même temps Barberousse côtoya la Calabre, fit

une descente à Reggio, qu'il saccagea et brûla : de là il s'avança jusqu'à l'embouchure du Tibre pour faire de l'eau, et causa une telle frayeur aux Romains, qu'ils abandonnèrent la ville avec la plus grande précipitation. Barberousse fut ensuite rejoint par une flotte française, et les deux escadres se dirigèrent ensemble vers Nice, dernier asile du roi de Savoie. Toutefois le fort fut si bien défendu, que les Turcs et les Français durent reculer devant des renforts puissants qui avaient eu le temps d'accourir, et François ne retira même aucun avantage du scandale qu'il avait causé à toute la chrétienté en montrant les lis de la France unis au croissant de Mahomet contre la croix de Savoie.

(1544) L'animosité personnelle qui animait les deux princes rivaux ne faisait que s'accroître, et la saison ne les eût pas plutôt forcés à abandonner les hostilités, qu'ils commencèrent à préparer la campagne suivante. L'Empereur continuait à user des plus grands ménagements à l'égard des protestants d'Allemagne, afin d'obtenir d'eux des secours contre la France; il avait convoqué une diète à Spire; il déclama violemment contre la France, à laquelle il reprocha son alliance avec les ennemis du christianisme, et finit par demander à l'assemblée des secours contre François. A l'appui de ces demandes, il accorda aux princes de l'Empire tout ce qu'ils purent désirer pour assurer la liberté de leur culte réformé. Touchés de ces actes de déférence, les princes protestants accordèrent à Charles un corps

de vingt-quatre mille hommes et de quatre mille chevaux, qui devaient être entretenus pendant six mois aux frais de la confédération. En même temps la diète imposa dans toute l'Allemagne une taxe par tête sans aucune exception, pour subvenir aux frais de la guerre contre les Turcs.

Cependant l'Empereur négociait avec le roi de Danemark pour le détacher de son alliance avec la France ; il travaillait aussi auprès de Henri VIII pour le déterminer à faire les derniers efforts contre François. Il trouva le roi d'Angleterre dans les dispositions les plus favorables à ses projets ; ce prince était furieux de ce que la France l'empêchait de réunir sur sa tête les couronnes d'Angleterre et d'Écosse. Il promit donc un puissant concours à Charles, et les deux rois convinrent d'entrer en France, chacun avec une armée de vingt-quatre mille hommes, et, sans perdre de temps à assiéger les villes frontières, de pénétrer au cœur du royaume pour unir leurs forces près de Paris.

Cependant François restait seul contre tant d'ennemis que Charles lui suscitait ; Soliman était l'unique allié qui ne l'eût point abandonné. Mais cette alliance avait rendu le roi si odieux à toute la chrétienté, qu'il aima mieux en perdre les avantages que d'être plus longtemps l'objet de la haine et de l'exécration publique. En conséquence, dès l'entrée de l'hiver, il renvoya Barberousse, qui, dans son retour à Constantinople, ravagea les côtes de la Toscane et de Naples. Comme François ne se flat-

tait pas d'égaler les forces de son rival, il voulut y suppléer par la célérité en prenant les devants pour l'ouverture de la campagne. Dès le commencement du printemps, le comte d'Enghien investit Carignan, ville du Piémont, que le marquis du Guast, après s'en être emparé dans la première année de la guerre, avait jugée assez importante pour la fortifier à grands frais. Le comte poussa ce siége avec tant de vigueur, que du Guast, jaloux de sa conquête, ne vit pas d'autre moyen de la sauver des mains des Français que de hasarder une bataille. Il accourut de Milan; et comme il ne cherchait pas à cacher son dessein, on le sut bientôt dans le camp ennemi. Enghien, jeune, entreprenant, plein de valeur, désirait passionnément d'éprouver la fortune dans un combat; ses troupes ne le souhaitaient pas avec moins d'ardeur; mais le roi, retenu par la situation critique de ses affaires. et l'esprit encore rempli de ses premiers désastres, avait lié les mains au prince en lui défendant expressément de risquer une action générale. Celui-ci ne voulut cependant pas abandonner Carignan au moment où cette place était près de se rendre; mais brûlant de se distinguer par quelque action d'éclat, il dépêcha Montluc à la cour pour représenter au roi les avantages d'un combat et l'espoir qu'il avait de la victoire. François remit cette affaire à la discussion de son conseil. Tous les ministres, l'un après l'autre, opinèrent contre la bataille, appuyant leurs avis de raisons très-plausibles. Montluc, qui était présent à leur

délibération, parut si mécontent de tout ce qu'il entendait, et montra tant d'impatience de parler à son tour, que le roi, frappé de ses gestes, l'appela et lui demanda ce qu'il pouvait opposer à un avis si général et si juste. Montluc, esprit simple, mais soldat valeureux, représenta le bon état des troupes, l'ardeur qu'elles montraient d'aller à l'ennemi, la confiance qu'elles avaient en leurs officiers, enfin l'infamie éternelle dont le refus d'une bataille couvrirait les armes françaises. Ces raisons furent soutenues d'une chaleur si naturelle, d'une éloquence militaire si rapide, qu'il entraîna non-seulement le roi, toujours passionné pour les actions hardies, mais encore plusieurs membres du conseil. François, saisi du même enthousiasme qui animait ses troupes, tressaillit, et levant les mains au ciel : « Allez, dit-il à Montluc, retournez en Piémont, et « combattez au nom de Dieu. »

Dès qu'on sut cette réponse du monarque, une ardeur martiale s'empara de la noblesse, la cour resta déserte ; tous ceux qui pouvaient servir ou qui voulaient se distinguer allèrent en Piémont partager, comme volontaires, les dangers et la gloire d'une action générale. Encouragé par l'arrivée de tant de braves officiers, Enghien se prépara aussitôt à une bataille que du Guast ne refusa point. La cavalerie était à peu près égale dans les deux partis ; mais l'infanterie des Impériaux l'emportait au moins de dix mille hommes sur celle des Français. On se rencontra près de Cérisoles, dans une plaine

ouverte dont le terrain ne mettait l'avantage d'aucun côté, et où les armées eurent toute la facilité de se ranger en bataille. Le premier choc fut tel qu'on devait l'attendre de vieilles troupes, pleines d'acharnement et de bravoure. La cavalerie française chargea avec son impétuosité ordinaire, renversant tout ce qui osait l'arrêter ; mais, d'un autre côté, la discipline et la valeur de l'infanterie espagnole ayant fait plier le corps qu'elle avait en tête, la victoire balança, prête à se déclarer pour le général qui saurait le mieux se conduire dans ce moment critique. Du Guast, qui se trouvait parmi les troupes qui avaient été rompues, craignant de tomber entre les mains des Français, qui pouvaient venger sur lui le meurtre de Rimon et de Frégose, perdit sa présence d'esprit, et négligea de faire avancer sa réserve. Cependant Enghien, avec un courage et une prudence admirables, soutint, à la tête de ses gendarmes, le corps de troupes qui avait commencé à plier. En même temps il ordonna à ses Suisses, qui n'avaient jamais combattu sans vaincre, de tomber sur les Espagnols. Ce mouvement fut décisif ; on ne vit plus que confusion et carnage. Le marquis du Guast, blessé à la cuisse, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. La victoire des Français fut complète : dix mille Impériaux furent tués, et il y en eut un grand nombre de pris, avec les tentes, le bagage et l'artillerie. Du côté des vainqueurs la joie fut sans mélange, et, dans le peu de monde qu'ils perdirent, il

ne se trouva pas un seul officier de distinction.

Cette brillante journée délivra les Français d'un grand danger ; mais elle ne produisit pas les avantages qu'on devait en espérer, parce que François fut obligé de rappeler en France douze mille hommes des meilleures troupes, pour venir au secours du royaume, où l'Empereur et le roi d'Angleterre étaient près d'entrer chacun par une frontière opposée et avec des forces supérieures. La réduction de Carignan et de quelques autres places du Piémont fut donc tout ce que produisit la grande victoire de Cérisoles.

L'Empereur parut, au commencement de juin, à la tête d'une puissante armée qui pénétra dans la Champagne. On avait eu soin de dégarnir cette province de toutes les provisions qui s'y trouvaient ; l'Empereur fut donc obligé de chercher à s'emparer de quelques places fortes ; il prit sans peine Ligny et Commercy, et investit Saint-Dizier. Quoique cette place fût en mauvais état, les Français étaient résolus à la défendre jusqu'à la dernière extrémité, et l'Empereur s'attacha à ce siége avec plus d'obstination que de prudence. Henri VIII, voyant que son allié s'occupait à prendre des villes pour son propre compte, quoiqu'ils fussent convenus de marcher directement sur Paris, suivit cet exemple et investit Boulogne et Montreuil.

Saint-Dizier s'était enfin rendu après une résistance très-glorieuse, et l'Empereur s'était avancé jusqu'à deux journées de Paris ; mais manquant de

provisions et n'osant attaquer aucune place avec des troupes harassées, il consentit à traiter de la paix, qui fut conclue à Crespy, près de Meaux. Il fut convenu que l'on se restituerait réciproquement les conquêtes faites depuis le traité de Nice ; que l'Empereur donnerait en mariage au duc d'Orléans, soit sa fille aînée, avec la souveraineté des Pays-Bas, soit la seconde fille de son frère Ferdinand, avec l'investiture du duché de Milan, et que les deux monarques feraient conjointement la guerre aux Turcs. Outre l'épuisement de ses troupes, Charles-Quint fut déterminé à conclure la paix par le mécontentement du pape, qui, contrarié de l'alliance de l'Empereur avec Henri d'Angleterre et des concessions faites aux protestants, pouvait soulever l'Italie en faveur de la France ; enfin il sentait la nécessité d'agir vigoureusement contre les protestants, qui menaçaient de réduire son autorité en Allemagne à un simple titre honorifique, et il lui était impossible de rien tenter de ce côté tant qu'il était occupé avec la France.

La guerre continuait contre Henri VIII, qui s'était emparé de Boulogne, et qui mit à la conclusion de la paix des conditions inacceptables. Cependant le dauphin protesta en secret contre le traité de Crespy, qui lui semblait n'avoir été fait que pour donner un établissement à son frère. François I[er] n'en ratifia pas moins avec joie des conventions qui délivraient le royaume d'une invasion formidable ; l'Empereur le signa aussi à Bruxelles, où il était retenu par la

goutte, et il déclara en même temps l'intention où il était de donner au duc d'Orléans la fille de Ferdinand avec le Milanais. Tout semblait donc promettre la durée de la paix.

(1545) Dans ces circonstances, le pape publia une bulle pour convoquer l'assemblée d'un concile général à Trente, au commencement du printemps. Dès le mois de mars la diète impériale s'ouvrit à Worms; l'Empereur chercha à occuper surtout l'assemblée des progrès des Turcs et des moyens de s'y opposer; mais les protestants avaient pour but principal d'obtenir, d'une manière positive et avec des fondements certains, la liberté de conscience dont ils ne jouissaient encore que comme par tolérance; et ils déclarèrent qu'ils ne contribueraient à repousser l'ennemi commun que quand ils seraient pleinement rassurés sur ce point. Ils se refusaient en même temps à reconnaître l'autorité du concile convoqué par le pape. Maurice de Saxe, qui, malgré son attachement pour la réforme, avait refusé de faire partie de la ligue de Smalkalde, voulant se concilier la faveur de l'Empereur, se montra seul favorable à ses désirs. Charles, voyant qu'il n'obtiendrait rien des autres princes, et ne se trouvant pas en mesure d'agir contre eux, remit la solution de ces questions à une autre diète qu'il convoqua à Ratisbonne pour le commencement de l'année suivante. En même temps il se prononçait énergiquement contre l'archevêque de Cologne, qui voulait introduire la réformation dans son diocèse; il poursuivait le luthéranisme dans les Pays-Bas, et

traitait de la paix avec la Porte. Tous ces symptômes n'échappèrent point aux protestants allemands, qui sentirent leurs alarmes se réveiller, et recommencèrent à surveiller avec défiance les projets de l'Empereur.

Un événement inattendu vint encore tirer Charles d'un mauvais pas d'où toute sa sagacité et son adresse n'auraient pu l'arracher. Le duc d'Orléans mourut d'une fièvre maligne, dans le temps même où il devait épouser la fille de Ferdinand et prendre possession du Milanais. Ce fut en vain que François réclama une compensation pour les avantages que lui enlevait la mort de son fils; Charles ne voulut pas revenir sur le traité de Crespy, et le roi de France, occupé par la guerre avec l'Angleterre, fut obligé de dissimuler son ressentiment.

La paix de l'Allemagne fut troublée à cette époque par une invasion subite du duc de Brunswick, qui, ayant levé des soldats en Allemagne sous prétexte de les conduire au roi de France, les mena à la conquête de ses États, restés en séquestre entre les mains de l'Empereur. Mais cette perfidie ne réussit pas à son auteur; le duc fut défait, et resta confiné dans une étroite prison.

(1546) Le concile général s'ouvrit à Trente avec les solennités d'usage; il avait été longtemps différé par suite des dissentiments élevés entre le pape et l'Empereur. La première session se passa en pures formalités; dans la suivante, on convint que ce qu'il y avait de plus pressant était de dresser une confession

qui contiendrait tous les articles dont l'Église ordonnait la croyance, et qu'en même temps on porterait son attention sur les mœurs et la discipline du clergé. Dès que les confédérés de Smalkalde eurent appris l'ouverture du concile, ils publièrent un long manifeste contenant de nouvelles protestations contre cette assemblée, et déclinèrent sa juridiction. Alarmés, en outre, des projets qu'ils supposaient à l'Empereur, ils s'assemblèrent à Francfort. Ils se trouvèrent unanimes sur le danger qui les menaçait; mais ils différaient d'opinion quant à ce qu'ils devaient faire pour le conjurer. Les uns voulaient s'allier avec la France ou l'Angleterre, les autres se refusaient à toute ligue avec des pays d'une autre croyance religieuse que celle qu'ils professaient eux-mêmes; l'électeur de Saxe et le landgrave étaient les chefs de ces deux opinions, entre lesquelles se partageaient les confédérés. Cependant les conférences dont on était convenu à Worms commencèrent; mais les protestants les rompirent sur l'inspection des règlements que Charles avait prescrits dans cette dispute, bien convaincus que l'Empereur ne voulait que les amuser et gagner du temps pour laisser mûrir ses projets.

LIVRE VIII

Mort du Luther. — Procédés du concile contre les protestants. — Charles se prépare à commencer les hostilités contre eux. — Sa trêve avec Soliman. — Alarmes des protestants. — Traité de l'Empereur avec le pape. — Les protestants se mettent en défense. — Ils lèvent une armée. — L'Empereur met les deux chefs de la ligue au ban de l'Empire. — L'Empereur refuse la bataille que lui présente l'armée protestante. — État des deux armées. — Projets de Maurice de Saxe. — Il s'empare de l'électorat de Saxe. — Les troupes confédérées se séparent. — L'électeur de Saxe recouvre ses États. — Conspiration de Fiesque, à Gênes. — L'Empereur suspend ses opérations en Allemagne.

Tandis que l'Église rassemblait à Trente toutes ses forces, avant les hostilités sérieuses, pour ainsi dire, et durant les préludes du combat, son chef invisible et tout-puissant fit par lui-même justice de l'hérésiarque superbe qui causait tous ces mouvements dans le monde chrétien. Luther, qui n'avait jamais paru plus fort ni plus triomphant, fut frappé de mort subite dans la ville même d'Eisleben, sa patrie, la nuit du 17 au 18 février 1546. Il avait été prié par les comtes de Manfield de venir terminer quelques différends qu'ils avaient pour leur partage. Il prêcha dès le lendemain de son arrivée, et encore trois ou quatre fois depuis, exhalant partout ses fureurs d'énergumène contre le concile occupé à foudroyer sa doctrine impie. De la chaire il passait à la table, où, splendidement servi, il se livrait à l'humeur bouffonne qui faisait diversion aux excès de sa bile. Le 17 février,

après avoir largement soupé, il se plaignit d'un grand mal d'estomac; sur-le-champ on lui fit quelque remède dont il se trouva bien d'abord ; mais après minuit, le mal ayant tout à coup empiré, on recourut aux médecins. Ils lui étaient désormais inutiles : il tomba bientôt dans une seconde syncope qu'on prit pour un repos, mais qui était le sommeil de la mort. Ainsi finit, dans sa soixante-troisième année, le corrupteur d'une moitié de l'Europe et le perturbateur de tout le reste. Il fut secondé puissamment par Calvin, qui prit alors la première place dans l'arène. Calvin était Français, fils d'un obscur habitant de Noyon. Dans sa jeunesse, il avait été convaincu d'un crime abominable qu'on punissait alors par le feu; la peine qu'il avait méritée fut, à la prière de son évêque, modérée à la fleur de lis. Obligé de quitter la France pour se soustraire à des poursuites juridiques, Calvin passa en Allemagne et y rechercha ceux qui remuaient alors les consciences et les esprits. Il consacra sa vie et ses talents à semer partout ses erreurs, et à jeter surtout dans sa patrie des germes de divisions qui mirent plus d'une fois la France à deux doigts de sa perte. Il mourut à Genève en désespéré, maudissant sa vie et ses œuvres. On pouvait croire que la doctrine d'hommes aussi pervers que Luther et Calvin ne survivrait pas à leurs auteurs; mais les passions, les préjugés et la politique devaient soutenir l'édifice élevé par le libertinage, l'orgueil et l'esprit de révolte.

Cependant le concile prenait, en matière de foi,

des décisions qui sapaient entièrement la doctrine de Luther. En même temps le pape, jugeant sur l'appel des chanoines de Cologne, déclara l'archevêque de cette ville convaincu d'hérésie, et publia une bulle qui le privait de ses dignités ecclésiastiques, portait contre lui la sentence d'excommunication, et déliait ses sujets du serment de fidélité qu'ils lui devaient comme à leur prince temporel. Les protestants se réveillèrent alors avec ardeur de leur fausse sécurité, et Charles, qui venait enfin de conclure la paix avec Soliman, sentit qu'il fallait se prononcer pour l'Église ou pour le schisme. Décidé d'agir vigoureusement contre les hérétiques, il fit une alliance avec le pape, leva des troupes dans les Pays-Bas, et avertit Jean et Albert de Brandebourg que le moment était arrivé d'humilier la ligue de Smalkalde et de travailler à la délivrance de leur allié Henri de Brunswick.

Cependant les principaux États protestants se préparèrent en hâte à la guerre et levèrent le contingent qu'ils s'étaient obligés à fournir. Malgré la défection de quelques princes gagnés par l'Empereur, les protestants mirent sur pied une armée de soixante-dix mille hommes d'infanterie et de quinze mille cavaliers, pourvue d'une artillerie de cent vingt canons, de huit cents chariots de munitions, de huit mille bêtes de somme, et de six mille pionniers.

L'Empereur n'était pas en position de résister à de pareilles forces; heureusement pour lui, les confédérés ne surent pas se prévaloir de leur avantage. Ils entamèrent des négociations, publièrent des ma-

nifestes, et Charles, reprenant alors son assurance, publia le ban de l'Empire contre l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, chefs de la confédération, et contre ceux qui leur donneraient des secours. En vertu de cette sentence, la plus vigoureuse que le droit public d'Allemagne ait décernée contre les traîtres ou les ennemis de la patrie, ils furent déclarés rebelles et proscrits, leurs biens furent confisqués, et leurs sujets relevés du serment de fidélité; enfin il fut non-seulement permis, mais louable d'envahir leur territoire.

Après avoir perdu toute espérance d'accommodement, les confédérés envoyèrent un héraut au camp impérial pour déclarer la guerre à Charles; mais dès leurs premières opérations ils sentirent les funestes effets de la faute qu'ils avaient commise en partageant le commandement de leur armée entre l'électeur et le landgrave. Ces deux hommes différaient complétement par leur manière et leur caractère; les chefs inférieurs cessèrent bientôt d'obéir à ces commandants désunis, et cette armée, dénuée d'un ressort puissant qui dirigeât ses mouvements, n'eut plus qu'une action dénuée de vigueur et d'effet.

Les confédérés laissèrent arriver sans obstacles tous les renforts successifs que l'Empereur reçut d'Italie, et qui portèrent bientôt son armée à trente-six mille hommes de vieilles troupes, formidables par leur valeur et par leur discipline. Mais les opérations des deux armées ne répondirent point à la haine violente dont les esprits étaient animés de part

et d'autre. L'Empereur avait pris la sage résolution d'éviter le combat avec des ennemis qui avaient sur lui l'avantage du nombre, prévoyant d'ailleurs qu'un corps composé d'éléments si mal assortis ne pouvait manquer de se dissoudre. C'est pourquoi il se renferma dans un camp retranché, où il resta immobile malgré les provocations des confédérés, qui vinrent plusieurs fois lui proposer la bataille. Un puissant renfort qui lui arriva des Pays-Bas lui permit de s'emparer de plusieurs villes; mais il persista à refuser le combat, espérant toujours, quel que fût l'épuisement de sa propre armée, que la constance des confédérés se lasserait avant la sienne, et qu'il verrait leur armée se disperser pour ne plus se reformer. Un événement inattendu vint causer une diversion funeste aux affaires des confédérés.

On se souvient que Maurice de Saxe s'était insinué dans les bonnes grâces de l'Empereur par la déférence qu'il lui montrait, bien qu'il professât la religion réformée. Quand il vit la guerre engagée entre l'Empereur et les protestants, il espéra trouver dans cette circonstance l'espérance de réaliser ses projets d'ambition, et n'hésita plus à se ranger dans le parti de l'Empereur; un traité secret fut donc conclu entre ces deux princes, et le monarque promit à son allié toutes les dépouilles de l'électeur de Saxe, domaines et dignités. Lorsque l'électeur eut été mis au ban de l'Empire, Charles s'empressa d'ordonner à Maurice d'envahir les États qu'il s'était chargé de défendre. Ce prince, qui n'attendait que ce signal, entra aussitôt

dans l'électorat et le soumit tout entier, à l'exception de Wittemberg, Gotha et Eisenach, places fortes, qui refusèrent d'ouvrir leurs portes. La nouvelle de ces conquêtes rapides parvint bientôt aux deux camps des Impériaux et des confédérés. L'électeur voulant marcher au secours de ses sujets, l'armée confédérée se trouva menacée de dissolution, et le conseil des princes protestants fit faire des ouvertures de paix à l'Empereur. Celui-ci offrit des conditions inacceptables; mais en repoussant ces prétentions, les protestants ne surent pas conserver cette union qui formait toute leur puissance; ils divisèrent leur armée, et l'Empereur, profitant aussitôt de cette faute, soumit un grand nombre de places importantes, bien qu'on fût au cœur de l'hiver. Chacun des confédérés, voyant la cause de la ligue désespérée, s'empressa alors de traiter le premier et séparément, pour obtenir des conditions moins dures. Aucun d'eux, toutefois, n'obtint un pardon absolu; Charles les traita avec hauteur et sans ménagement.

(1547) Cependant l'électeur de Saxe se présentait en armes aux frontières de ses États et les recouvrait aussi promptement qu'il les avait perdus; il envahit même les États de Maurice, qu'il conquit, à l'exception de Dresde et de Leipsig; il défit encore complétement un corps de trois mille hommes que l'Empereur avait envoyé au secours de son allié.

L'Empereur ne se trouvait guère en position de tenir la campagne contre l'électeur et le landgrave. Il avait congédié les Flamands, et le pape, ayant

rempli tous ses engagements et ne voulant pas contribuer à étendre outre mesure la puissance impériale, avait rappelé ses troupes. Charles était en même temps occupé d'une conspiration qui venait d'éclater à Gênes.

Quoique la forme du gouvernement établi dans ce pays dans le temps où André Doria rendit la liberté à sa patrie, fût propre à y faire oublier les premières dissensions, et que d'abord elle y eût été reçue avec une approbation universelle, cependant, après une épreuve de vingt années, elle ne put satisfaire l'inquiétude de ces républicains turbulents et factieux. L'administration des affaires se trouvant alors restreinte à un certain nombre de familles nobles, les autres leur envièrent cette prééminence et désirèrent le rétablissement du gouvernement populaire, auquel ils avaient été accoutumés. Le respect même qu'imprimait la vertu désintéressée de Doria et l'admiration qu'on avait pour ses talents n'empêchaient pas qu'on ne fût jaloux de l'ascendant qu'il avait pris dans tous les conseils de la république. Les Génois prévoyaient que cette autorité et cette influence, toujours pures dans ses mains, deviendraient aisément funestes à la nation, si quelque citoyen s'en emparait avec plus d'ambition et moins de vertu ; et un homme en effet avait déjà conçu cette prétention, avec quelque espoir de succès. Giannettino Doria, à qui son grand-oncle André avait destiné ses biens, espérait en même temps de lui succéder dans son rang. Son caractère hautain, insolent et tyrannique, qu'à

peine on eût pu tolérer dans l'héritier d'un trône, était encore plus insupportable dans le citoyen d'une république, et les plus clairvoyants des Génois le craignaient et le haïssaient comme l'ennemi de cette liberté dont ils étaient redevables à son oncle.

Jean-Louis de Fiesque, jeune gentilhomme doué des qualités les plus brillantes et dévoré d'ambition, résolut de profiter de cette disposition générale des esprits pour s'emparer à son tour du pouvoir. Cachant ses projets sous les apparences de la légèreté et de la dissipation, il noua une vaste conspiration qui éclata tout d'un coup. Le neveu du doge fut assassiné, tous les postes de la ville furent enlevés par surprise, et la victoire semblait assurée aux conspirateurs. Mais déjà leur chef n'était plus; au moment où il venait de s'emparer du port et des galères, il tomba dans la mer, et le poids de ses armes le fit aussitôt couler à fond. Cet événement dispersa aussitôt les éléments de la révolte, dont lui seul connaissait les ressources. André Doria, qui dans le premier moment du tumulte avait pris la fuite, rentra le jour même dans la ville aux acclamations du peuple, et il envoya immédiatement à Charles un ambassadeur chargé de l'informer des détails de cet événement. L'Empereur ne fut pas moins alarmé qu'étonné d'une entreprise si extraordinaire. Il ne pouvait croire que les conjurés ne fussent pas soutenus par quelque puissance étrangère. Ce qui l'affecta davantage, ce fut d'entendre dire que le roi de France favorisait cette tentative:

ces soupçons n'avaient toutefois aucun fondement. Dès lors il craignit que cette étincelle ne rallumât l'embrasement qui avait causé tant de ravages en Italie. Dans cette situation, il suspendit ses opérations en Allemagne; c'eût été en effet une imprudence de sa part que de marcher en personne contre l'électeur, sans avoir quelque certitude qu'il ne se préparait pas en Italie une révolution qui l'empêcherait de tenir la campagne en Saxe avec des forces suffisantes.

LIVRE IX

François Ier est jaloux de la puissance de l'Empereur. — Alarmes de ce dernier. — Mort de François. — Son caractère. — Sa rivalité avec Charles. — L'Empereur marche contre l'électeur de Saxe. — L'électeur est fait prisonnier. — Siége de Wittemberg. — Traité de Charles avec l'électeur. — Négociations avec le landgrave. — Sévérité de Ferdinand à l'égard de la Bohême. — Diète d'Augsbourg. — Le concile général est tranféré de Trente à Bologne. — L'Empereur s'empare de Plaisance. — Il proteste contre le concile de Bologne. — L'Empereur présente un système religieux pour servir de règle de foi en Allemagne. — Il emploie les moyens les plus rigoureux pour faire exécuter l'*Intérim*. — Voyage de Philippe, fils de Charles, dans les Pays-Bas.

(1547) La crainte que l'Empereur avait conçue des dispositions de guerre du roi de France n'était pas fondée sur des soupçons imaginaires et frivoles. François Ier avait vu avec douleur les progrès rapides des armes de l'Empereur, et il craignait que son rival n'atteignît à un degré de puissance qui le

mettrait en état de donner la loi au reste de l'Europe. Pour combattre l'accroissement du pouvoir de Charles-Quint, le roi de France se lia avec les chefs de la ligue allemande ; il sollicita Soliman de reprendre les hostilités en Hongrie ; il cherchait à effrayer le pape en lui montrant le pouvoir impérial dominant en Italie ; il négocia avec le Danemark et avec les ministres qui gouvernaient l'Angleterre au nom d'Édouard VI. L'Empereur pénétra toutes ces intrigues, et fut vivement alarmé de la ligue redoutable que son infatigable rival semblait sur le point de soulever contre lui ; toutefois il se rassurait en considérant l'affaiblissement progressif de la santé de François.

Ce bonheur singulier, qui a distingué Charles et sa famille d'une manière si évidente que certains historiens l'ont appelé l'étoile de la maison d'Autriche, ne se démentit pas en cette occasion. François Ier mourut à Rambouillet, le dernier jour du mois de mars, dans la cinquante-troisième année de son âge, et la trente-deuxième de son règne. Pendant vingt-huit ans de ce règne, une animosité déclarée divisa ce prince et l'Empereur, et enveloppa non-seulement leurs propres États, mais encore la plus grande partie de l'Europe, dans des guerres soutenues avec un acharnement plus violent et plus durable qu'aucune de celles qui s'étaient faites dans les temps antérieurs. Plusieurs causes y contribuaient : la rivalité de ces princes était fondée sur une opposition d'intérêts excitée par la ja-

lousie personnelle et envenimée par des insultes réciproques. En même temps si l'un des deux paraissait avoir quelque avantage propre à lui donner la supériorité, cet avantage se trouvait balancé par quelque circonstance favorable à l'autre. Les domaines de l'Empereur étaient plus étendus ; ceux du roi de France étaient plus concentrés. François gouvernait son royaume avec une autorité absolue ; Charles n'avait qu'un pouvoir limité, mais il y suppléait par son adresse. Les troupes du premier avaient plus d'audace et d'impétuosité ; celles du second étaient plus patientes et mieux disciplinées. Il y avait dans les facultés des deux monarques autant de différence que dans les avantages respectifs dont ils jouissaient, et cette différence ne contribua pas peu à prolonger leurs querelles. François prenait une résolution avec célérité, la soutenait d'abord avec chaleur, et en poursuivait l'exécution avec audace et activité ; mais il manquait de la persévérance nécessaire pour surmonter les difficultés, et souvent il abandonnait ses projets ou se relâchait dans l'exécution, soit par impatience, soit par légèreté. Charles délibérait froidement et se décidait avec lenteur ; mais, lorsqu'il avait arrêté un plan, il le suivait avec une obstination inflexible, et ni le danger ni les obstacles ne pouvaient le détourner dans l'exécution. L'influence de leur caractère sur leurs entreprises dut mettre une égale différence dans les succès. François, par son impétueuse activité, déconcerta souvent les plans de l'Empereur

les mieux concertés. Charles, en suivant ses vues avec sang-froid, mais avec fermeté, arrêta souvent son rival dans sa carrière rapide, et repoussa ses plus vigoureux efforts. Le premier, à l'ouverture d'une guerre ou d'une campagne, fondait sur son ennemi avec la violence d'un torrent, et entraînait tout ce qui se trouvait devant lui; le second, attendant pour agir que les forces de son rival commençassent à diminuer, recouvrait à la fin tout ce qu'il avait perdu et faisait souvent de nouvelles acquisitions. Le roi de France forma différents projets de conquêtes; mais, quelque brillants que fussent les commencements de ses expéditions, la fin en fut rarement heureuse; plusieurs des tentatives de l'Empereur qu'on jugeait impraticables et désespérées se terminèrent avec le plus grand succès. François se laissait éblouir par l'éclat d'un projet; Charles n'était séduit que par la perspective des avantages qu'il pouvait en recueillir. Le degré de leur mérite et de leur réputation respective n'a cependant été encore fixé ni par un examen scrupuleux de leurs talents pour le gouvernement, ni par la considération impartiale de la grandeur et du succès de leurs entreprises. François est un de ces princes dont la renommée est au-dessus de leur génie et de leurs actions; et cette préférence est l'effet de plusieurs circonstances réunies. La supériorité que donna à Charles la victoire de Pavie, et qu'il conserva dès lors jusqu'à la fin de son règne, était si manifeste, que les efforts de François pour

affaiblir la puissance énorme et toujours croissante de son rival furent jugés par la plupart des autres États, non-seulement avec la partialité qu'inspirent naturellement ceux qui soutiennent avec courage un combat inégal, mais même avec la faveur que méritait celui qui attaquait un ennemi commun, et tâchait de réprimer le pouvoir d'un souverain également formidable à tous les autres. D'ailleurs la réputation des princes, surtout aux yeux de leurs contemporains, dépend autant de leurs qualités personnelles que de leurs talents pour le gouvernement. François commit des fautes graves et multipliées, et dans sa conduite politique, et dans son administration intérieure; mais il fut humain, bienfaisant, généreux; il avait de la dignité sans orgueil, de l'affabilité sans bassesse, et de la politesse sans fausseté; il était aimé et respecté de tous ceux qui approchaient de sa personne, et tout homme de mérite avait accès auprès de lui. Séduits par les qualités de l'homme, ses sujets oublièrent les défauts du monarque; ils l'admiraient comme le gentilhomme le plus accompli de son royaume, et ils se soumirent sans murmure à des actes d'administration rigoureuse, qu'ils n'auraient pas pardonnés à un prince moins aimable. Il semblait cependant que cette admiration aurait dû n'être que momentanée et mourir avec les courtisans de ce monarque; l'illusion qui naissait de ses vertus privées a dû se dissiper, et la postérité devrait juger sa conduite publique avec son impartialité ordinaire; mais cet

effet naturel a été contre-balancé par une autre circonstance, et le nom de François a passé à la postérité avec une gloire dont le temps n'a fait qu'augmenter l'éclat. Avant son règne, les sciences et les arts avaient fait peu de progrès en France; à peine commençaient-ils à franchir les limites de l'Italie, où ils venaient de renaître et qui avait été jusqu'alors leur unique séjour. François les prit sous sa protection; il voulut égaler Léon X par l'ardeur et la magnificence avec lesquelles il encouragea les lettres. Il appela les savants à sa cour, il conversa familièrement avec eux, il les employa dans les affaires, il les éleva aux dignités et les honora de sa confiance. Les gens de lettres ne sont pas moins flattés d'être traités avec la distinction qu'ils croient mériter, que disposés à se plaindre lorsqu'on leur refuse les égards qui leur sont dus : ils crurent qu'ils ne pouvaient porter trop loin leur reconnaissance pour un protecteur aussi généreux, et célébrèrent à l'envi ses vertus et ses talents. Les écrivains postérieurs adoptèrent ces éloges, et y ajoutèrent encore. Le titre de Père des lettres, qu'on avait donné à François, a rendu sa mémoire sacrée chez les historiens; ils semblent avoir regardé comme une sorte d'impiété de relever ses faiblesses et de censurer ses défauts. Ainsi François, avec moins de talents et de succès que Charles, jouit peut-être d'une réputation plus brillante, et les vertus personnelles dont il était doué lui ont mérité plus d'admiration et d'éloges que n'en ont inspiré le vaste génie

et les artifices heureux d'un rival plus habile, mais moins aimable.

La mort du roi de France produisit un changement considérable dans l'état de l'Europe. L'Empereur, vieilli dans l'art du gouvernement, n'avait plus pour rivaux que de jeunes monarques peu dignes d'entrer en lice avec celui qui avait lutté si longtemps, et presque toujours heureusement, avec des princes tels que Henri VIII et François Ier. Cette mort délivra Charles de toute inquiétude, et il se trouva heureux de pouvoir commencer avec succès contre l'électeur de Saxe les opérations qu'il avait été obligé de suspendre jusqu'alors. Il savait que les talents de Henri II, qui venait de monter sur le trône de France, étaient bien inférieurs à ceux de son père; il prévit que ce nouveau monarque serait, pendant quelque temps, trop occupé à renvoyer les anciens ministres qu'il haïssait, et à satisfaire les désirs ambitieux de ses propres favoris, pour qu'on eût quelque chose à craindre, soit de ses efforts personnels, soit de quelque confédération formée par ce prince sans expérience.

Comme il était difficile de prévoir combien durerait cet intervalle de sécurité, Charles se détermina à en profiter sur-le-champ : dès qu'il eut appris la mort de François, il se mit en marche d'Egra, sur les frontières de Bohême ; mais le départ des troupes du pape, joint à la retraite des Flamands, avait tellement affaibli son armée, qu'il ne put rassembler que seize mille hommes. Ce fut avec des forces si

peu considérables qu'il commença une expédition dont l'événement devait fixer le degré d'autorité dont il jouirait dorénavant en Allemagne. L'électeur avait d'ailleurs perdu l'avantage du nombre, en divisant ses troupes et en les cantonnant en différentes villes de la Saxe.

L'Empereur entra en Saxe par la frontière méridionale, et attaqua Altorf sur l'Elster. On vit bientôt combien la manœuvre de l'électeur était insensée; car les troupes qui se trouvaient dans cette ville se rendirent sans résistance, et celles qu'on avait envoyées dans les autres places, entre Altorf et l'Elbe, suivirent cet exemple ou s'enfuirent à l'approche des Impériaux. Charles ne laissa pas aux Saxons le temps de se remettre de la terreur panique dont ils paraissaient être frappés, et il marcha en avant sans perdre un seul moment. L'électeur, qui avait établi son quartier général à Meissen, flottait dans l'état d'indécision et d'incertitude qui lui était naturel; il se montrait même plus indécis à proportion que le danger paraissait plus urgent et exigeait des résolutions plus promptes. Quelquefois il semblait déterminé à défendre les bords de l'Elbe et à tenter le sort d'une bataille dès que les détachements qu'il avait appelés à lui seraient à portée de le joindre. D'autres fois, regardant ce parti comme téméraire et trop périlleux, il paraissait adopter les avis plus prudents de ceux qui lui conseillaient de tâcher de traîner la guerre en longueur, en se retirant sous les fortifications de Wittemberg, où les Impériaux ne pourraient

l'attaquer sans un désavantage sensible, tandis qu'il y attendrait en sûreté les secours qui devaient lui arriver de Mecklembourg, de la Poméranie et des villes protestantes de la Baltique. Sans s'arrêter avec décision à l'un ou à l'autre de ces deux plans, il rompit le pont de Meissen, et marcha, le long de la ligne orientale de l'Elbe, jusqu'à Muhlberg. Là il délibéra de nouveau, et, après avoir hésité longtemps, il s'en tint à un de ces petits moyens qui sont toujours agréables aux âmes faibles et incapables de résolution et de fermeté. Il laissa un détachement à Muhlberg pour s'opposer aux Impériaux, s'ils tentaient de passer la rivière en cet endroit; et s'avançant à quelques milles de là avec son armée, il y campa en attendant l'événement sur lequel il se proposait de régler ses démarches ultérieures.

Cependant Charles, qui marchait toujours sans s'arrêter, arriva, le 23 avril au soir, sur les bords de l'Elbe, vis-à-vis de Muhlberg. La rivière avait, en cet endroit, trente pas de largeur et plus de quatre pieds de profondeur; son courant était rapide, et le bord que les Saxons occupaient était plus élevé que celui où il se trouvait. Ces obstacles, cependant, n'arrêtèrent point l'Empereur; il assembla ses officiers généraux, et, sans demander leur avis, il leur communiqua la résolution où il était de tenter, le lendemain matin, le passage de la rivière, et d'attaquer l'ennemi partout où il pourrait le rencontrer. Tous ses généraux ne purent s'empêcher de témoigner l'étonnement que leur inspirait une résolution

si hardie ; le duc d'Albe, naturellement audacieux et bouillant, et Maurice de Saxe, impatient d'accabler l'électeur son rival, firent eux-mêmes des représentations très-vives contre ce parti ; mais Charles, se fiant davantage à son propre jugement ou à sa fortune, n'eut point égard à leurs raisons et donna les ordres nécessaires pour l'exécution de son plan.

Dès le point du jour, un corps d'infanterie espagnole et italienne marcha vers la rivière, et commença à faire un feu continuel sur l'ennemi. Les longs et pesants mousquets dont on se servait alors faisaient beaucoup de ravage sur la rive opposée ; plusieurs soldats impériaux, emportés par une ardeur guerrière, et voulant s'approcher plus près de l'ennemi, entrèrent dans la rivière, et, s'y avançant jusqu'à la hauteur de la poitrine, tiraient avec une direction plus sûre et avec plus d'effet. Sous la protection de ce feu de mousqueterie, on commença à établir un pont de bateaux pour l'infanterie. Un paysan ayant proposé de faire passer la cavalerie par un gué qu'il connaissait, elle se mit aussi en mouvement ; les Saxons, qui étaient postés à Muhlberg, tâchèrent de troubler ces opérations par le feu assez vif d'une batterie qu'ils avaient élevée ; mais comme les terrains bas des bords de l'Elbe étaient couverts d'un brouillard épais, ils ne pouvaient pas diriger leurs coups avec beaucoup de justesse, et ils ne firent pas beaucoup de mal aux Impériaux. Les Saxons, au contraire, fort maltraités par le feu des Espagnols et des Italiens, brûlèrent

quelques bateaux qui avaient été rassemblés près du village, et se préparèrent à faire retraite. Les Impériaux s'étant aperçus de ce dessein, dix soldats espagnols se dépouillèrent sur-le-champ, et, prenant leurs épées entre les dents, se jetèrent à la nage, traversèrent la rivière, mirent en fuite quelques Saxons qui voulurent les arrêter, et sauvèrent des flammes autant de bateaux qu'il leur en fallait pour achever le pont; cette action si hardie et si heureuse ranima le courage de leurs compagnons et jeta l'épouvante parmi les ennemis.

En même temps chaque cavalier, prenant en croupe un fantassin, tous commencèrent à entrer dans la rivière; la cavalerie légère marchait à la tête, suivie par les gendarmes, que l'Empereur conduisait en personne, monté sur un beau cheval, vêtu d'un habit superbe, et tenant une javeline à la main. Ce corps nombreux de cavaliers s'agitant à travers une grande rivière, où, suivant la direction de son guide, il était obligé de faire différents détours, marchant quelquefois sur un terrain solide, et quelquefois se mettant à la nage, présentait au reste de l'armée qu'il laissait sur le rivage un spectacle également intéressant et magnifique. Le courage de cette troupe surmonta à la fin tous les obstacles : personne n'osait montrer un sentiment de crainte, lorsque l'Empereur partageait tous les dangers avec le dernier de ses soldats. Dès que Charles eut atteint la rive opposée, sans attendre le reste de son infanterie, il marcha aux Saxons à la tête des troupes qui avaient

passé la rivière avec lui; celles-ci, encouragées encore par le succès de leur entreprise, et méprisant un ennemi qui n'avait osé les attaquer lorsqu'il pouvait le faire avec tant d'avantage, ne tinrent aucun compte de la supériorité du nombre et marchèrent au combat comme à une victoire certaine.

Pendant toutes ces opérations, qui nécessairement durent consumer beaucoup de temps, l'électeur resta dans son camp, sans faire aucun mouvement; il ne voulait pas même croire que l'Empereur eût passé la rivière et pût être si près de lui : aveuglement si extraordinaire, que les historiens les mieux instruits l'imputent à la perfidie de ses généraux, qui l'avaient trompé par de faux avis. Lorsque les témoignages réunis de plusieurs témoins oculaires l'eurent enfin convaincu de sa fatale méprise, il donna ses ordres pour se retirer vers Wittemberg; mais une armée allemande, embarrassée, comme de coutume, par ses bagages et son artillerie, ne pouvait se mettre en mouvement avec beaucoup de célérité. A peine avait-elle commencé sa marche, que les troupes légères de l'ennemi se firent apercevoir; et l'électeur vit qu'il ne pouvait éviter une bataille. Comme il avait autant de bravoure dans l'action que d'indécision dans le conseil, il fit ses dispositions pour le combat avec la plus grande présence d'esprit et beaucoup de prudence; il profita d'une grande forêt pour couvrir ses ailes, de manière à ne pas craindre d'être enveloppé par la cavalerie ennemie, beaucoup plus nombreuse que la sienne.

l'Empereur, de son côté, rangeait ses troupes en bataille à mesure qu'elles avançaient, et parcourant les rangs à cheval, il exhortait ses soldats en peu de mots, mais en termes énergiques, à faire leur devoir. Les deux armées étaient animées par des sentiments bien différents. Le ciel, qui jusqu'à ce moment avait été sombre et couvert de nuages, s'était éclairci tout à coup; cette circonstance fit sur les deux partis opposés une impression analogue à la disposition des esprits. Les Saxons, surpris et découragés, se virent avec peine exposés aux regards de leurs ennemis; les Impériaux, assurés que les troupes protestantes ne pouvaient plus leur échapper, se réjouirent du retour du soleil comme d'un présage certain de la victoire. Le combat n'aurait été ni long ni douteux si le courage des Saxons n'eût été ranimé et soutenu par la bravoure personnelle de l'électeur, et par l'activité qu'il déploya dès le moment que l'approche de l'ennemi lui eut fait regarder comme inévitable un engagement général. Ils repoussèrent d'abord la cavalerie hongroise, qui commença l'attaque, et reçurent avec beaucoup de vigueur les gendarmes qui s'avancèrent ensuite à la charge; mais ceux-ci étaient la fleur de l'armée impériale, ils combattaient sous les yeux de l'Empereur, les Saxons furent donc obligés de plier; les troupes légères des Impériaux se ralliant en même temps et tombant sur leurs flancs, la déroute devint bientôt générale. Un petit corps de soldats choisis, que l'électeur commandait en personne, continuait en-

core de se défendre, et tâchait de sauver son souverain en se retirant dans la forêt. Mais cette troupe ayant été enveloppée de tous côtés, l'électeur, qui était blessé au visage et épuisé de fatigue, et qui voyait l'inutilité d'une plus longue résistance, se rendit prisonnier. Il fut conduit sur-le-champ vers l'Empereur, qui, revenant alors de la poursuite des fuyards, jouissait, au milieu du champ de bataille, de la vue de tout son succès, et recevait les compliments de ses officiers sur la victoire complète qu'il venait de remporter par sa valeur et sa prudence. L'électeur, dans la situation malheureuse et humiliante où il était réduit, montra un maintien également noble et décent; il se présenta à son vainqueur sans prendre un air d'orgueil ou d'humeur qui n'aurait pas convenu à un captif, mais il ne s'abaissa non plus à aucune marque de soumission indigne du rang élevé qu'il tenait parmi les princes d'Allemagne. « Le hasard de la guerre, dit-il, m'a fait votre pri-« sonnier, très-gracieux Empereur, et j'espère d'être « traité... » Ici Charles l'interrompit brusquement. « On me reconnaît donc enfin pour l'Empereur? « lui dit-il; Charles de Gand était le seul titre que « vous m'eussiez donné jusqu'ici. Vous serez traité « comme vous le méritez. » Après ces mots, il tourna le dos à l'électeur d'un air très-fier et le quitta. A ce traitement cruel le roi des Romains ajouta, en son propre nom, des reproches accompagnés d'expressions moins généreuses encore et plus insultantes. L'électeur ne fit point de réponse, et, d'un air calme

et tranquille, sans montrer ni abattement ni surprise, il suivit les soldats espagnols désignés pour le garder.

Cette victoire décisive ne coûta aux Impériaux que cinquante hommes: douze cents Saxons y perdirent la vie, surtout dans la déroute, et il y en eut un plus grand nombre encore de prisonniers. Un corps de quatre cents hommes vint à bout de s'échapper, et arriva à Wittemberg avec le prince électoral, qui avait été blessé dans l'action.

L'Empereur resta deux jours sur le champ de bataille, tant pour rafraîchir son armée que pour recevoir les députés des villes voisines, qui s'empressèrent de mériter sa protection en se soumettant à ses volontés; après quoi il marcha à Wittemberg, dans le dessein de terminer tout d'un coup la guerre en s'emparant de cette place. L'infortuné électeur fut emmené comme en triomphe et exposé partout, dans l'état d'un captif, aux yeux de ses propres sujets. Ce spectacle affligeait tous ceux qui aimaient et honoraient ce prince; mais un si sensible outrage ne put abattre la fierté de son âme, ni même troubler son sang-froid et sa tranquillité ordinaire.

Wittemberg était alors la résidence de la branche électorale de la famille de Saxe; c'était une des plus fortes villes de l'Allemagne, très-difficile à prendre si elle était bien défendue. L'Empereur y marcha avec la plus grande célérité, espérant trouver ses habitants dans la consternation et prêts à se rendre dès qu'il se présenterait devant leurs murs. Mais

Sibylle de Clèves, femme de l'électeur, qui joignait beaucoup de talents à une grande vertu, anima les habitants à une défense courageuse, et adressa à l'Empereur une réponse pleine de fierté, en l'avertissant d'avoir pour l'électeur tous les égards dus à son rang, parce qu'elle était déterminée à traiter Albert de Brandebourg, qui était toujours prisonnier, comme l'électeur serait traité.

Charles n'avait pas le matériel nécessaire pour entreprendre un siége régulier; Maurice s'engagea à fournir l'artillerie et les provisions nécessaires, mais il ne put le faire ; et Charles chercha un expédient plus prompt pour se rendre maître de la ville. Il résolut d'alarmer la tendresse de l'épouse et des enfants de l'électeur, en les avertissant que, si Wittemberg ne se rendait pas, l'électeur payerait de sa tête leur obstination, et il fit faire aussitôt le procès à son prisonnier. Le conseil de guerre, réuni d'une manière irrégulière et illégale, condamna l'électeur à être décapité; celui-ci montra dans cette circonstance une fermeté héroïque. Mais sa famille ne prouva pas la même force; et, vaincu enfin par les larmes et les sollicitations des siens, l'électeur consentit à signer un traité par lequel il résignait la dignité électorale entre les mains de l'Empereur, livrait les places de Wittemberg et de Gotha, et s'engageait à rester pendant sa vie prisonnier de l'Empereur. Maurice fut mis immédiatement en possession de l'électorat.

Le landgrave, beau-père de Maurice, était tou-

jours en armes, et quoiqu'il restât alors le seul défenseur de la cause protestante, cet ennemi n'était ni faible, ni méprisable. Maurice et l'électeur de Brandebourg se portèrent pour médiateurs entre ce prince et Charles, qui exigea les conditions les plus rigoureuses. Il voulait que le landgrave se soumît aux décrets de la chambre impériale, livrât sa personne et ses États, et se mît entièrement à sa discrétion. Le landgrave n'osa pas courir les chances d'une lutte avec un adversaire si redoutable, et il se soumit, bien qu'avec une extrême répugnance. Sur les assurances verbales données par l'Empereur à Maurice et à l'électeur de Brandebourg, le landgrave fit taire sa défiance et se rendit au camp impérial. Au moment où il allait subir l'humiliation de faire sa soumission publique à l'Empereur, on lui présenta à signer une copie des articles qu'il avait déjà acceptés, mais on y avait ajouté des conditions nouvelles qui n'avaient pas été d'abord stipulées. Cette fraude excita très-vivement son indignation, et ce ne fut pas sans peine que Maurice et l'électeur de Brandebourg levèrent cet obstacle. La cérémonie s'acheva enfin, et l'Empereur y montra une contenance dure et hautaine. Le soir même, le landgrave reçut l'ordre de rester prisonnier chez le duc d'Albe, sous la garde des soldats espagnols. Cette nouvelle excita chez ce malheureux prince un profond étonnement, qui fit immédiatement place à la plus violente fureur. Maurice et l'électeur de Brandebourg, qui sentaient que cette fourberie les déshonorait,

adressèrent à l'Empereur les sollicitations les plus pressantes; mais le monarque resta fier et inflexible, et les deux princes furent obligés de quitter la cour, en laissant dans les fers un ami auquel ils avaient, sur leur honneur, garanti la liberté.

Le landgrave et l'électeur furent traînés à la suite de l'Empereur, qui, dans chaque lieu qu'il visitait, les donnait en spectacle, renouvelant ainsi leur humiliation et son triomphe. Réunissant l'oppression à l'opprobre, l'Empereur exerçait sur l'Allemagne les droits les plus rigoureux d'un conquérant; il enlevait l'artillerie des villes et des princes, levait des sommes considérables, et commettait toute espèce d'exactions.

Tandis que Charles donnait la loi aux Allemands comme à un peuple vaincu, Ferdinand traitait ses sujets en Bohême avec encore plus de rigueur. Irrités de ce qu'il avait voulu étendre les prérogatives royales, et excités d'ailleurs par la doctrine des réformateurs que Jean Hus avait répandue dans leur pays, les Hongrois s'étaient révoltés et avaient levé une armée de trente mille hommes. La soumission de l'électeur de Saxe et l'approche de Ferdinand à la tête d'une armée impériale les déterminèrent à se soumettre; mais leurs prières et leurs larmes n'eurent aucune influence sur le roi, qui leur imposa une nouvelle forme de gouvernement, les désarma, et punit de mort les chefs principaux du mouvement.

L'Empereur avait convoqué à Augsbourg une

diète pour terminer définitivement les controverses de religion qui depuis si longtemps troublaient l'Empire. Il avait entouré cette assemblée de ses troupes, de manière à la tenir sous sa dépendance. Charles commença par engager les membres de la diète à reconnaître l'autorité du concile général qu avait été réuni à Trente. Cette assemblée venait d'être transférée à Bologne, parce qu'une maladie qui s'était déclarée à Trente avait quelque chose de pestilentiel. Quelques membres du concile dévoués à Charles étaient restés à Trente, et l'Empereur lui-même avait insisté pour que le concile retournât dans cette ville; mais Paul n'avait eu aucun égard à sa demande. Cette circonstance donna un nouvel aliment aux mécontentements élevés entre l'Empereur et le pape, et qui devinrent encore plus vifs lorsque après le meurtre de Farnèse les troupes impériales se furent emparées de Plaisance.

(1548) Ce fut en ce moment que la diète d'Augsbourg, se conformant aux ordres de l'Empereur, sollicita le pape d'enjoindre aux prélats qui s'étaient retirés à Bologne de retourner à Trente et d'y reprendre leurs délibérations. Paul consulta les docteurs qui étaient à Bologne, lesquels déclarèrent que le concile ne pouvait pas, sans manquer à sa dignité, retourner à Trente, à moins que les prélats qui, en y restant, avaient montré un esprit de schisme, ne se rendissent auparavant à Bologne, pour s'y réunir avec leurs frères. L'Empereur, à qui cette réponse fut communiquée, envoya à Bologne

deux jurisconsultes, qui, en présence des légats, protestèrent que la translation du concile dans cette ville s'était faite sans nécessité et sur des prétextes faux ou frivoles; que tant qu'il continuerait d'y tenir ses séances, il ne devait être regardé que comme un conventicule illégal et schismatique; que par conséquent toutes ses décisions devaient être regardées comme nulles et sans validité. Quelques jours après, l'ambassadeur impérial, résidant à Rome, renouvela cette protestation en présence du souverain pontife, dans les termes les moins mesurés et les moins respectueux.

L'Empereur fit connaître à la diète l'inutilité de ses démarches, et en même temps il lui annonça qu'il avait employé quelques théologiens distingués par leurs talents et leurs lumières à préparer un système de doctrine auquel les peuples seraient tenus de se conformer, jusqu'à ce qu'on pût convoquer un concile tel qu'on le désirait, projet absurde et injurieux à l'Église. Ce système avait été composé par Pflug, Helding et Agricola; les deux premiers étaient deux dignitaires de l'Église romaine estimés par leur caractère pacifique et conciliateur; le dernier était un théologien protestant. Les articles qui avaient été présentés à la diète de Ratisbonne en 1541, dans la vue de concilier les partis opposés, servirent de modèle au nouveau système; mais les protestants y étaient moins ménagés. On leur cédait seulement sur deux points: il était permis à ceux des ecclésiastiques qui s'étaient mariés et qui

ne voudraient pas se séparer de leurs femmes, d'exercer toutes les fonctions de leur ministère sacré, et les provinces qui avaient été accoutumées à recevoir le pain et le vin dans le sacrement de l'Eucharistie, pouvaient conserver le privilége de communier ainsi sous les deux espèces; on déclarait que ces articles étaient des concessions faites uniquement pour un temps, afin d'avoir la paix, et par égard pour la faiblesse et les préjugés des peuples.

Ce système de doctrine fut connu dans la suite sous le nom d'*Intérim*, parce qu'il contenait des règlements provisoires qui ne devaient avoir de force que jusqu'à la réunion d'un autre concile général. L'Empereur le présenta à la diète, en déclarant l'intention où il était de le faire observer. A peine eut-il fini sa lecture, que l'archevêque de Mayence, président de l'assemblée, se leva, et déclara, au nom de la diète, qu'elle acceptait le nouveau système et qu'elle était résolue à s'y conformer en tout point. Personne n'eut le courage de contredire ce que l'archevêque venait d'avancer, et l'Empereur, ayant reçu cette déclaration comme une ratification entière et légale de l'*Intérim*, se prépara à en maintenir l'exécution comme si c'eût été un décret de l'Empire.

Immédiatement après la dissolution de la diète, l'Empereur fit publier l'*Intérim* en allemand et en latin. Cet écrit eut le sort ordinaire de tous les plans de conciliation; les deux opinions le repoussèrent

également. Le pape, éclairé par sa profonde expérience, prévit qu'un système que tous les partis attaquaient et qu'aucun ne défendait, ne pouvait pas être de longue durée, et qu'il n'aurait pas besoin d'interposer ses propres forces pour en accélérer la chute.

L'Empereur, amoureux de son plan, voulut le faire rigoureusement exécuter; mais il ne trouva pas partout la même condescendance que chez l'électeur palatin, l'électeur de Brandebourg et Maurice de Saxe. La fermeté de l'électeur de Saxe ne se démentit pas en cette occasion; l'Empereur lui ayant proposé de lui rendre la liberté s'il voulait accéder à l'*Intérim*, le prisonnier répondit qu'il n'abandonnerait pas à la fin de ses jours une cause pour laquelle il avait déjà tant souffert; le landgrave, au contraire, écrivit à l'Empereur pour donner son approbation à l'*Intérim*; mais l'Empereur, qui savait que son exemple serait sans influence, méprisa son offre et le fit garder plus rigoureusement.

Les villes impériales montrèrent aussi beaucoup de résistance, et il fallut soumettre par la force Strasbourg, Constance, Brême, Magdebourg, et plusieurs autres places moins considérables.

Cependant Charles, satisfait d'avoir ainsi fait fléchir sous son autorité le caractère peu traitable des Allemands, partit pour les Pays-Bas, emmenant avec lui ses deux prisonniers, l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse. Avant d'arriver à

Bruxelles, il apprit que les légats du pape à Bologne avaient dissous le concile par une prorogation indéfinie, et que les prélats qui s'étaient assemblés dans cette ville étaient retournés chacun dans leur patrie.

Charles aimait à passer d'une partie de ses États dans une autre ; mais ce goût particulier n'était pas le seul motif de son voyage en Flandre : il voulait y recevoir son fils unique, qui était alors dans sa vingt et unième année, et qu'il y avait appelé non-seulement pour le faire reconnaître par les États des Pays-Bas comme son héritier présomptif, mais encore pour faciliter l'exécution d'un grand projet dont on développera bientôt l'objet et l'issue.

Philippe, ayant laissé le gouvernement de l'Espagne entre les mains de Maximilien, fils aîné de Ferdinand, s'embarqua pour l'Italie, suivi d'un nombreux cortége de noblesse espagnole. Il débarqua à Gênes ; de là il alla à Milan, et passant ensuite par l'Allemagne, il arriva à la cour impériale à Bruxelles. Philippe fut reçu avec une pompe extraordinaire par toutes les villes des Pays-Bas où il passa : des fêtes, des tournois, des spectacles publics de toute espèce furent èxécutés avec cette magnificence extrême que les nations commerçantes aiment à déployer dans toutes les occasions où elles s'écartent de leurs maximes ordinaires d'économie. Mais, au milieu des jeux et des fêtes, Philippe laissa voir d'une manière remarquable la sévérité naturelle de son caractère et une partialité pour les Espa-

gnols qui révolta les Flamands, et fut la source de cette antipathie qui devint par la suite si funeste à la monarchie espagnole.

Charles fut retenu longtemps dans les Pays-Bas par une violente attaque de goutte. Il ne se relâcha cependant pas dans ses efforts pour l'exécution de l'*Intérim*. Strasbourg et Constance, qui avaient pris les armes, furent réduits à se soumettre, à perdre leurs priviléges de villes libres, et à recevoir garnison autrichienne. Magdebourg, Brême, Hambourg et Lubeck furent les seules villes impériales considérables qui ne se soumirent pas à la volonté de Charles.

LIVRE X

Mort de Paul III. — Élection de Jules III. — Diète tenue à Augsbourg. — Desseins de Maurice de Saxe contre l'Empereur. — Sa protestation contre le concile. — Projet de Charles pour faire passer la couronne impériale sur la tête de son fils Philippe. — Il est obligé d'y renoncer. — Hostilités en Italie. — Henri II proteste contre le second concile de Trente. — Siége de Magdebourg. — Révolution en Hongrie. — Maurice sollicite l'appui du roi de France. — Les Allemands demandent encore une fois inutilement la liberté du landgrave. — Maurice entre en campagne contre l'Empereur. — Étonnement et embarras de Charles. — Succès de Maurice. — L'Empereur quitte précipitamment Inspruck. — Le concile de Trente se dissout. — Traité de Passau.

(1550) Charles s'occupait avec une constance infatigable à vaincre l'obstination des protestants; mais les effets de sa fermeté étaient contre-balancés par les efforts du pape, qui observait tous les jours

avec plus de défiance ses entreprises réitérées sur la juridiction ecclésiastique. Voyant aussi que l'Empereur persistait à conserver Plaisance, le pontife révoqua la cession qu'il avait faite de Parme et de Plaisance à la famille Farnèse, et déclara ces deux villes réunies au saint-siége. Il espérait par ce moyen obtenir la restitution de Plaisance et assurer la conservation de Parme, qui deviendrait ainsi partie du patrimoine de l'Église. La mort vint interrompre ses projets, et termina sa carrière dans la seizième année de son pontificat et la quatre-vingt-deuxième de son âge. Le cardinal del Monte fut élu à sa place, et prit le nom de Jules III. Le premier usage qu'il fit de son pouvoir fut de restituer Parme à Octave Farnèse. Il renvoya ensuite à une congrégation de cardinaux l'examen des mesures à prendre pour rendre la paix à l'Église, et, sur leur avis, il envoya des nonces à la cour impériale et à celle de France, pour déclarer qu'il avait l'intention de convoquer un concile général à Trente.

Cependant l'Empereur avait convoqué une nouvelle diète à Augsbourg, dans la vue de donner plus d'activité à l'exécution de l'*Intérim*, et de faire signer à cette assemblée un acte plus authentique pour reconnaître la juridiction du concile, avec une promesse positive de se conformer à ses décrets. Il aurait obtenu sans difficulté tout ce qu'il désirait, si Maurice de Saxe n'avait pas commencé à montrer de nouvelles intentions et à prendre un rôle très-différent de celui qu'il avait joué jusqu'alors. Ce prince

devait sa haute position à l'étroite liaison qu'il avait entretenue avec l'Empereur ; mais il n'en comprenait pas moins que la puissance envahissante de son protecteur devait effrayer l'Allemagne, et que, si on lui laissait faire encore quelques pas, Charles serait aussi absolu dans l'Empire qu'en Espagne. Étant devenu le prince le plus puissant de l'Empire, il avait aussi l'ambition de se faire le chef politique du protestantisme ; et d'ailleurs il avait été profondément blessé par la perfidie dont l'Empereur avait usé à son égard, en retenant prisonnier le landgrave. La politique, l'ambition et le ressentiment déterminèrent donc Maurice à se tourner contre le souverain qui avait été son protecteur et dont il avait semblé jusqu'alors l'ami le plus dévoué ; toutefois il cacha ses desseins avec le plus grande prudence jusqu'à ce qu'il trouvât l'occasion de les faire éclater.

Maurice avait trouvé le moyen d'établir l'*Intérim* dans ses États, sans exercer de violence et par des voies de persuasion, et tout en protestant avec force de son attachement à la religion réformée. En même temps, et pour ne pas inspirer de défiance à l'Empereur, il marchait contre les habitants de Magdebourg, qui avaient refusé de se soumettre à l'*Intérim*. Cette démarche ayant éloigné de lui les protestants, il crut devoir, pour les ramener, protester, à la diète d'Augsbourg, contre le concile de Trente ; ses ambassadeurs déclarèrent donc que leur maître ne reconnaîtrait l'autorité de ce concile qu'à des conditions tellement favorables que personne n'aurait

osé les proposer à l'Empereur. Ce prince n'en fut cependant pas offensé, et Maurice eut l'art de rester dans ses bonnes grâces, malgré cette démonstration, que tout le monde trouva pleine de hardiesse. En même temps la diète décidait que les forces de l'Empire seraient employées à réduire Magdebourg, et demandait que le commandement en fût donné à Maurice; l'Empereur y consentit très-volontiers, et Maurice accepta cette mission avec empressement.

(1551) Dans ces entrefaites, Jules avait convoqué le concile de Trente pour le 1er mai. Malgré le soin qu'il avait eu d'exprimer dans sa bulle ses droits à la direction des opérations du concile, et malgré la répugnance que les protestants témoignaient à reconnaître au pape de tels priviléges, l'influence de l'Empereur détermina tous les princes et les États de l'Empire à envoyer leurs représentants à Trente.

Pendant la durée de la diète d'Augsbourg, on fit de nouvelles démarches auprès de l'Empereur pour obtenir la liberté du landgrave; Maurice et l'électeur de Brandebourg firent de nouveaux efforts dans le même but; mais ce fut toujours en vain; l'Empereur, par un acte public de sa volonté, annula la promesse authentique que ces deux princes avaient faite de se remettre eux-mêmes entre les mains des jeunes princes de Hesse, si on attentait à la liberté de leur père; et le landgrave, ayant tenté de s'évader, fut transféré dans la citadelle de Mechlin, où il fut gardé plus étroitement que jamais.

La même diète fut occupée d'une affaire qui inté-

ressait encore de plus près l'Empereur, et qui excita également une alarme universelle parmi les princes de l'Empire. Les succès des armes impériales avaient donné un nouvel essor à l'ambition démesurée de Charles, et il ne se proposait rien moins que d'établir dans toute l'Allemagne l'uniformité de religion et de rendre despotique l'autorité impériale. Il s'occupait déjà en outre de perpétuer dans sa famille les acquisitions importantes qu'il allait faire, en transmettant à la fois à son fils l'Empire d'Allemagne, les royaumes d'Espagne, et les États d'Italie et des Pays-Bas. C'était dans ce but qu'il avait fait venir son fils d'Espagne, et il ne craignit pas de proposer à Ferdinand de céder à son neveu le titre de roi des Romains, qui semblait lui assurer la succession de l'Empire : mais l'Empereur rencontra chez son frère une opposition insurmontable, et qu'aucune promesse ne put fléchir. Charles songea alors à s'adresser aux électeurs, espérant les amener à révoquer le choix qu'il leur avait dicté lui-même autrefois, ou au moins à nommer Philippe second roi des Romains, en le désignant pour succéder immédiatement à son oncle ; mais il échoua encore de ce côté ; le caractère hautain et sévère de Philippe avait choqué les électeurs, effrayés d'ailleurs de mettre un prince si puissant à la tête de l'Empire. L'Empereur dut donc renoncer à la réalisation d'un projet qu'il mûrissait depuis longtemps, et il envoya Philippe en Espagne, pour l'en rappeler lorsqu'un nouveau plan d'ambition rendrait sa présence nécessaire.

La guerre semblait sur le point de se rallumer en Italie. Octave Farnèse, se voyant menacé par Gonzague, gouverneur de Milan, qui se disposait à s'emparer de Parme sur l'ordre de l'Empereur, eut recours au roi de France. Henri II, qui venait de terminer heureusement la guerre avec l'Angleterre, conclut aussitôt une alliance avec lui. Le pape, effrayé de voir la guerre si près de son territoire, avait ordonné à Octave de se désister de son traité avec la France, et sur son refus il envoya contre lui des forces soutenues par celles que lui fournit Charles. Ainsi les Impériaux et les Français se trouvèrent en présence en Italie, les premiers comme protecteurs du saint-siége, et les seconds comme alliés d'Octave. Cette campagne ne produisit pas d'événements remarquables; mais les Impériaux furent obligés d'abandonner le siége de Parme.

Le mouvement et les alarmes de la guerre empêchèrent d'abord la réunion du concile, qui s'ajourna au 1er septembre. Il s'y rendit à cette époque environ soixante prélats, pour la plupart de l'État ecclésiastique ou d'Espagne, et un petit nombre d'Allemands. Dès les premières séances, un ambassadeur du roi de France se présenta et fit quelques remontrances respectueuses aux Pères du concile de la part du roi son maître. Le concile n'en procéda pas moins à l'examen des points importants qui lui étaient soumis. En attendant ses décisions, l'Empereur faisait les plus grands efforts pour établir l'autorité et la juridiction du concile. Il chassa de la ville d'Augs-

bourg les prédicateurs protestants, et vint ensuite s'établir à Inspruck, d'où il pouvait facilement observer ce qui se passait à Trente, en Allemagne, et sur le territoire de Parme.

Cependant le siége de Magdebourg se poursuivait avec des succès alternatifs. Maurice de Saxe avait pris le commandement des assiégeants, et se faisait un mérite auprès de l'Empereur de son zèle à exécuter ses décrets. Mais les approches de la place se faisaient lentement; la garnison troublait les assiégeants par de fréquentes sorties; elle détruisait à mesure leurs ouvrages et enlevait des soldats dans les postes avancés. Les bourgeois de Magdebourg, animés par les discours de leurs pasteurs, et les soldats de la garnison, encouragés par l'exemple de leurs officiers, supportaient sans murmurer toutes les fatigues du siége, et se défendaient toujours avec le même zèle qu'ils avaient montré d'abord; d'un autre côté, les soldats des assiégeants se relâchaient au contraire de leur ardeur, et murmuraient de tout ce qu'ils étaient obligés de souffrir dans un service qui leur déplaisait; ils se soulevèrent même plusieurs fois en demandant ce qui leur était dû de leur solde, qu'on n'avait pu leur payer depuis quelque temps parce que les Allemands ne contribuaient qu'avec répugnance aux dépenses de cette guerre. Maurice avait d'ailleurs des motifs particuliers et qu'il n'osait pas encore avouer, pour ne pas pousser le siége avec vigueur; il aimait mieux rester à la tête d'une armée, exposé à toutes les

imputations auxquelles la lenteur de ses opérations donnait lieu, que de précipiter une conquête qui, en ajoutant quelque chose à sa gloire, l'aurait mis dans la nécessité de licencier ses troupes.

Cependant les habitants commençaient à souffrir les horreurs de la disette; Maurice, se voyant dans l'impossibilité de prolonger davantage le siége sans donner à l'Empereur des soupçons qui auraient déconcerté toutes ses mesures, conclut à la fin un traité de capitulation avec la ville aux conditions suivantes: Que les habitants imploreraient avec soumission la clémence de l'Empereur; qu'à l'avenir ils ne prendraient point les armes et n'entreraient dans aucune alliance contre la maison d'Autriche; qu'ils reconnaîtraient l'autorité de la chambre impériale; qu'ils se conformeraient aux décrets de la diète d'Augsbourg sur la religion; que les nouvelles fortifications qui avaient été ajoutées à la place seraient démolies; qu'ils paieraient une amende de cinquante mille couronnes; qu'ils livreraient à l'Empereur douze pièces d'artillerie; enfin, qu'ils donneraient la liberté sans rançon au duc de Mecklembourg et à tous les autres prisonniers. Le lendemain, la garnison sortit de la ville, et Maurice en prit possession avec toute la pompe militaire.

Avant que les articles de la capitulation fussent entièrement convenus, Maurice avait eu plusieurs conférences avec Albert, comte de Mansfeld, qui avait le principal commandement à Magdebourg, et avec le comte Heideck, officier qui avait servi avec

beaucoup de distinction dans les troupes de la ligue de Smalkalde, que l'Empereur avait proscrit à cause de son zèle pour la cause protestante, et que Maurice avait secrètement engagé à son service et admis dans sa confiance la plus intime. Il leur communiqua un plan qui depuis longtemps occupait son esprit, et dont le but était de procurer la liberté au landgrave, son beau-père, de rétablir les priviléges du corps germanique, et de mettre des bornes aux dangereuses usurpations de la puissance impériale. Après les avoir consultés sur les mesures qu'il serait nécessaire de prendre pour assurer le succès d'une entreprise si périlleuse, il donna à Mansfeld des assurances secrètes que les fortifications de Magdebourg ne seraient point détruites, et que les habitants ne seraient ni troublés dans l'exercice de leur religion, ni privés d'aucune de leurs anciennes immunités. Afin d'engager plus sûrement Maurice, par son propre intérêt, à remplir ces promesses, le sénat de Magdebourg l'élut pour son burgrave, dignité qui avait anciennement appartenu à la maison électorale de Saxe, et qui lui donnait une juridiction très-étendue, tant dans la ville que dans le territoire.

Ainsi les bourgeois de Magdebourg, après avoir soutenu un siége d'une année entière, après avoir combattu pour leur liberté civile et religieuse avec une intrépidité que toute l'Europe admira, furent enfin assez heureux pour conclure un traité qui les laissa dans un meilleur état que ceux de leurs compatriotes qui, par timidité et par défaut d'esprit

patriotique, s'étaient soumis si bassement à l'Empereur. Mais, tandis qu'une grande partie de l'Allemagne applaudissait au courage des Magdebourgeois, et se réjouissait de les voir échappés à la destruction dont ils avaient été menacés, tout le monde admira l'habileté de Maurice dans la conduite de sa négociation avec eux, et l'adresse avec laquelle il avait su tourner chaque événement à son avantage. On voyait avec étonnement qu'après avoir fait éprouver aux habitants de Magdebourg, pendant plusieurs mois, toutes les horreurs de la guerre, il était à la fin, par une élection volontaire, revêtu de l'autorité suprême dans cette même ville qu'il venait d'assiéger, et qu'après avoir été si longtemps l'objet de leurs déclamations et de leurs satires, comme apostat et ennemi de la religion qu'il professait, ces mêmes habitants paraissaient mettre une confiance sans bornes dans son zèle et dans sa bienveillance. En même temps les articles publics du traité de capitulation étaient si exactement conformes à ceux que l'Empereur lui-même avait accordés aux autres villes protestantes, et Maurice sut si bien faire valoir le mérite d'avoir réduit une place qui s'était défendue avec tant d'opiniâtreté, que Charles, loin de soupçonner ni fraude ni collusion dans les conditions du traité, le ratifia sans hésiter, et releva les Magdebourgeois de la sentenee de ban qui avait été prononcée contre eux.

La seule difficulté qui pouvait encore embarrasser Maurice, c'était de tenir rassemblées les vieilles

troupes qui avaient servi sous lui, et celles qui avaient été employées à la défense de la place. Il imagina, pour y réussir, un expédient d'une adresse singulière. Ses projets contre l'Empereur n'étaient pas encore assez mûrs pour qu'il osât les faire connaître et travailler ouvertement à les mettre à exécution. L'hiver qui approchait ne lui permettait pas d'entrer sur-le-champ en campagne. Il craignait de donner une alarme prématurée à l'Empereur en retenant à sa solde un corps si considérable jusqu'à ce que le temps des opérations militaires fût revenu avec le printemps. Dès que Magdebourg lui eut ouvert ses portes, il permit à ses soldats saxons de retourner chez eux; comme c'étaient ses sujets, il était bien sûr de leur faire reprendre les armes et de les rassembler quand il en aurait besoin. Il paya en même temps une partie de ce qui était dû aux troupes mercenaires qui avaient suivi ses étendards, aussi bien qu'aux soldats qui avaient servi dans la garnison; et, après les avoir relevés de leur serment de fidélité, il les licencia. Mais, au moment où il leur donna congé, Georges, duc de Mecklembourg, offrit de reprendre ces mêmes troupes à son service, et de se rendre caution pour le paiement de ce qui leur était encore dû. Ces aventuriers, accoutumés à changer souvent de maître, acceptèrent sans peine sa proposition. Ainsi les mêmes troupes restèrent unies et prêtes à marcher partout où Maurice les appellerait; tandis que l'Empereur, trompé par cet artifice, et s'imaginant que le duc de Mecklembourg ne

les avait engagées que pour soutenir par la force des armes ses prétentions sur une partie des États de son frère, vit tout cet arrangement d'un œil très-indifférent. Pour mieux tromper l'Empereur, Maurice affecta un grand empressement à reconnaître le concile de Trente et à y envoyer des ambassadeurs.

De grandes difficultés s'étaient élevées relativement aux sûretés qu'exigeaient les docteurs protestants pour se rendre à Trente : l'Empereur leur avait accordé des sauf-conduits, mais ils voulaient en recevoir du concile lui-même, et des négociations sans fin s'ouvrirent à ce sujet. L'Empereur voulut intervenir pour concilier les parties, et il se trouva entraîné dans un inextricable dédale d'intrigues et de pourparlers. Tandis que Charles était ainsi occupé, Maurice avait le loisir de laisser mûrir son plan et d'achever ses préparatifs.

Mais, avant de raconter ses tentatives, il est nécessaire de parler d'une révolution nouvelle qui s'accomplit en Hongrie. En privant le jeune roi de Hongrie de ses domaines, Soliman avait accordé à ce prince la Transylvanie, dont il avait confié le gouvernement à la reine et à Martinuzzi, évêque de Waradin. Celui-ci se lia secrètement avec Ferdinand, et le décida à faire marcher une armée à la conquête de la Hongrie. Les troupes du roi des Romains ne trouvèrent pas de résistance, et Martinuzzi détermina la reine Isabelle à lui abandonner la Transylvanie, lui promettant, au nom de ce prince, une compensation suffisante. Ferdinand se vit donc maître de ce

pays, et prouva sa reconnaissance à Martinuzzi en le laissant gouverneur de la Transylvanie, en le nommant évêque de Gran, en obtenant pour lui du pape la promesse qu'il serait fait cardinal. Cependant Ferdinand ne tarda pas à concevoir des soupçons sur la sincérité de Martinuzzi, et, se croyant faussement trahi par lui, il le fit assassiner par des conjurés. Cet acte de cruauté et d'ingratitude souleva contre lui la noblesse hongroise, et encouragea les Turcs à faire de nouveaux efforts pour reconquérir la Hongrie; ainsi le crime que Ferdinand avait ordonné, au lieu de consolider sa puissance en Hongrie, la compromit gravement.

Maurice, sur le point de commencer les hostilités contre l'Empereur, sollicita la protection de Henri II, et celui-ci s'empressa de conclure un traité qui lui donnerait l'occasion de satisfaire la haine héréditaire qu'il portait à Charles. Les tentatives de Maurice auprès du roi d'Angleterre, Édouard VI, furent moins heureuses; mais l'appui de la France suffisait pour le faire procéder avec confiance, mais avec circonspection, à l'exécution de son plan. Il jugea qu'il était nécessaire de faire une nouvelle démarche auprès de l'Empereur pour obtenir la liberté du landgrave; il envoya donc à Inspruck, en son nom et en celui de l'électeur de Brandebourg, une ambassade solennelle chargée de faire valoir toutes les considérations favorables à cet infortuné prisonnier. Les autres princes allemands, le roi de Danemark, les ducs de Bavière et de Lunebourg, le roi des Romains lui-

même, joignirent leurs instances aux siennes; mais l'Empereur, inébranlable dans sa résolution, éluda la demande, et répondit qu'il ferait connaître ses intentions à Maurice lui-même, qui était attendu à Inspruck.

(1552) Le temps d'agir approchait; Maurice avait envoyé secrètement à Paris Robert de Brandebourg, pour y confirmer sa confédération avec Henri, et pour hâter la marche de l'armée française. Il avait pourvu à la sûreté de la Saxe, et tenait ses troupes de la Thuringe prêtes à marcher au premier signal. Charles restait à Inspruck dans la plus parfaite tranquillité, occupé à surveiller le concile de Trente, et affligé d'une violente attaque de goutte. Son premier ministre, Granvelle, évêque d'Arras, méprisait si fort les talents politiques des Allemands, qu'il ne fit aucune attention aux avis qu'on lui donna des intrigues secrètes et des projets dangereux de Maurice. Granvelle était d'ailleurs la dupe de ses propres finesses; il avait en effet corrompu deux ministres de Maurice, qui lui faisaient connaître toutes les actions de leur maître. Maurice, qui avait découvert cette trahison, la fit servir au succès de ses projets; il feignit en effet d'avoir une confiance complète en ces deux ministres, et ne leur révélait cependant que ce qu'il voulait faire connaître à l'Empereur. Ainsi l'espionnage dont il était l'objet servait à mieux tromper ceux qu'il se préparait à attaquer.

Enfin les préparatifs de Maurice se trouvèrent achevés, et il jouit du plaisir de voir que ses in-

trigues et ses projets étaient encore ignorés; mais, quoiqu'il fût près de commencer les hostilités, il ne voulut pas encore jeter le masque qu'il avait gardé jusqu'alors, et, par une nouvelle ruse, il sut tromper ses ennemis quelques jours de plus. Il annonça qu'il allait faire le voyage d'Inspruck, dont il avait si souvent parlé, et il prit, pour l'y accompagner, un des deux ministres que Granvelle avait corrompus. Après avoir fait quelques postes, il feignit d'être fatigué du voyage, et dépêcha à Inspruck son perfide ministre, en le chargeant de faire à l'Empereur des excuses sur ce délai, et de l'assurer qu'il arriverait à la cour dans peu de jours. Cet espion ne fut pas plutôt parti, que Maurice monta à cheval, vola vers la Thuringe, y joignit son armée, composée de vingt mille hommes d'infanterie et de cinq mille de cavalerie, et la mit sur-le-champ en mouvement.

Il publia en même temps un manifeste contenant les raisons qu'il avait pour prendre les armes. Il allégua trois motifs : 1° de défendre la religion protestante, menacée d'une destruction prochaine; 2° de maintenir la constitution et les lois de l'Empire, et de préserver l'Allemagne de la domination d'un monarque absolu ; 3° de délivrer le landgrave de Hesse des horreurs d'une longue et injuste captivité.

Le roi de France publia aussi un manifeste en son propre nom : Henri déclarait qu'il allait prendre les armes pour rétablir l'ancienne constitution de l'Empire, pour délivrer quelques-uns de ses princes de

la servitude, et pour assurer les priviléges et l'indépendance de tous les membres du corps germanique; il prenait, dans ce manifeste, le titre de *protecteur des libertés de l'Allemagne et de ses princes captifs*. Maurice avait alors un rôle tout nouveau à jouer, mais son génie flexible était fait pour se plier à toutes les situations. Dès le moment où il prit les armes, il se montra aussi hardi et aussi entreprenant à la tête de son armée, qu'il avait été circonspect et rusé dans le cabinet. Il s'avança par des marches rapides vers la haute Allemagne. Toutes les villes qui se trouvèrent sur sa route lui ouvrirent leurs portes. Il rétablit dans leurs offices les magistrats que l'Empereur avait destitués, et remit en possession des églises les ministres protestants qui en avaient été chassés. Il dirigea sa marche vers Augsbourg. La garnison impériale qui y était, n'étant pas assez forte pour tenter de se défendre, se retira avec précipitation, et Maurice prit possession de cette grande ville, où il fit les mêmes changements que dans celles où il avait déjà passé.

Il n'y a point de termes pour exprimer l'étonnement et la consternation qui saisirent l'Empereur lorsqu'il apprit ces événements inattendus. Il voyait un grand nombre de princes d'Allemagne armés contre lui, et le reste prêt à les joindre en faisant des vœux pour leur succès; il voyait un monarque puissant s'unir étroitement à eux, et seconder leurs opérations, commandant en personne une armée formidable, tandis que, par une négligence

et une crédulité qui l'exposaient à la fois au mépris public et au plus grand danger, il ne se trouvait en état de prendre aucune mesure efficace, ni pour réprimer ses sujets rebelles, ni pour repousser l'invasion d'un ennemi étranger.

Il mit toutes ses espérances dans la négociation, seule ressource de ceux qui sentent leur faiblesse. Mais, craignant de compromettre sa dignité en faisant les premières avances à des sujets rebelles, il évita cet inconvénient en employant la médiation de son frère Ferdinand. Maurice, plein de confiance dans ses talents et dans le résultat de cette négociation, espéra que, par une apparente facilité à écouter les premières ouvertures d'accommodement, il pourrait amuser l'Empereur et lui faire ralentir ses préparatifs de défense; il consentit sans difficulté à une entrevue avec Ferdinand dans la ville de Lentz en Autriche, où il se rendit sur-le-champ, après avoir laissé son armée continuer sa marche sous les ordres du duc de Mecklembourg.

Le roi de France exécuta fidèlement tout ce qu'il avait promis à ses alliés ; il entra de bonne heure en campagne avec une armée nombreuse et bien payée, et marcha droit en Lorraine. Toul et Verdun lui ouvrirent leurs portes sans résistance. Ses troupes se présentèrent ensuite devant Metz; le connétable de Montmorency, ayant obtenu la permission d'y passer avec un petit détachement pour sa garde, y introduisit autant de troupes qu'il en fallait pour imposer à la garnison, et, par ce stratagème, les Fran-

çais se rendirent maîtres de cette ville sans répandre de sang. Henri fit avec beaucoup de pompe son entrée dans toutes ces places; il obligea les habitants à lui prêter serment d'obéissance, et réunit à sa couronne ces acquisitions importantes. Après avoir laissé une forte garnison dans Metz, il s'avança vers l'Alsace pour tenter de nouvelles conquêtes, que les premiers succès de ses armes semblaient lui promettre.

La conférence de Lentz n'amena aucun accommodement. Maurice, en consentant à cette entrevue, n'avait eu vraisemblablement d'autre objet que de tromper l'Empereur; car il fit en faveur de ses confédérés et du roi de France, leur allié, des demandes qui ne pouvaient plus être acceptées par un prince trop fier pour se soumettre ainsi sur-le-champ aux conditions que lui dictait un ennemi. Encouragé par cette apparente disposition à la paix, Ferdinand proposa une seconde entrevue pour le 26 mai, et demanda qu'il y eût une trêve qui commencerait ce même jour et durerait jusqu'au 10 juin, afin de laisser le temps de concilier tous les points contestés.

Dans ces entrefaites, Maurice rejoignit le 9 mai son armée, qui s'était avancée jusqu'à Gundelfingen. Il mit ses troupes en mouvement le lendemain matin; et comme il lui restait encore seize jours pour agir avant le commencement de la trêve, il résolut de tenter dans cet intervalle une entreprise dont le succès pourrait être assez décisif pour rendre inutiles les négociations de Passau, et pour le mettre

en état d'imposer les conditions qu'il jugerait à propos. Maurice marcha droit à Inspruck et s'avança avec le mouvement le plus rapide qu'on pût donner à un corps de troupes si considérable. Il arriva le 18 à Fiessen, poste très-important à l'entrée du Tyrol, où il trouva un corps de huit cents hommes bien retranchés, que l'Empereur y avait placés pour s'opposer au progrès des confédérés. Maurice attaqua ces huit cents hommes avec tant de violence et d'impétuosité, qu'ils abandonnèrent leurs lignes avec précipitation, et que, se repliant sur un second corps posté près de Ruten, ils lui communiquèrent la terreur panique dont ils étaient saisis, de sorte que tous ensemble prirent la fuite après une faible résistance.

Maurice, transporté de ce succès, qui surpassait toutes ses espérances, marcha à Ehremberg, château situé sur un rocher très-haut et escarpé qui dominait le seul passage qu'il y eût à travers les montagnes. Comme ce fort s'était déjà rendu aux protestants au commencement de la guerre de Smalkalde, parce que la garnison était alors trop faible pour le défendre, l'Empereur, qui en connaissait l'importance, avait eu soin d'y jeter un corps de troupes suffisant pour repousser les efforts de la plus grande armée. Mais un berger poursuivant une chèvre qui s'était écartée du troupeau, découvrit un sentier inconnu par lequel on pouvait monter au sommet du rocher. Il vint en donner avis à Maurice: un petit détachement de soldats choisis, ayant à leur tête George de Mecklembourg, furent à l'instant

commandés pour suivre ce guide. Ils se mirent en marche le soir, et ayant grimpé par ce sentier escarpé, avec autant de peine que de danger, ils atteignirent enfin le sommet sans être aperçus. Maurice ayant commencé l'assaut à l'un des côtés du château, ils parurent tout à coup de l'autre côté au moment et au signal convenus, et se disposèrent à escalader les murs, qui étaient faibles en cet endroit parce qu'on l'avait cru jusqu'alors inaccessible. La garnison, saisie de frayeur en se voyant attaquée par un côté où elle se croyait à l'abri de tout danger, mit bas les armes sur-le-champ. Ainsi Maurice, presque sans verser de sang, et, ce qui était pour lui le plus important encore, sans perdre de temps, se trouva maître d'une place dont la réduction aurait pu le retarder longtemps, et aurait demandé les plus grands efforts de valeur et d'habileté.

Maurice n'était alors qu'à deux jours de marche d'Inspruck, et, sans perdre un seul moment, il y fit marcher son infanterie; la cavalerie ne pouvant être d'aucune utilité dans ce pays montagneux, il la laissa à Fiessen pour garder l'entrée du défilé. Il se proposait d'avancer avec assez de rapidité pour devancer les nouvelles de la perte d'Ehrenberg et pour surprendre l'Empereur avec toute sa suite, dans une ville ouverte et incapable de se défendre. Mais à peine ses troupes commençaient-elles à se mettre en mouvement, qu'un bataillon de mercenaires se mutina, déclarant qu'il ne marcherait qu'après avoir reçu la gratification qui était due, suivant

l'usage de ce temps-là, pour avoir pris une place d'assaut. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine et de dangers, et aux dépens d'un temps précieux, que Maurice vint à bout d'apaiser cette révolte et d'engager ses soldats à le suivre vers une ville où ils trouveraient un riche butin, qui les récompenserait de tous leurs services.

L'Empereur ne dut sa sûreté qu'au délai occasionné par cet incident imprévu. Il n'apprit que vers la nuit le danger qui le menaçait, et voyant que rien ne pouvait le sauver que la fuite la plus prompte, il quitta sur-le-champ Inspruck; malgré l'obscurité de la nuit et la violence de la pluie qui tombait alors, et quoiqu'il fût si fort affaibli par les douleurs de la goutte qu'il ne pouvait souffrir d'autre mouvement que celui d'une litière, il voyagea à la lumière des flambeaux, prenant sa route à travers les Alpes, par des sentiers presque impraticables. Ses courtisans et ses domestiques le suivaient avec la même précipitation, quelques-uns sur les chevaux qu'ils avaient pu se procurer à la hâte, un grand nombre à pied, et tous dans le plus grand désordre. Ce fut dans ce misérable équipage, bien différent de la pompe dont on avait vu le conquérant de l'Allemagne constamment environné pendant les cinq années précédentes, que Charles arriva, avec sa suite découragée et abattue de fatigue, à Villach dans la Carinthie; et à peine se crut-il en sûreté dans ce lieu inconnu et inaccessible.

Maurice entra à Inspruck quelques heures après

que l'Empereur et les siens en étaient sortis; désespéré de voir échapper sa proie au moment où il était près de la saisir, il la poursuivit jusqu'à quelques milles de distance; mais regardant comme impossible d'atteindre des fuyards à qui la crainte donnait des ailes, il revint dans la ville et livra au pillage tous les bagages de l'Empereur et de ses ministres; il défendit en même temps de toucher à tout ce qui appartenait au roi des Romains, soit qu'il eût formé quelque liaison d'amitié avec ce prince, soit qu'il voulût le faire croire. Maurice avait calculé le temps de ses opérations avec tant de justesse, qu'il ne restait plus alors que trois jours jusqu'au commencement de la trêve convenue; il partit sur-le-champ pour aller trouver Ferdinand à Passau, au jour qui avait été fixé.

Avant de sortir d'Inspruck, Charles mit en liberté l'électeur de Saxe, qu'il avait dépouillé de son électorat et qu'il traînait depuis cinq ans à sa suite; il espérait sans doute embarrasser Maurice en relâchant un rival qui pourrait lui disputer son titre et ses États; peut-être aussi sentait-il l'inconvenance de retenir ce prince prisonnier. Mais l'électeur, ne voyant d'autre moyen de s'échapper que celui que prenait l'Empereur, et frémissant à la seule idée de tomber entre les mains d'un parent qu'il regardait avec raison comme l'auteur de toutes ses infortunes, prit le parti d'accompagner Charles dans sa fuite, et d'attendre la décision de son sort de la négociation qui devait s'entamer.

Ce ne fut pas le seul effet que produisirent les opérations de Maurice. On ne fut pas plutôt informé à Trente qu'il avait pris les armes, qu'une consternation générale s'empara des Pères du concile. Les prélats allemands retournèrent chez eux sur-le-champ, dans la vue de pourvoir à la sûreté de leurs propres domaines. Les autres avaient une extrême impatience de se retirer aussi ; et le légat, qui jusqu'alors avait résisté à tous les efforts des ambassadeurs impériaux, qui voulaient faire admettre au concile les théologiens protestants, saisit avec joie cette occasion de dissoudre une assemblée qui lui avait paru si difficile à gouverner. Une congrégation qui se tint le 28 avril rendit un décret pour proroger le concile pendant deux ans, et pour le convoquer de nouveau à l'expiration de ce terme, si la paix était alors rétablie en Europe. Cette prorogation s'étendit jusqu'à dix ans; mais les opérations du concile lorsqu'il se rassembla en 1562, n'appartiennent pas à la période qu'embrasse cette histoire.

Tandis que Maurice était occupé à négocier à Lentz avec le roi des Romains, ou à faire la guerre à l'Empereur dans le Tyrol, le roi de France s'était avancé en Alsace jusqu'à Strasbourg. Il demanda au sénat la permission de traverser la ville, espérant qu'à l'aide du même stratagème qui lui avait réussi à Metz, il pourrait se rendre maître de la place et se frayer, par le Rhin, un passage dans le cœur de l'Allemagne; mais les Strasbourgeois, instruits par la crédulité et le malheur de leurs voisins,

fermèrent leurs portes; et ayant assemblé une garnison de cinq mille hommes, ils réparèrent leurs fortifications, rasèrent les maisons qui étaient dans leurs faubourgs, et parurent déterminés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Ils envoyèrent en même temps au roi une députation des bourgeois les plus respectables pour le prier de n'exercer aucune hostilité contre eux. Les électeurs de Trèves et de Cologne, le duc de Clèves et d'autres princes du voisinage se joignirent à eux pour conjurer Henri de ne pas oublier le titre qu'il avait pris si généreusement, et de ne pas se rendre l'oppresseur de l'Allemagne, dont il s'était annoncé comme le libérateur. Les cantons suisses les secondèrent aussi avec zèle, et sollicitèrent Henri d'épargner une ville qui depuis longtemps était liée avec leur république par l'amitié et par des traités.

Quelque puissante que fût cette intercession réunie, elle n'aurait pu déterminer Henri à renoncer à une conquête si importante s'il avait été en état de se l'assurer; mais il voulut du moins se faire auprès de ses alliés un mérite de cette retraite qu'il ne pouvait éviter, et il témoigna aux Suisses qu'il ne prenait cette résolution que par déférence pour leurs sollicitations. Il ordonna ensuite de mener boire dans le Rhin tous les chevaux de l'armée, pour prouver qu'il avait poussé jusque-là ses conquêtes et il reprit la route de la Champagne.

Cependant Maurice rejoignit Ferdinand à Passau le 26 mai; le duc de Bavière, les évêques de Saltz-

bourg et d'Aichstadt, les représentants des électeurs des villes libres assistaient à ces conférences en qualité de médiateurs. Maurice, après avoir énuméré tous les actes de despotisme auxquels l'Empereur s'était porté contrairement à la constitution de l'Empire, demanda que le landgrave de Hesse fût mis en liberté, qu'on fît droit aux confédérés sur les griefs relatifs à l'administration civile de l'Empire, et que les protestants eussent l'exercice public et tranquille de leur religion. Ferdinand montrant une grande répugnance à accepter ces conditions, les médiateurs écrivirent en commun à l'Empereur pour le conjurer de délivrer l'Allemagne des calamités d'une guerre civile; en même temps ils obtinrent de Maurice une prolongation de la trêve.

Cette requête fut présentée à l'Empereur par l'unanimité des princes et des États allemands; le monarque avait lui-même de puissants motifs pour désirer la paix; il était complétement hors d'état de soutenir la guerre: son trésor était épuisé, ses troupes licenciées, et les Espagnols ne voulaient plus lui fournir aucuns subsides. Ferdinand s'employait aussi avec beaucoup de zèle à faire conclure la paix; car il n'était pas fâché de voir poser des limites au pouvoir de son frère, et il craignait d'un autre côté que les Turcs n'envahissent son territoire pendant qu'il était occupé sur un autre point.

Le caractère inflexible de l'Empereur rendit d'abord inutiles toutes les considérations qu'on fit valoir auprès de lui pour le déterminer à un accom-

modement, et il commença par refuser nettement les concessions qu'on lui demandait. Maurice, qui connaissait l'habitude de l'Empereur de gagner du temps en négociant, sans écouter les prières de Ferdinand, quitte brusquement Passau et va mettre le siége devant Francfort-sur-Mein. La vigueur avec laquelle Maurice fit ses approches contre la place fit enfin plier l'opiniâtreté de l'Empereur, et il finit par promettre d'accorder tout ce qu'on demanderait pour la sûreté des confédérés. Maurice comprenait la nécessité de faire la paix, il sentait la difficulté de maintenir dans l'union et l'obéissance les éléments qui composaient le corps des confédérés; il craignait les efforts que pourrait tenter dans la Saxe l'électeur, que Charles avait mis en liberté, et il savait que le landgrave pouvait être mis à mort par le prince inflexible qui avait déjà exercé tant de cruautés à son égard. Maurice délibéra sur tous ces objets avec les alliés, et ils se décidèrent à adopter les conditions offertes par l'Empereur, quoiqu'elles fussent moins avantageuses que celles qu'ils avaient proposées d'abord. Il retourna à Passau et signa le traité, dont les principaux articles étaient que le landgrave serait rendu à la liberté, qu'une diète serait réunie dans six mois pour chercher les moyens de prévenir les querelles de religion, et que jusqu'à cette époque les protestants auraient le libre exercice de leur religion; enfin, qu'aucun des confédérés ne pourrait être recherché pour ce qui s'était passé pendant le cours de la guerre. Tel fut le fameux

traité de Passau, qui établit l'hérésie sur une base plus solide en Allemagne, et qui fit évanouir toutes les espérances que Charles avait conçues de rendre l'autorité impériale absolue et héréditaire dans sa famille.

On s'occupa fort peu, dans les négociations, des intérêts du roi de France. Henri éprouva en cette occasion le traitement auquel doit s'attendre tout prince qui prête son nom et ses secours aux auteurs d'une guerre civile ; mais quelque indignation que lui inspirât la trahison de ses alliés, il sentit qu'il était de ses intérêts d'être en bonne intelligence avec le corps germanique, et, loin de se venger de quelqu'un de ceux dont il avait à se plaindre, il renvoya à Maurice et aux confédérés les otages qu'il en avait reçus, et continua de montrer toujours les mêmes dispositions et d'affecter le même zèle pour le maintien de l'ancienne constitution et de la liberté de l'Empire.

LIVRE XI

Le landgrave de Hesse et l'électeur de Saxe recouvrent la liberté. — L'Empereur se dispose à attaquer la France. — Siége de Metz. — Ruine de l'armée impériale et générosité des vainqueurs. — Violences commises par Albert de Brandebourg. — Mort de Maurice de Saxe. — Mort d'Albert. — Guerre dans les Pays-Bas. — Mariage de Philippe et de Marie, reine d'Angleterre. — Les Français s'emparent de Marienbourg. — Bataille de Renti. — Guerre d'Italie. — Bataille de Mariano. — Belle défense de Sienne par Montluc. — Diète d'Augsbourg. — Paix de la religion. — Marcel II élu pape. — Sa mort. — Paul IV lui succède. — Son traité avec la France. — Abdication de l'Empereur. — On conclut une trêve; elle est presque aussitôt rompue en Italie.

Dès que le traité de Passau fut signé, Maurice, pour remplir les engagements qu'il avait contractés avec Ferdinand, marcha vers la Hongrie à la tête de trente mille hommes; mais les forces supérieures des Turcs et d'autres circonstances l'empêchèrent de rien exécuter qui fût digne de sa renommée ou avantageux au roi des Romains.

Le landgrave de Hesse, rendu à la liberté, devint le plus timide et le plus circonspect des princes de l'Empire, comme il en avait été le plus hardi et le plus entreprenant. L'électeur de Saxe obtint aussi sa liberté et se retira dans cette partie de son territoire qui lui avait été réservée lorsque Maurice s'était emparé de son électorat.

Cependant la perte de Toul, de Metz et de Verdun, affligeait vivement l'Empereur. Ces places allaient maintenant élever une barrière formidable entre l'Empire et la France, du côté par où il avait toujours envahi facilement ce royaume. Il regardait leur possession comme nécessaire à sa puissance et à son honneur, et il résolut de tenter de les reconquérir. Charles réunit donc une puissante armée, sous le prétexte de marcher en Hongrie; mais les Français avaient trop appris à leurs dépens à se défier de ses artifices, pour ne pas épier avec soin tous ses mouvements. Henri devina bientôt le véritable objet de ces grands préparatifs, et résolut de défendre ses importantes conquêtes avec autant de vigueur qu'on pourrait en mettre pour les lui arracher. Prévoyant que tout le poids de la guerre tomberait d'abord sur Metz, et que du destin de cette ville dépendrait celui de Toul et de Verdun, il nomma pour y commander durant le siége François de Lorraine, duc de Guise, que la gloire et la sûreté de son propre pays engageaient à bien défendre cette place. On ne pouvait mieux choisir; le duc accepta cette mission avec empressement, et le désir de se distinguer attira sous ses drapeaux une foule de gentilshommes et même des princes du sang. Un courage moins résolu que celui du duc eût reculé devant la difficulté de défendre une ville étendue, avec de grands faubourgs, des murailles faibles et sans fortifications, des fossés étroits, et de vieilles tours au lieu de bastions, trop éloignées

entre elles pour défendre le mur qui les séparait. Tous ces défauts furent réparés aussi bien que le temps le permit ; les faubourgs furent rasés, sans même épargner les monastères et les églises. Les tombeaux des rois enterrés dans ces lieux saints, les vases sacrés et les reliques furent transportés dans la ville, accompagnés d'une procession à la tête de laquelle le duc marchait la tête nue et une torche à la main. On abattit les maisons trop voisines des murs à l'intérieur, on élargit les fossés ; le duc lui-même travailla de ses propres mains aux fortifications ; les officiers et les volontaires suivirent son exemple, et les soldats, voyant leurs chefs partager leurs travaux, supportaient gaiement les plus rudes fatigues. Les citoyens eux-mêmes ne mirent pas moins d'ardeur que les soldats à seconder le général.

Cependant l'Empereur, après avoir rassemblé toutes ses forces, continua de marcher sur Metz, et donna le commandement des opérations au duc d'Albe, secondé par le marquis de Marignan. Ses généraux lui représentèrent vainement que la saison était trop avancée pour commencer une pareille entreprise ; il ordonna qu'on investît la ville. Tous les yeux se tournaient alors sur Albert de Brandebourg, seul chef protestant qui n'eût pas mis bas les armes après le traité de Passau, et qui tenait la campagne à la tête de vingt mille hommes, pillant indistinctement tous les pays qu'il traversait. Ce chef sans principes hésitait entre Henri et Charles,

décidé à passer du côté où on lui offrirait les plus grands avantages; tout à coup il tomba sur un corps français commandé par le duc d'Aumale, frère de Guise, le défit, s'empara du prince, et joignit l'Empereur devant Metz; en considération de ce service, Charles lui pardonna le passé, et lui garantit la possession des territoires qu'il avait usurpés pendant la guerre.

Le duc de Guise, quoique profondément affligé du malheur de son frère, ne ralentit en rien sa vigueur à défendre la ville. Il fatiguait les assiégeants par de fréquentes sorties, où ses officiers étaient si jaloux de se distinguer, que toute son autorité pouvait à peine contenir l'impétuosité de leur courage. Il se vit même obligé plus d'une fois de fermer les portes de la ville et d'en cacher les clefs pour empêcher les princes du sang et la haute noblesse d'aller insulter l'ennemi. Les Impériaux, de leur côté, attaquèrent la place par différents endroits à la fois. Mais l'art des siéges n'était pas encore parvenu à ce degré de perfection où il fut porté vers la fin du XVIe siècle, dans la longue guerre des Pays-Bas. Après des travaux sans relâche de plusieurs semaines, à peine les assiégeants pouvaient-ils se flatter d'avoir fait quelques progrès. Les brèches que leur artillerie avait faites durant le jour, se trouvaient réparées pendant la nuit, ou de nouvelles fortifications, s'élevant soudain sur les ruines des anciennes, les menaçaient de fatigues et de périls nouveaux. L'Empereur, outré de cette opiniâtre ré-

sistance, quitta Thionville, où la goutte l'avait retenu jusqu'alors, et, tout malade qu'il était encore, il se rendit en litière à son camp, afin d'animer les soldats par sa présence. En effet on pressa le siége, et l'on redoubla d'efforts à son arrivée.

Mais la rigueur de la saison se faisant déjà sentir, le camp était tantôt inondé de pluie, tantôt couvert de neige. Les vivres y devenaient d'autant plus rares, qu'un corps de cavalerie française, rôdant aux environs, interceptait les convois, ou du moins en troublait et en retardait l'arrivée. Les maladies commencèrent à gagner les soldats, surtout les Italiens et les Espagnols, peu accoutumés à ces intempéries. Cependant les brèches paraissant praticables, l'Empereur résolut de hasarder un assaut général. Ce fut encore contre l'avis de ses meilleurs officiers, qui se récriaient sur l'imprudence d'attaquer avec des troupes affaiblies et découragées une garnison nombreuse, commandée par tout ce qu'il y avait de plus brave dans la noblesse française. Le duc de Guise, jugeant du dessein des ennemis par le mouvement extraordinaire qu'il remarquait dans leur camp, disposa toutes ses troupes à les recevoir. Elles parurent aussitôt sur les murs et sur les brèches avec une contenance si assurée, et si bien disposées à repousser les assaillants, que ceux-ci, au lieu d'avancer au signal de la charge, demeurèrent immobiles, dans le silence et l'abattement. L'Empereur, qui s'aperçut du découragement de son armée, se retira brusquement dans sa tente,

et se plaignit de se voir trahi par des soldats qui ne méritaient pas le nom d'hommes.

Quoique vivement affligé et humilié de cet affront, Charles n'abandonna point le siége ; mais se contentant de changer son plan d'attaque, il fit cesser le feu de l'artillerie, résolu à employer la sape, dont la voie était plus lente, mais plus sûre. Cependant, la pluie et la neige continuant de tomber, ceux qu'on avait chargés de ce travail enduraient des fatigues incroyables ; le duc de Guise, aussi habile que brave, éventait et faisait manquer toutes les mines. Charles sentit qu'il était impossible de combattre plus longtemps et contre les rigueurs de la saison, et contre des ennemis qu'on ne pouvait vaincre ni par force ni par adresse. Il voyait d'ailleurs ses troupes en proie à une maladie contagieuse qui lui enlevait chaque jour un grand nombre d'officiers et de soldats ; enfin, obligé de céder aux sollicitations de ses généraux, qui le conjuraient de sauver les restes de son armée par une prompte retraite : « La fortune, dit-il, est comme toutes les « femmes, elle accorde ses faveurs à la jeunesse, « et dédaigne les cheveux blancs. »

Aussitôt il donna des ordres pour lever le siége, qui lui avait coûté cinquante-six jours de travaux, pendant lesquels il avait perdu plus de trente mille hommes, tant par les maladies que par le fer des ennemis. A peine le duc de Guise se fut aperçu du dessein des Impériaux, qu'il prit de promptes mesures afin de les inquiéter dans leur retraite. Plu-

sieurs corps de cavalerie et d'infanterie furent détachés pour harceler leur arrière-garde et pour enlever les traînards. La marche de l'armée se fit dans un tel désordre, qu'on pouvait l'attaquer sans risques et lui tuer beaucoup de monde. Mais, au moment où les Français sortaient de la ville, le spectacle le plus affreux changea toute leur furie en sentiments de compassion. Le camp des Impériaux était couvert de malades, de blessés, de morts et de mourants. On voyait toutes les routes jonchées de malheureux qui, ayant fait de vains efforts pour s'échapper, étaient retombés de faiblessse et périssaient faute de secours. Ils reçurent de leurs ennemis tous les bons offices que leurs amis ne pouvaient leur rendre. Le duc envoya des vivres pour ceux qui étaient tourmentés de la faim; il chargea des chirurgiens de prendre soin des malades et des blessés. Les uns furent conduits dans les villages d'alentour, et les autres, hors d'état d'être transportés si loin, furent mis dans les hôpitaux de la ville préparés pour ses soldats. A mesure qu'ils se rétablissaient, il les renvoyait chez eux sous une bonne escorte, avec de l'argent pour les frais de leur voyage. Ces actes d'humanité, si rares dans un siècle où la guerre se faisait avec plus d'acharnement et de férocité que de nos jours, mirent le comble à la réputation que le duc de Guise avait si bien méritée dans la glorieuse défense de Metz, et les vaincus eux-mêmes exaltèrent ce héros à l'envi de ses compatriotes.

Cette année fut la plus malheureuse du règne de l'Empereur : il essuya encore d'autres pertes en Italie. Pour emprunter deux cent mille écus à Côme de Médicis, il fut obligé de lui céder la principauté de Piombino ; en même temps son ambition éprouvait un coup sensible dans la perte de Sienne, par suite d'une révolte occasionnée par l'orgueil et la dureté de don Diègue de Mendoza. Les côtes de la Calabre étaient au même instant ravagées par une flotte turque qui devait se joindre à une flotte française pour s'emparer de Naples ; mais les vaisseaux français n'ayant pas paru, les bâtiments turcs retournèrent à Constantinople.

(1553) Charles, accoutumé à une longue suite de prospérités, ressentit vivement ces revers, et se retira de Metz dans les Pays-Bas. Tourmenté par les douleurs de la goutte, il devint chagrin, d'un accès difficile, et souvent incapable d'application ; cependant il méditait toujours les moyens de se venger de la France, et ce besoin devint sa plus forte passion.

L'ambition inquiète d'Albert de Brandebourg excita, cette année, de grands troubles en Allemagne. Secrètement favorisé par l'Empereur, qui voulait opposer un rival à Maurice, il avait réorganisé son armée et continuait de mettre à contribution les cantons catholiques. Ceux-ci portèrent plainte à la chambre impériale, qui condamna Albert; une ligue se forma contre lui pour faire exécuter cette sentence, et Maurice fut mis à la tête des forces qu'elle réunit. Les deux armées, fortes chacune de

vingt-quatre mille hommes, se rencontrèrent à Sieverhaussen, dans le duché de Lunebourg. Le combat se livra le 9 juillet, et fut des plus acharnés ; la victoire fut longtemps incertaine, mais enfin la cavalerie de Maurice détermina la victoire en sa faveur. Albert perdit quatre mille hommes, son camp, son bagage et son artillerie ; mais cet avantage fut chèrement acheté par la mort de plusieurs princes tués dans l'armée victorieuse, et surtout par celle de Maurice, qui, chargeant à la tête de ses cavaliers, reçut dans le ventre une balle de pistolet, et mourut de cette blessure deux jours après la bataille, dans la trente-deuxième année de son âge.

Albert, que son courage impétueux et sa prodigalité rendaient l'idole d'un ramas d'aventuriers qui s'étaient attachés à sa fortune, eut bientôt rassemblé ses forces dispersées, et renouvela ses déprédations avec plus de fureur que jamais ; mais Henri de Brunswick, s'étant mis à la tête de l'armée des alliés, le défit de nouveau et le poursuivit jusqu'à ce qu'il se réfugiât en France, où il mourut dans l'indigence et dans le désespoir.

Telle fut la fin déplorable d'Albert de Brandebourg, fondateur de la monarchie prussienne : il avait été grand maître de l'ordre Teutonique ; après avoir renversé tous les priviléges de son ordre, il s'attribua la meilleure partie du trésor des chevaliers, et s'empara de cette partie de la Prusse qui appartenait à son ordre. Il prêta volontiers l'oreille aux principes relâchés de Luther. Agé de soixante-neuf

ans, ce lubrique vieillard, violant la chasteté religieuse qu'il avait vouée solennellement, épousa Dorothée de Holstein. C'est ainsi qu'à la faveur des grands, dont il favorisait la cupidité et les passions, le protestantisme s'enracinait en Allemagne pour y perpétuer et entretenir la haine de la religion catholique, qui s'est souvent manifestée d'une manière particulière, surtout dans les successeurs d'Albert de Brandebourg.

Tandis que tout cela se passait en Allemagne, la guerre se faisait avec vigueur dans les Pays-Bas. Thérouanne et Hesdin avaient été emportés par les Impériaux. Henri fut très-sensible à la perte de ces deux villes, et s'avança à la tête d'une puissante armée; Charles quitta Bruxelles, où il s'était depuis longtemps enfermé; mais les pluies continuelles interdirent aux deux momarques aucune entreprise digne d'eux. Les Français se soutinrent en Toscane, et s'emparèrent d'une partie de l'île de Corse, qui alors appartenait aux Génois. Les affaires de la maison d'Autriche ne prirent pas une meilleure allure dans la Hongrie. Isabelle, s'étant présentée aux nobles mécontents du meurtre de Martinuzzi, reconquit son ancien royaume, tandis que les troupes de Ferdinand, étant mal payées, refusaient de se battre contre les Turcs.

Cependant Charles s'occupait avec ardeur d'un nouveau dessein qu'il avait formé pour l'agrandissement de sa famille. Édouard VI, roi d'Angleterre, était attaqué d'une maladie de langueur qui laissait

peu d'espoir de conserver sa vie; l'Empereur n'en fut pas plutôt instruit, qu'il imagina de joindre l'Angleterre à ses autres royaumes, par le mariage de Philippe, son fils, avec Marie, héritière de la couronne d'Édouard. Bien que cette princesse, âgée de trente-huit ans, eût onze ans de plus que Philippe, ce prince consentit, sans hésiter, à ce mariage. Dès que le trône fut vacant, Charles envoya à Londres une pompeuse ambassade pour féliciter la nouvelle reine et lui offrir la main de son fils. Marie accueillit favorablement cette proposition, mais la nation anglaise, craignant la fierté castillane, ne montra pas les mêmes dispositions, et la chambre des communes présenta une requête très-forte contre cette alliance.

(1544) Marie n'eut égard à aucune observation, et le traité qui réglait les conditions de cette union fut conclu entre elle et Charles-Quint. Une révolte éclata, mais elle fut promptement comprimée; Philippe débarqua en Angleterre, et célébra ses noces avec la plus grande pompe. Aussitôt après, Marie s'empressa de rétablir la religion catholique dans ses États; l'Angleterre parut généralement s'applaudir d'être redevenue catholique; elle le serait probablement encore, si la reine Marie n'était pas morte sans postérité.

Cependant le roi de France avait vu avec une vive inquiétude un mariage qui devait accroître le crédit et les forces d'un ennemi déjà trop redoutable. N'ayant pu empêcher cette alliance, il conserva soi-

gneusement la paix avec l'Angleterre, et résolut de pousser vigoureusement la guerre en Italie et dans les Pays-Bas, afin d'amener l'Empereur à un traité de paix avant qu'il eût le temps de tirer des forces d'Angleterre. La campagne s'ouvrit par la prise de Marienbourg, que les Français enlevèrent en six jours; ils prirent ensuite Bouvines, Dinant, puis pénétrèrent dans l'Artois. Philibert de Savoie eut le talent de les forcer à la retraite par le manque de vivres, et ils vinrent alors investir la ville de Renti. L'Empereur s'avança en personne pour dégager cette place, et il y parvint, bien que ses troupes eussent été repoussées dans leur attaque. Les Impériaux se précipitèrent alors dans la Picardie, qu'ils mirent à feu et à sang.

Les affaires des Français allaient au plus mal en Italie. Côme de Médicis, voulant les chasser de Sienne, confia le commandement des forces qu'il avait réunies à Medecino, au marquis de Marignan, l'un des meilleurs capitaines de l'époque; Henri II prit pour son général Strozzi, réfugié florentin, animé contre les Médicis par une ancienne haine de famille. Ce choix ne fut pas heureux pour la France, Strozzi, emporté par son ressentiment, agit sans circonspection. Tout l'avantage était pour lui s'il eût traîné la guerre en longueur; mais son impatience compromit tout, et amena la déroute des Français près de Mariano. Medecino, vainqueur, porta ses troupes devant Sienne, sans crainte de voir ses opérations traversées; mais Montluc, qui

commandait la garnison française, secondé par les habitants de la ville, fit une résistance héroïque. Cependant le siége avait été converti en blocus, et toutes les ressources des habitants se trouvant épuisées, ils furent obligés de se rendre, et Medecino leur accorda les conditions les plus favorables qu'ils pussent attendre ; malheureusement Côme et l'Empereur ne se crurent pas liés par cette capitulation, et traitèrent les Siennois en peuple conquis.

(1555) L'Empereur avait nommé le duc d'Albe son généralissime en Italie, en lui donnant les pouvoirs les plus étendus. Ses succès ne répondirent pas d'abord à sa puissance et à ses efforts. Il se trouva opposé au maréchal de Brissac, qui commandait avec habileté des troupes valeureuses et accoutumées à faire la guerre dans ce pays. Le duc d'Albe, après s'être vanté, avec son arrogance ordinaire, de chasser les Français d'Italie en quelques semaines, ne put pas même conserver entières les possessions dont son maître lui avait confié la défense.

Charles, ne pouvant rien entreprendre de considérable, fut sur le point de voir réussir un stratagème hardi, dont le succès aurait pu lui valoir plusieurs victoires. Le Père Léonard, gardien d'un couvent de franciscains à Metz, avait montré un grand zèle pour la cause française, et avait ainsi capté la confiance du duc de Guise, et par suite celle de Villevieille, qui avait pris le commandement de la place. Il abusa de la faculté qu'on lui

laissait de correspondre au dehors de la ville avec qui il voulait, pour proposer aux généraux de l'Empereur de s'emparer de Metz par surprise. Il convint avec eux qu'il introduirait dans son couvent un certain nombre de soldats impériaux, sous divers déguisements, et qu'à un moment fixé ils mettraient le feu dans la ville et attaqueraient la garnison, en même temps que des troupes parties de Thionville viendraient tenter l'escalade. Cependant Villevieille eut quelque éveil de cette conspiration, le jour même que le complot devait éclater; il surprit les soldats cachés dans le couvent et arrêta le gardien; il alla ensuite s'embusquer, surprit les troupes de Thionville qui marchaient sur Metz, et les tailla en pièces.

L'Allemagne jouissait d'un calme profond, et Ferdinand avait ouvert la diète d'Augsbourg, en pressant cette assemblée de prendre des mesures définitives pour terminer les dissensions que les controverses religieuses avaient occasionnées. Ferdinand, à qui l'Empereur laissait le soin de gouverner l'Empire depuis le traité de Passau, avait le plus grand intérêt à se concilier la confiance des princes allemands et à maintenir la paix entre eux; car, d'un côté, il avait besoin de leurs suffrages pour parvenir à la dignité impériale malgré les vues secrètes de son frère, et de l'autre il aurait voulu les réunir contre les Turcs, qui menaçaient la Hongrie. Il fit donc les plus grands efforts pour concilier les esprits, et parvint à faire adopter par les

deux partis une convention aux termes de laquelle chaque province demeurait libre de suivre, sans aucun trouble, la religion catholique ou le système protestant; et personne ne devait plus tenter de terminer les disputes de religion que par les voies pacifiques et persuasives des conférences. On reconnut à la puissance civile le droit d'établir dans chaque État le culte de la doctrine qu'elle jugerait convenable, et aux sujets le droit de se retirer avec leurs effets dans un autre État, s'ils ne voulaient pas se conformer à la religion adoptée par leur prince. Tel fut le fameux recez qui établit la paix religieuse en Allemagne et servit de lien d'union entre les États qui suivaient une doctrine différente.

Pendant la tenue de cette diète, le pape Jules II était mort, et Marcel Cervino, cardinal de Sainte-Croix, avait été élu pape. A l'exemple d'Adrien, il ne changea point de nom, il se fit appeler Marcel II; avec des intentions aussi pures que celles d'Adrien, il le surpassait dans la science du gouvernement; mais ce respectable pontife ne parut qu'un instant sur la chaire de saint Pierre. La rigoureuse clôture du conclave avait commencé à altérer sa santé, et la fatigue des longues cérémonies de son exaltation épuisa tellement sa faible constitution, qu'il tomba malade le douzième jour après son élection, et mourut le vingtième. On lui donna pour successeur Jean-Pierre Caraffe, doyen du sacré collége, et d'une illustre famille du royaume de Naples. Par respect pour la mémoire de Paul III,

qui l'avait fait cardinal, Caraffe prit le nom de Paul IV. Ce pontife, d'une science et d'une érudition rares, avait passé la plus grande partie de sa vie dans la retraite la plus austère chez les théatins, dont il avait fondé l'ordre. Son caractère semblait sévère; il montra une vigueur tout à fait au-dessus de son âge, qui passait alors quatre-vingts ans. Il déploya une grande pompe à la cérémonie de son couronnement, et crut devoir s'entourer de l'appareil ordinaire à un prince puissant. Il fit venir auprès de lui ses deux neveux, fils du comte de Montorio, son frère; l'aîné fut nommé gouverneur de Rome; le cadet fut créé cardinal, puis légat de Bologne. Le nouveau pape regardait Charles-Quint comme le plus grand ennemi de l'indépendance des États d'Italie; ses neveux n'eurent donc pas de peine à le déterminer à rechercher l'alliance et l'amitié du roi de France. L'issue de la diète d'Augsbourg, qui assurait aux protestants une tolérance sans bornes, devait encore jeter de la froideur entre le chef de l'Église et l'Empereur. Le cardinal de Lorraine, qui vint à Rome de la part du roi de France, réussit donc facilement à conclure avec le pape un traité d'alliance offensive, aux termes duquel les deux princes devaient unir leurs forces pour attaquer la Toscane et le royaume de Naples.

Mais, pendant la négociation de ce traité, les alarmes qui en étaient le prétexte cessèrent tout à coup par un événement qui devait en rendre les mesures superflues. Ce fut la résignation que fit

l'Empereur de ses États héréditaires en faveur de Philippe son fils, et sa résolution de renoncer pour jamais aux soins du monde, et de passer le reste de ses jours dans la retraite et la solitude. Il ne faut pas de profondes réflexions ni un grand discernement pour sentir que la royauté n'est pas exempte de soucis et de peines, et que la plupart des hommes élevés au trône achètent cette prééminence qu'on leur envie, au prix des inquiétudes, de la satiété et des dégoûts qui en sont inséparables. Mais descendre d'un rang suprême à un état de subordination, et renoncer au pouvoir pour chercher le repos, c'est un effort qui n'en paraît pas moins au-dessus de l'esprit humain. L'histoire offre cependant plus d'un exemple de princes qui ont quitté le trône pour finir leur vie dans la retraite ; mais ce furent ou des hommes faibles qui se repentirent promptement d'une détermination prise à la légère, ou d'illustres malheureux qui, dépouillés du sceptre par un rival, ne tombèrent qu'à regret dans une condition privée.

L'abdication de Charles étonna toute l'Europe. Ses contemporains, ainsi que les historiens de son siècle, s'épuisèrent en conjectures pour en deviner les motifs. En effet, on ne pouvait guère s'attendre à une résolution si singulière de la part d'un monarque dont la passion favorite avait toujours été l'amour de la domination, et qui, n'ayant encore que cinquante-six ans, était précisément dans l'âge où l'ambition, moins distraite et mieux concentrée,

poursuit son objet avec le plus de volonté. Beaucoup d'auteurs ont imputé cette démarche à des causes frivoles et bizarres qui ne peuvent influer sur le cœur humain ; d'autres l'ont regardée comme le résultat de quelque profond mystère de politique. Mais des historiens plus pénétrants et mieux informés ont pensé qu'il était inutile de recourir à des caprices singuliers ou à des secrets d'État, quand des raisons simples ou sensibles pouvaient expliquer la conduite de l'Empereur.

Charles avait été attaqué de la goutte dès sa jeunesse, et, malgré les soins des plus habiles médecins, la violence de ce mal croissant à mesure qu'il avançait en âge, les accès devenaient chaque année plus fréquents et plus insupportables. Ces souffrances, en détruisant la vigueur de son tempérament, avaient altéré les facultés de son âme. Incapable, dans ses attaques de goutte, de vaquer aux affaires, et n'ayant alors que des moments de relâche et de courts intervalles d'application sérieuse, il passait le reste du temps à des jeux ou à des amusements propres à reposer son esprit affaibli et comme épuisé par ses douloureuses infirmités. Dans cet état, le courant des affaires de ses royaumes était un fardeau trop pénible pour lui : encore moins pouvait-il poursuivre l'exécution des vastes projets qu'il avait formés dans la vigueur de l'âge, ou soutenir ce grand système politique dont la chaîne embrassait toutes les nations de l'Europe et les intérêts compliqués de tant de cours différentes. Accoutumé

depuis longtemps à porter ses regards vigilants sur toutes les branches de l'administration, et à décider lui seul de toutes les opérations, il voyait avec chagrin que les progrès de ses infirmités le forçait de remettre à ses ministres la conduite des affaires; aussi ne manquait-il pas d'attribuer les malheurs et les accidents qui lui survenaient, quels qu'ils fussent, à l'impossibilité où il était de gouverner par lui-même. Il se plaignait du sort, qui, sur le déclin de sa vie, lui opposait un rival dans la vigueur de l'âge, maître de concerter et d'exécuter par lui-même ses projets, tandis qu'il se voyait réduit à se reposer sur d'autres du soin de ses desseins et de ses intérêts. Surpris, avant le temps, par les incommodités de la vieillesse, il crut qu'il devait, en homme sage, dérober sa faiblesse aux regards du public, et que ce serait exposer sa gloire et trahir sa renommée que de s'obstiner à conserver les rênes du gouvernement, qu'il ne pouvait plus tenir avec fermeté ni manier avec adresse.

Mais plusieurs raisons avaient jusqu'alors empêché l'Empereur de suivre son projet, quoiqu'il s'en fût occupé depuis plusieurs années, et qu'il l'eût communiqué à ses sœurs, les reines douairières de France et de Hongrie, qui l'approuvèrent et qui offrirent même de l'accompagner dans le lieu de sa retraite. Il ne pouvait se résoudre à charger Philippe du gouvernement de ses États avant qu'il eût l'âge et l'expérience nécessaires pour soutenir un si pesant fardeau. Mais comme ce prince avait atteint

sa vingt-huitième année, et qu'habitué de bonne heure au travail, il y montrait autant d'inclination que de talent, on aurait pu attribuer à la prévention de la tendresse paternelle le parti qu'aurait pris Charles de résigner dès lors à son fils un trône qu'il voulait quitter. Sa mère apportait un obstacle plus réel à son abdication. Quoique cette princesse vécût, renfermée depuis près de cinquante ans, dans le même égarement d'esprit où l'avait jetée la mort de son mari, elle était toujours censée gouverner l'Espagne conjointement avec l'Empereur. Son nom figurait dans toutes les ordonnances à côté de celui de son fils, et ses sujets avaient un si grand attachement pour elle, qu'ils se seraient fait scrupule de reconnaître Philippe pour leur souverain, à moins qu'elle n'eût consenti à l'associer au trône. Mais comment obtenir ce consentement? Sa mort, qui arriva dans cette année, leva toutes les difficultés, en laissant Charles seul maître de la couronne d'Espagne et libre d'en disposer en faveur de son fils.

Ainsi, dès qu'il crut avoir trouvé le moment favorable pour l'exécution de son premier dessein, il voulut y mettre une solennité conforme à l'importance de cet événement, et signaler son dernier acte de souveraineté par un éclat qui laissât une profonde impression dans l'âme de ses sujets et de son successeur. Il rappela donc Philippe de l'Angleterre, où le caractère chagrin de la reine, qui s'aigrissait encore de se voir sans postérité, le rendait très-malheureux, tandis que, d'un autre côté, la jalousie

des Anglais ne lui laissait aucune espérance de pouvoir les gouverner un jour. Après avoir convoqué les états des Pays-Bas à Bruxelles pour le 25 octobre, l'Empereur vint y siéger pour la dernière fois sur son trône, ayant à l'un de ses côtés son fils, à l'autre sa sœur, reine de Hongrie et régente des Pays-Bas, et derrière lui un cortége brillant de grands d'Espagne et de princes de l'Empire. Le président du conseil de Flandre expliqua en peu de mots l'intention du souverain dans la convocation extraordinaire de cette assemblée. Il lut ensuite l'acte de résignation par lequel l'Empereur abandonnait à Philippe, son fils, tous ses domaines, sa juridiction et son autorité dans les Pays-Bas, déchargeant ses sujets de l'obéissance qu'ils lui devaient, pour la transporter à Philippe, son légitime héritier, afin qu'ils le servissent avec le zèle et la fidélité qu'ils lui avaient montrés à lui-même.

Alors Charles, s'appuyant sur l'épaule du prince d'Orange, à cause de sa faiblesse, se leva de son siége, et s'adressa lui-même à l'assemblée, tenant un papier à la main pour soulager sa mémoire : il rappela avec dignité, mais sans ostentation, tout ce qu'il avait entrepris et fait de grand depuis le commencement de son règne. Il dit que, dès l'âge de dix-sept ans, s'étant dévoué tout entier au soin du gouvernement, il n'avait donné que peu de temps au repos, encore moins aux plaisirs; que soit en temps de paix, soit pour faire la guerre, il avait passé neuf fois en Allemagne, six fois en Espagne, quatre fois

en France, sept fois en Italie, dix fois dans les Pays-Bas, deux fois en Angleterre, autant en Afrique, et qu'il avait traversé onze fois la mer; que, tant que sa santé lui avait permis de remplir ses devoirs et que ses forces avaient pu suffire au gouvernement de ses vastes États, jamais il n'avait craint le travail, ni ne s'était plaint de la fatigue; mais que sa vigueur, épuisée par les crises douloureuses d'une maladie incurable, et ses infirmités, qui croissaient de jour en jour, l'avertissaient de quitter le monde; qu'il n'était pas assez jaloux de régner pour vouloir tenir le sceptre d'une main débile, quand il ne pouvait plus protéger ses sujets, ni veiller à leur bonheur; qu'au lieu d'un souverain succombant sous le mal et ne conservant qu'un reste de vie, il leur donnait un prince qui joignait à la force de la jeunesse l'expérience de la maturité qu'amènent les années; que si, durant le cours d'une longue administration, il avait commis quelque faute, ou si, dans l'embarras et sous le fardeau des grandes affaires qui absorbaient toute son attention, il avait fait injustice à quelques-uns de ses sujets, il leur en demandait pardon; qu'il garderait à jamais une vive reconnaissance de leur fidélité et de leur attachement; que ce souvenir le suivrait dans sa retraite comme sa plus douce consolation et comme la plus flatteuse récompense de tous ses travaux, et que ses derniers vœux au Tout-Puissant n'auraient pour objet que la prospérité de ses peuples.

Ensuite, se tournant vers Philippe, qui s'était jeté

à genoux et baisait la main de son père : « Si je ne « vous laissais, dit-il, par ma mort que ce riche hé- « ritage que j'ai si fort accru, vous devriez quelque « tribut à ma mémoire ; mais, lorsque je vous ré- « signe ce que j'aurais pu conserver encore, j'ai « droit d'attendre de vous la plus grande recon- « naissance. Je vous en dispense cependant, et je « regarderai votre amour pour vos sujets et vos « soins pour les rendre heureux, comme les plus « fortes preuves de votre gratitude. C'est à vous de « justifier la marque extraordinaire que je vous « donne aujourd'hui de mon affection paternelle, « et à vous montrer digne de la confiance que je « mets en vous. Conservez un respect inviolable « pour la religion, maintenez la foi catholique dans « sa pureté, que les lois de votre pays vous soient « sacrées ; n'attentez ni aux droits, ni aux privi- « léges de vos sujets ; et si jamais il vient un temps « ou vous désiriez de jouir, comme moi, de la tran- « quillité d'une vie privée, puissiez-vous avoir un « fils qui mérite, par ses vertus, que vous résigniez « le sceptre dans ses mains avec autant de satisfac- « tion que j'en goûte à vous le céder ! »

Dès que Charles eut fini ce discours, il se jeta sur son siége, près de tomber en faiblesse de la fatigue d'un si grand effort. Pendant qu'il parlait tout l'auditoire fondait en larmes, les uns admirant sa grandeur d'âme, les autres attendris par les vives expressions de son amour pour son fils, et pour ses peuples, tous pénétrés d'un profond regret de perdre

un souverain qui avait toujours distingué son pays natal par des marques de bienveillance particulière.

Philippe, qui était encore aux pieds de son père, se releva, et, d'une voix basse et soumise, il lui rendit grâces du don qu'il recevait de sa bonté sans exemple; puis, s'adressant à l'assemblée, et lui témoignant du regret de ne pouvoir parler le flamand avec assez de facilité pour exprimer, dans une occasion si intéressante, tout ce qu'il croyait devoir à ses fidèles sujets des Pays-Bas, il pria qu'on permît à Granvelle, évêque d'Arras, de parler en son nom. Granvelle, dans un assez long discours, vanta le zèle de Philippe pour le bien de ses sujets, la résolution où il était de consacrer tout son temps et ses talents à faire leur bonheur et à imiter l'exemple de son père, en traitant les Flamands avec des égards distingués. Maës, homme de loi fort éloquent, répondit au nom des états par des protestations de fidélité et d'attachement pour leur nouveau souverain.

Alors Marie, reine douairière de Hongrie, résigna la régence dont elle avait été chargée par son frère pendant l'espace de vingt-cinq ans. Le jour suivant, Philippe, en présence des états, fit le serment accoutumé de maintenir les droits et les priviléges de ses sujets; et tous les membres de l'assemblée, soit en leur propre nom, soit au nom de ceux qu'ils représentaient, lui jurèrent obéissance.

Quelques semaines après, dans une assemblée assez solennelle, Charles résigna à son fils les cou-

ronnes d'Espagne avec tous les territoires qui en dépendaient, soit dans l'ancien, soit dans le nouveau monde. De tant de vastes possessions il ne se réserva qu'une pension annuelle de cent mille écus pour les charges de sa maison et pour des œuvres de bienfaisance et de charité.

Il avait choisi l'Espagne pour le lieu de sa résidence, se flattant que le bon air et la chaleur du climat calmeraient sa goutte, que l'humidité et les rudes hivers des Pays-Bas avaient beaucoup augmentée. Il était d'autant plus impatient de s'embarquer, qu'il sentait l'impossibilité de se débarrasser entièrement des affaires tandis qu'il demeurerait à Bruxelles. Mais ses médecins lui représentèrent si fortement le danger qu'il y aurait à se mettre en mer dans la saison la plus froide et la plus orageuse de l'année, qu'il consentit, quoique à regret, à différer son voyage de quelques mois.

Il eut la satisfaction, avant de partir des Pays-Bas, de faire une démarche heureuse pour entamer la paix avec la France. C'était un événement qu'il désirait avec ardeur, pour la sûreté de son fils et pour avoir la gloire, en quittant le monde, de rendre à l'Europe une tranquillité dont il l'avait si longtemps privée. Des conférences qui avaient pour but des échanges de prisonniers firent naître le projet de conclure une longue trêve, pendant laquelle chacun garderait sa position. Henri n'aurait pas hésité un instant à accepter une trêve qui le laissait possesseur de riches conquêtes; mais ses engagements avec le

pape ne le laissaient pas maître d'acquiescer à cet arrangement. Il ratifia cependant la trêve ; mais le pape lui envoya son neveu, qui lui rappela ses promesses, et le roi, ébranlé, se montra disposé à recommencer la guerre. Aussitôt le pape commença à faire des démonstrations hostiles. Alors le duc d'Albe entra dans les États de l'Église avec une armée de douze mille hommes, et s'empara de plusieurs places. Le souverain pontife, effrayé de ses progrès, entama des négociations, et l'on conclut une trêve, d'abord de dix jours, ensuite de quarante ; mais Paul, assuré que le duc d'Albe n'avait pas envie d'en venir à un accommodement parfait, et animé par l'espérance de recevoir bientôt les troupes françaises qui marchaient à son secours, ne s'appliqua plus qu'à faire un bon usage du temps jusqu'à la fin de la trêve.

LIVRE XII

Charles part pour l'Espagne. — Le monastère de Saint-Just. — Le duc de Guise conduit l'armée française en Italie. — Siége de Saint-Quentin. — Défaite des Français. — Belle défense de Coligny. — Le duc de Guise prend le commandement de l'armée française. — Il emporte Calais, Guines et Ham. — Ferdinand élu Empereur. — Mariage du dauphin de France avec la reine d'Écosse. — Bataille de Gravelines. — Négociations pour la paix. — Mort de Charles-Quint. — Sa vie dans la retraite. — Son caractère. — Mort de Marie, reine d'Angleterre. — Conduite d'Élisabeth. — La paix est conclue à Cateau-Cambrésis. — Mort de Henri II. — Mort de Paul IV.

Tandis que ces opérations occupaient le pape et Philippe et fixaient toute leur attention, l'Empereur se débarrassa enfin des liens qui l'attachaient encore à ce monde, et partit pour se rendre au lieu de sa retraite. Il avait jusqu'alors conservé la dignité impériale; ce n'était pas qu'il ne fût disposer à y renoncer. Il n'avait cherché, par ce délai, qu'à gagner quelques mois pour essayer, par une nouvelle tentative, d'exécuter le projet qu'il avait formé en faveur de son fils, et dont le succès lui tenait fort à cœur; mais Ferdinand, qui s'était montré inflexible à cet égard, lors même que les sollicitations de l'Empereur étaient appuyées de toute l'autorité qui accompagne le pouvoir suprême, reçut avec plus d'indifférence et plus de dédain encore les ouvertures que lui faisait son frère après l'abaissement volon-

taire où il s'était réduit. Charles rougit lui-même d'avoir eu la faiblesse d'imaginer qu'il pourrait, dans son état actuel, obtenir ce qu'il avait auparavant tenté sans succès, et il renonça enfin à ce chimérique projet. Il abandonna alors le gouvernement de l'Empire; ayant transféré à son frère, le roi des Romains, tous ses droits de souveraineté sur le corps germanique, il signa pour cet effet un acte revêtu de toutes les formalités qu'exigeait une démarche de cette nature. Il remit cet acte entre les mains de Guillaume, prince d'Orange, et l'autorisa à le présenter au collége des électeurs.

Il ne restait plus d'obstacle qui pût différer le départ de Charles pour la retraite après laquelle il soupirait. Tout ayant été préparé depuis quelque temps pour son voyage, il partit pour Zuitbourg en Zélande, où le rendez-vous de la flotte était indiqué. Il dirigea sa route par Gand; il s'y arrêta quelques jours, et s'y livra à cette douce et tendre mélancolie que tous les hommes, dans le déclin de l'âge, éprouvent en se retrouvant dans le lieu de leur naissance et en revoyant les objets qui les ont intéressés dans leur jeunesse. Charles poursuivit enfin sa route, accompagné de Philippe son fils, de l'archiduchesse sa fille, de ses sœurs, les reines douairières de France et de Hongrie, de Maximilien son gendre, et d'une suite nombreuse de gentilshommes flamands. Avant de s'embarquer, il prit congé de tout son cortége, en donnant à chacun des témoignages de son estime et de son affection. Il

embrassa Philippe avec toute la tendresse d'un père qui voit son fils pour la dernière fois, et mit à la voile le 17 septembre, sous le convoi d'une flotte considérable, composée de vaisseaux espagnols, flamands et anglais.

Son voyage fut heureux et agréable, et il arriva à Laredo, dans la Biscaye, le onzième jour après son départ de Zélande. Dès qu'il fut débarqué, il se prosterna sur le rivage, et se regardant déjà comme mort au monde, il baisa la terre en disant : « O mère commune des hommes, je suis sorti nu du sein de ma mère, je retournerai nu dans ton sein. » De Laredo il se rendit à Burgos, tantôt porté par ses gens dans une chaise, tantôt traîné dans une litière, n'avançant qu'avec beaucoup de peine, et souffrant à chaque pas des douleurs aiguës. Quelques nobles espagnols se rendirent à Burgos pour lui faire leur cour ; mais ils étaient en petit nombre, et leurs hommages furent très-froids. Charles s'en aperçut, et sentit, pour la première fois, qu'il n'était plus souverain. Charles renvoya un grand nombre de ses domestiques, dont le service lui devenait inutile ou à charge dans sa retraite, et il passa à Valladolid. Il y fit des adieux fort tendres à ses deux sœurs, et il ne voulut pas leur permettre de l'accompagner dans sa solitude, quoiqu'elles l'en conjurassent les larmes aux yeux, pour avoir, disaient-elles, la consolation de contribuer par leurs soins à soulager ses souffrances, et surtout pour en recueillir de l'instruction et de l'avantage, en se joignant à lui dans les

pieux exercices auxquels il voulait consacrer les derniers jours de sa vie.

De Valladolid il continua sa route vers Plaisance dans l'Estramadure. Il avait autrefois passé par cette ville, et avait été singulièrement frappé de la belle situation du monastère de Saint-Just, appartenant à l'ordre de Saint-Jérôme, et éloigné de quelques milles de Plaisance ; il avait même dit à quelques personnes de sa suite que c'était un lieu où Dioclétien aurait aimé à se retirer. Cette impression s'était gravée si profondément dans son esprit, qu'il se décida à faire du couvent de Saint-Just son dernier séjour. Ce couvent était situé dans une vallée peu étendue, arrosée par un petit ruisseau, environnée de collines et ombragée d'arbres élevés et touffus. Par la nature du sol et par la température du climat, c'était la situation la plus salubre et la plus délicieuse de l'Espagne. Quelques mois avant son abdication, Charles y avait envoyé un architecte pour faire construire dans le monastère un appartement à son usage. Mais il ordonna expressément que le goût de ce nouveau bâtiment fût proportionné non à son ancienne dignité, mais à l'état simple qu'il voulait embrasser. On construisit seulement six chambres, dont quatre avaient la forme de cellules de moines, avec des murailles toutes nues ; les deux autres, de vingt pieds en carré, étaient tapissées d'une étoffe brune et meublées de la manière la plus simple. Ce petit bâtiment, de niveau avec le terrain, avait d'un côté une porte sur

un jardin dont Charles avait donné lui-même le plan, et il l'avait rempli de différentes plantes qu'il voulait cultiver de ses propres mains. Il y avait, de l'autre côté, une communication avec la chapelle du couvent, dans laquelle il se proposait de faire des exercices de dévotion. Ce fut dans cette humble retraite, à peine suffisante pour loger commodément un simple particulier, que Charles entra, accompagné seulement de douze domestiques. Il y ensevelit dans la solitude et le silence sa grandeur, son ambition et tous ces vastes projets qui, pendant la moitié d'un siècle, avaient rempli l'Europe d'alarmes et d'agitation, et inspiré successivement à tous les peuples la terreur de ses armes et la crainte de se voir subjugués par sa puissance.

(1557) Le duc de Guise, qui avait constamment engagé le roi de France à continuer la guerre, eut, comme il l'espérait, le commandement de l'armée destinée à marcher au secours du pape, et qui était composée de vingt mille hommes des meilleures troupes qu'il y eût au service de France. Cette armée passa les Alpes dans une saison rigoureuse, et s'avança vers Rome sans trouver aucune opposition de la part des Espagnols, qui se contentaient de couvrir les frontières du royaume de Naples. Le duc de Guise entra à Rome au milieu d'une pompe triomphale, mais il n'y trouva pas les préparatifs de guerre aussi avancés qu'il l'avait espéré. Quoiqu'il s'aperçût que le poids de la guerre allait retomber tout entier sur lui, il ne laissa pas de s'avancer vers

Naples, et ouvrit la campagne par le siége de Civitella, qu'il fut obligé de lever au bout de trois semaines. Il alla ensuite présenter la bataille au duc d'Albe, qui la refusa constamment. Réduit à l'impossibilité de rien tenter d'important par l'affaiblissement de son armée et par la faiblesse des secours que lui fournissait le pape, le duc de Guise supplia bientôt le roi de France de rappeler son armée.

Tandis que les Français épuisaient inutilement leurs ressources en Italie, Philippe résolut de donner une vigoureuse impulsion à la guerre dans les Pays-Bas. Après avoir, par l'ascendant qu'il exerçait sur sa femme, déterminé les Anglais à déclarer la guerre à la France, il donna le commandement de ses troupes au duc de Savoie, qui, trompant les Français par une marche habile, vint inopinément investir Saint-Quentin. Quelques jours auraient suffi au duc de Savoie pour se rendre maître de Saint-Quentin, si l'amiral de Coligny, qui croyait son honneur intéressé à tâcher de conserver à son pays une place de cette importance, située dans la province dont il avait le gouvernement, n'eût pris la courageuse résolution de s'y jeter lui-même avec tout ce qu'il put rassembler de troupes; en effet, quoique une partie de son détachement eût été interceptée, il passa à travers l'armée ennemie et entra dans la ville.

Le duc de Savoie, ayant été joint par les Anglais sous les ordres du comte de Pembroke, continuait le siége avec la plus grande vivacité. Une armée si

nombreuse et si bien pourvue de tout poussait ses attaques avec un grand avantage contre une garnison trop faible pour oser même tenter de troubler ou de retarder, par des sorties, les opérations des assiégeants. L'amiral, qui ne pouvait se dissimuler le danger pressant qui menaçait la ville et l'impossibilité où il était de la défendre longtemps, en donna avis au connétable de Montmorency, son oncle, qui commandait l'armée française, et lui indiqua en même temps un moyen de donner du secours aux assiégés. Le connétable, qui sentait l'importance de sauver une place dont la perte ouvrirait aux ennemis un passage dans le cœur du royaume, et qui désirait tirer son neveu de la situation périlleuse où son zèle pour le bien public l'avait engagé, prit la résolution de tenter ce que Coligny lui proposait, quelque danger qu'il y vît. Dans ce dessein, il s'avança de la Fère à Saint-Quentin, à la tête de son armée, qui n'était pas de moitié si nombreuse que celle des Espagnols ; il donna le commandement d'un corps de troupes d'élite à d'Andelot, frère de Coligny, et colonel général de l'infanterie française, et lui ordonna de pénétrer jusqu'à la ville par un chemin que l'amiral avait représenté comme très-praticable, tandis que lui-même, à la tête du gros de l'armée, attaquerait le camp des ennemis par un autre côté, et tâcherait d'y attirer toute leur attention. D'Andelot exécuta sa commission avec beaucoup plus de courage que de prudence ; ses soldats se précipitèrent avec

une impétuosité aveugle sur l'ennemi. Quoiqu'ils eussent renversé le premier corps de troupes qui s'opposa à leur passage, la confusion se mit bientôt dans leurs rangs, et de nouvelles troupes étant venues fondre sur eux et les environnner de toutes part, la plupart furent taillés en pièces; mais d'Andelot, avec environ cinq cents des plus hardis et des plus heureux, parvint à pénétrer dans la ville.

Cependant le connétable fut obligé, pour l'exécution de son plan, d'avancer si près du camp des assiégeants, qu'il lui fut impossible de se retirer avec sûreté devant un ennemi qui lui était si supérieur en nombre. Le duc de Savoie aperçut bientôt la faute de Montmorency; et avec les talents et la présence d'esprit d'un grand capitaine, il se disposa à en profiter. Il rangea promptement son armée en ordre de bataille, et épiant le moment où les Français commenceraient à défiler vers la Fère, il détacha toute sa cavalerie, sous les ordres du comte d'Egmont, pour tomber sur leur arrière-garde, tandis qu'il s'avancerait lui-même à la tête de l'infanterie pour soutenir l'attaque. Les Français se retirèrent d'abord dans le meilleur ordre et faisant bonne contenance; mais, lorsqu'ils virent d'Egmont avancer sur eux avec un corps formidable de cavalerie dont il leur était impossible de soutenir le choc, la vue d'un danger si pressant, jointe au peu de confiance que leur inspirait leur général, dont l'imprudence était alors sentie du dernier des sol-

dats, répandit une consternation générale dans l'armée : les Français commencèrent peu à peu à précipiter leurs pas, et les troupes de l'arrière-garde pressèrent si vivement celles qui les précédaient, que bientôt leur marche eut plutôt l'air d'une fuite que d'une retraite. D'Egmont, observant ce désordre, les chargea avec la plus grande impétuosité, et dans un instant toute la gendarmerie, qui faisait alors l'orgueil et la force des armées françaises, plia et s'enfuit avec précipitation. Cependant l'infanterie, que le connétable, par sa présence et son autorité, retenait attachée à ses drapeaux, continuait sa retraite en assez bon ordre ; mais d'Egmont ayant fait avancer quelques pièces de canon qu'il dirigea sur le centre de cette infanterie, y porta le désordre et la confusion ; la cavalerie, renouvelant alors son attaque, rompit les rangs, et la déroute devint universelle. Environ quatre mille Français restèrent sur le champ de bataille ; dans ce nombre on compta le duc d'Enghien, prince du sang, et six cents gentilshommes. Le connétable, voyant qu'il n'y avait plus d'espérance de ramener la fortune, résolut de ne pas survivre à un désastre si funeste et causé par son imprudence ; il se précipita dans le plus épais des bataillons ennemis pour y périr l'épée à la main ; il reçut une blessure dangereuse ; épuisé par la perte de son sang, il fut entouré de quelques officiers flamands dont il était connu ; ils le garantirent de la fureur des soldats, et l'obligèrent à se rendre. Les ducs de Montpensier et de Longueville,

le maréchal Saint-André, plusieurs officiers de distinction, trois cents gentilshommes et près de quatre mille soldats furent aussi faits prisonniers. Tous les drapeaux de l'infanterie, toutes les munitions de guerre et toute l'artillerie, excepté deux pièces de canon, tombèrent entre les mains des vainqueurs, qui ne perdirent pas plus de quatre-vingts hommes.

Cette bataille, non moins fatale à la France que les anciennes journées de Crécy et d'Azincourt, où les Anglais avaient triomphé sur le même terrain, ressemblait encore à celles-ci par la promptitude de la déroute, par l'imprudence du général, par le grand nombre des officiers de distinction tués ou faits prisonniers, par la perte légère que firent les vainqueurs, et par la consternation qu'elle répandit dans toute la France. Plusieurs habitants de Paris, aussi effrayés que si l'ennemi eût été aux portes de la ville, se retirèrent avec précipitation dans l'intérieur du royaume. Le roi tâcha, par ses exhortations et sa présence, de consoler et de ranimer ceux qui restaient; et s'occupant lui-même avec la plus grande activité de faire réparer les fortifications délabrées de la ville, il se prépara à la défendre contre l'attaque à laquelle il s'attendait. Heureusement pour la France, la timidité de Philippe et la courageuse défense de l'amiral de Coligny, concoururent non-seulement à mettre la capitale à l'abri du danger dont elle était menacée, mais encore à donner aux Français un court intervalle, pendant lequel ils

eurent le temps de se remettre de la frayeur et de l'abattement où les avait jetés un coup aussi funeste qu'inattendu. Henri en profita pour veiller à la sûreté de son royaume par des mesures vigoureuses et dignes du souverain d'une nation belliqueuse et puissante.

Immédiatement après la bataille, Philippe se rendit au camp sous Saint-Quentin, et y fut reçu avec tout l'éclat d'un triomphe militaire. Les transports de joie que fit naître en lui ce succès, qui jetait un si grand lustre sur le commencement de son règne, furent tels, qu'ils adoucirent pour quelque temps son caractère hautain et sévère, et mirent dans ses manières une politesse qui ne lui était pas naturelle. Le duc de Savoie s'étant approché de lui, et voulant se mettre à ses genoux pour lui baiser les mains, Philippe le prit dans ses bras, et le serrant avec tendresse : « C'est plutôt à moi, dit-il, à baiser vos mains, qui ont remporté une victoire si glorieuse, et qui nous coûte si peu de sang. »

Dès que les réjouissances et les félicitations sur l'arrivée de Philippe furent terminées, on tint un conseil de guerre où l'on délibéra sur ce qu'il y avait à faire pour tirer de la victoire le plus grand avantage. Le duc de Savoie, secondé des plus habiles officiers qui s'étaient formés sous Charles-Quint, opina pour abandonner sur-le-champ le siége de Saint-Quentin, dont la réduction n'était pas un objet digne d'occuper l'armée, et pour aller mettre le

siége devant Paris. Philippe, moins hardi ou plus prudent que ses généraux, préféra un avantage modéré, mais certain, à une expédition plus brillante, mais d'un succès plus douteux. Il fut d'avis de continuer le siége de Saint-Quentin, et ses généraux déférèrent d'autant plus volontiers à son sentiment, qu'ils ne doutaient pas qu'on ne fût maître de la ville en peu de jours : ils regardèrent ce délai comme une perte de temps de peu de conséquence pour l'exécution de leur plan, et facile à réparer par un redoublement d'activité.

Le mauvais état des fortifications, joint au petit nombre de troupes qui composaient la garnison et qui ne pouvaient plus espérer de secours ni de renfort, semblait justifier le calcul des généraux de Philippe; mais en faisant ce calcul, ils n'avaient pas assez fait d'attention au caractère de l'amiral de Coligny, qui commandait dans la place En effet, il la défendit avec tant de persévérance et d'habileté, il sut inspirer à la garnison tant de patience et de courage, que le siége, quoique poussé avec la plus grande vigueur par les Espagnols, les Flamands et les Anglais réunis, dont l'ardeur était encore excitée par la jalousie nationale, dura cependant dix-sept jours. La ville fut enfin prise d'assaut; et Coligny, accablé par le nombre, fut fait prisonnier sur la brèche. Cependant le roi avait pris les mesures les plus actives pour la défense de son royaume, et Philippe, craignant l'enthousiasme dont tous les Français étaient animés, se borna, pendant le reste

de la campagne, aux siéges de Ham et du Catelet, dont il se rendit maître.

(1558) Le duc de Guise ayant été rappelé en France avec son armée, le pape se vit obligé de faire la paix avec Philippe, et il obtint de ce prince des conditions plus favorables qu'il ne pouvait en espérer dans l'état actuel des affaires. Guise fut reçu en France comme le sauveur du pays, et se mettant aussitôt à la tête de l'armée au milieu de l'hiver, il trompa Philippe, qui croyait que l'effort des Français se porterait sur Saint-Quentin, et alla investir Calais, qui était toujours resté entre les mains des Anglais depuis la bataille de Crécy, c'est-à-dire depuis deux cent dix ans. En huit jours il enleva cette place, qui passait pour inexpugnable, et que les Anglais croyaient si bien défendue par sa position, surtout pendant l'hiver, qu'ils n'y laissaient qu'une garnison insuffisante. Immédiatement après, il s'empara de Guines et de Ham. Cette brillante expédition donna à toute l'Europe la plus haute idée des ressources de la France, et exalta au plus haut point le ressentiment des Anglais contre leur reine et ses ministres, qui avaient jeté le pays dans une querelle où il n'était pas intéressé, et lui avaient fait perdre, par leur imprudence, la plus précieuse de ses possessions hors de l'Angleterre.

Cependant le collége des électeurs réuni à Francfort avait reçu communication de l'abdication de Charles-Quint; il avait déclaré Ferdinand son légitime successeur. Le nouvel empereur envoya un

ambassadeur au pape. Celui-ci improuva d'une manière si dure la démission de l'Empire donnée par Charles en faveur de Ferdinand, sans la participation du saint-siége, que le nouvel empereur et tous ses successeurs, à son exemple, ont renoncé à se rendre à Rome pour s'y faire couronner.

Henri faisait ses préparatifs pour la prochaine campagne, et en même temps négociait avec les Écossais : il ne put les déterminer à prendre les armes contre l'Angleterre ; mais il conclut le mariage du dauphin son fils avec la jeune reine d'Écosse, qui lui avait été fiancée en 1548. Cette union fut célébrée avec toute la pompe qui convenait au rang des époux et à la magnificence de la cour la plus brillante de l'Europe. Ainsi, dans l'espace de quelques mois, Henri eut la gloire de recouvrer une possession importante qui avait anciennement appartenu à sa couronne, et d'y réunir l'acquisition d'un grand royaume.

Le duc de Guise, mis de nouveau à la tête de l'armée avec des pouvoirs illimités, s'empara de Thionville après un siége de trois semaines. En même temps le maréchal de Termes emportait Dunkerque d'assaut, et allait prendre Nieuport, lorsque le comte d'Egmont vint, à la tête d'une armée supérieure, le forcer à la retraite. D'Egmont atteignit près de Gravelines l'armée française, qui marchait lentement, embarrassée du butin qu'ella avait fait à Dunkerque; une bataille eut lieu, et les Français se défendaient avec avantage, lorsqu'une escadre an-

glaise, remontant la rivière d'Aa, vint les foudroyer de sa grosse artillerie. Les Français furent complétement mis en déroute, et ceux qui ne furent pas tués restèrent prisonniers avec leur général.

Le duc de Guise marcha aussitôt contre l'armée victorieuse avec toutes les forces qu'il put réunir, et l'espoir de ses compatriotes se fixa de nouveau sur lui, comme sur le seul général dont les armes eussent toujours été victorieuses ; mais les deux rois étaient également disposés à faire la paix. Henri chargea Montmorency, qui était toujours prisonnier, de saisir la première occasion pour négocier un traité définitif entre la France et l'Espagne. Le duc de Savoie était aussi disposé à favoriser un arrangement de cette nature, et il détermina Philippe à envoyer Montmorency sur sa parole auprès de Henri, pour avancer la négociation, qui fut aussitôt entamée. L'abbaye de Cercamp fut choisie pour le lieu de réunion des plénipotentiaires, et une suspension d'armes interrompit toutes les opérations militaires.

Tandis que ces mesures préliminaires préparaient la conclusion d'un traité qui rendit la tranquillité à toute l'Europe, Charles-Quint, dont l'ambition y avait si longtemps porté le trouble, termina sa carrière dans le monastère de Saint-Just. Charles, en entrant dans cette retraite, s'était soumis à un genre de vie qui aurait convenu à un simple gentilhomme d'une fortune modique. Sa table était servie avec

simplicité; il n'avait qu'un petit nombre de domestiques, et vivait familièrement avec eux. Il avait absolument aboli pour le service de sa personne toute espèce d'étiquette et de cérémonie gênante, comme incompatibles avec l'aisance et le repos où il voulait couler le reste de ses jours. La douceur du climat, jointe à l'éloignement des affaires et des soins du gouvernement, avait calmé sensiblement la violence de sa goutte et suspendu les douleurs aiguës dont il avait été si longtemps tourmenté; de sorte que, dans cette humble solitude, il goûta peut-être une satisfaction plus pure et plus parfaite que toutes ses grandeurs ne lui en avaient jamais procuré. Les pensées et les vues ambitieuses qui l'avaient si longtemps occupé et agité étaient entièrement effacées de son esprit; loin de reprendre aucune part aux événements politiques de l'Europe, il n'avait pas même la curiosité de s'en informer; il semblait voir cette scène tumultueuse qu'il avait quittée, avec tout le mépris et l'indifférence d'un homme qui en avait reconnu la frivolité, et qui jouissait du plaisir de s'être dégagé de ses liens.

D'autres amusements et d'autres objets l'occupaient dans sa retraite. Tantôt il cultivait de ses propres mains les plantes de son jardin; tantôt, suivi d'un seul domestique à pied, il allait se promener dans un bois voisin, monté sur un petit cheval, le seul qu'il eût conservé. Souvent ses infirmités le retenaient dans son appartement et le privaient de ces récréations actives; alors il recevait la visite de

quelques gentilshommes qui avaient leurs habitations près du couvent, et il les admettait familièrement à sa table, ou bien il travaillait à quelque ouvrage curieux de mécanique et il étudiait les principes de cette science, pour laquelle il avait toujours montré beaucoup de goût et de disposition. Il avait même engagé Turriano, un des plus ingénieux mécaniciens de son siècle, à l'accompagner dans sa solitude; il travaillait avec lui à construire des modèles des machines les plus utiles, et à faire des expériences sur leurs propriétés; et il n'était pas rare que les idées du monarque servissent à perfectionner les inventions de l'artiste. Il se délassait quelquefois à des ouvrages de mécanique purement curieux et singuliers: il faisait des figures qui, au moyen de ressorts intérieurs, imitaient les mouvements et les gestes humains, au grand étonnement des moines. Il prenait un plaisir particulier à construire des horloges et des montres.

Quelles que fussent les autres occupations qui remplissaient le reste de son temps, il en réservait constamment une grande partie pour des exercices de piété. Soir et matin, il assistait régulièrement au service divin, dans la chapelle du monastère. Il prenait beaucoup de plaisir à lire des livres de dévotion, particulièrement les ouvrages de saint Augustin et de saint Bernard; et il avait des conversations fréquentes sur des sujets de religion avec son confesseur et avec le prieur du couvent.

Le genre de vie que Charles avait embrassé était digne d'un homme parfaitement dégagé de tous les soins de ce monde et préparé à passer dans l'autre ; la première année de sa retraite s'écoula ou dans des amusements innocents qui adoucissaient ses peines et délassaient son esprit fatigué par une longue et excessive application aux affaires, ou dans des occupations pieuses qu'il regardait comme essentielles pour se disposer à un autre état. Mais environ six mois avant sa mort, la goutte, qui lui avait laissé un intervalle plus long que de coutume, reparut avec un surcroît de violence. Son tempérament épuisé eut à peine assez de force pour soutenir une si forte secousse, qui affaiblit son âme ainsi que son corps. Il perdit le goût de toute espèce d'amusements, et tâcha d'assujettir sa vie à toute l'austérité de la règle monastique. Il ne désirait plus d'autre société que celle des moines, et passait presque tout son temps à chanter avec eux les hymnes du missel. Pour expier ses péchés, il se donnait en secret la discipline avec une rigueur si excessive, qu'après sa mort on trouva le fouet de cordes dont il se servait teint de son sang. Ce n'était pas encore assez de ces actes de mortification, qui, quoique sévères, n'étaient pas sans exemple : l'inquiétude, la défiance et la crainte troublaient de plus en plus son esprit, et, diminuant à ses yeux le mérite de ce qu'il avait fait, le portaient à chercher quelque acte de piété extraordinaire et nouveau, qui pût signaler son zèle et attirer sur lui la faveur du Ciel. L'idée à

laquelle il s'arrêta est une des plus bizarres et des plus étranges. Il résolut de célébrer ses propres obsèques avant sa mort. En conséquence, il se fit élever un tombeau dans la chapelle du couvent. Ses domestiques y allèrent en procession funéraire, tenant des cierges noirs dans leurs mains, et lui-même il suivait enveloppé d'un linceul. On l'étendit dans un cercueil avec beaucoup de solennité. On chanta l'office des morts; Charles joignit sa voix aux prières qu'on récita pour le repos de son âme, et mêlait ses larmes à celles que répandaient les assistants, comme s'ils avaient célébré de véritables funérailles. A la fin de la cérémonie on jeta, suivant l'usage, de l'eau bénite sur le cercueil, et tout le monde s'étant retiré, les portes de la chapelle furent fermées. Charles sortit alors de la bière et se retira dans son appartement plein des idées lugubres que cette solennité ne pouvait manquer d'inspirer. Soit que la longueur de la cérémonie l'eût fatigué, soit que cette image de mort eût fait sur son esprit une impression trop forte, il fut saisi de la fièvre le lendemain. Son corps exténué ne put résister à la violence de l'accès, et il expira le 21 septembre, âgé de cinquante-huit ans six mois et vingt-cinq jours.

Comme Charles fut, par son rang et sa dignité, le premier souverain de son siècle, le rôle qu'il joua fut aussi le plus brillant, soit que l'on considère la grandeur, la variété ou le succès de ses entreprises. Ce n'est qu'en observant avec attention sa conduite,

non en consultant les louanges exagérés des Espagnols ou les critiques partiales des Français, qu'on peut se former une juste idée du génie et des talents de ce prince. Il avait des qualités particulières qui marquent fortement son caractère, et qui non-seulement le distinguent des autres princes ses contemporains, mais encore expliquent cette supériorité qu'il conserva si longtemps sur eux. Dans tous les plans qu'il concerta, il porta toujours une prudence et une réserve qu'il tenait de la nature autant que de l'habitude. Né avec des talents qui se développèrent lentement et ne parvinrent que tard à la maturité, il s'était accoutumé à peser tous les objets qui l'intéressaient avec une attention exacte et réfléchie. Il y portait toute l'activité de son âme; il s'y arrêtait avec l'application la plus sérieuse, sans se laisser distraire par le plaisir ni refroidir par aucun amusement, et il roulait en silence son objet dans son esprit. Il communiquait ensuite l'affaire à ses ministres, et, après avoir écouté leurs opinions, il prenait son parti avec une fermeté qui accompagne rarement cette lenteur dans les délibérations. Ainsi toutes les opérations de Charles, bien différentes des saillies brusques et inconséquentes de Henri VIII et de François Ier, avaient l'air d'un système lié, dont toutes les parties étaient combinées, tous les effets prévus, et où l'on avait même pourvu aux accidents. Sa célérité dans l'exécution n'était pas moins remarquable que sa patience dans la délibération. Il consultait avec calme, mais il agissait avec promp-

titude ; et il montrait autant de sagacité dans le choix des mesures qu'il avait à prendre, que de fécondité de génie dans l'invention des moyens propres à en assurer le succès. Il n'avait pas reçu de la nature l'esprit guerrier, puisque, dans l'âge où le caractère a le plus d'ardeur et d'impétuosité, il resta dans l'inaction ; mais, lorsque enfin il prit le parti de se mettre à la tête de ses armées, son génie se trouva tellement fait pour s'exercer avec vigueur sur quelque objet qu'il embrassât, que bientôt il acquit une connaissance de l'art de la guerre et des talents pour le commandement qui le rendirent l'égal des plus habiles généraux de son siècle. Charles possédait surtout au plus haut degré la science la plus importante pour un roi, celle de connaître les hommes et d'adapter leurs talents aux emplois divers qu'il leur confiait. Depuis la mort de Chièvres jusqu'à la fin de son règne, il n'employa aucun général, aucun ministre, aucun ambassadeur, aucun gouverneur de province dont les talents ne fussent proportionnés au service qu'il en attendait. Quoique dépourvu de cette séduisante aménité de mœurs qui distinguait François Ier et lui gagnait les cœurs de tous ceux qui l'approchaient, Charles n'était pas privé des vertus qui attirent la fidélité et l'attachement. Il avait une confiance sans bornes dans ses généraux ; il récompensait avec magnificence leurs services ; il n'enviait point leur gloire, et ne paraissait pas jaloux de leur pouvoir. Presque tous les généraux qui commandèrent ses armées peuvent être mis au rang des

plus illustres capitaines; les avantages qu'il remporta sur ses rivaux furent évidemment l'effet des talents supérieurs des officiers qu'il leur opposa; cette circonstance pourrait en quelque sorte diminuer son mérite et sa gloire, si l'art de démêler et d'employer les meilleurs instruments n'était pas la preuve la moins équivoque du talent de gouverner.

On remarqua cependant, dans le caractère politique de Charles, des défauts qui doivent affaiblir beaucoup l'admiration qu'excitent ses talents extraordinaires. Il était dévoré d'une ambition insatiable: quoiqu'il y eût peu de fondement à l'opinion généralement répandue dans son temps, qu'il avait formé le chimérique projet d'établir une monarchie universelle en Europe, il est cependant certain que le désir de se distinguer comme conquérant le précipita dans des guerres continuelles, qui épuisèrent et écrasèrent ses sujets et ne lui laissèrent pas le temps de s'occuper à perfectionner dans ses États la police intérieure et les arts, objets les plus dignes d'occuper un prince qui fait du bonheur de ses peuples le but de son gouvernement. Charles ayant, dès sa jeunesse, réuni la couronne impériale aux royaumes d'Espagne et aux domaines héréditaires des maisons d'Autriche et de Bourgogne, tant de titres et de puissance lui ouvrirent une si vaste carrière de projets ambitieux, et l'engagèrent dans des entreprises si compliquées et si épineuses, qu'il sentait souvent que leur exécution surpassait ses

forces. Alors il eut recours à de bas artifices, indignes de la supériorité de son génie; quelquefois même il s'écarta des règles de la probité d'une manière déshonorante pour un grand prince. Sa politique insidieuse et perfide était encore plus frappante et plus odieuse par le contraste du caractère franc et ouvert de ses deux contemporains, François I[er] et Henri VIII. Quoique cette différence fût particulièrement l'effet de la diversité du caractère de ces princes, on doit aussi l'attribuer en partie à une opposition dans les principes de leur conduite politique qui peut faire excuser à quelques égards ce vice de Charles, sans cependant le justifier entièrement. François et Henri, presque toujours entraînés par l'impulsion de leurs passions, se précipitaient avec violence vers le but qu'ils avaient en vue. Les mesures de Charles, étant le résultat d'une réflexion froide et tranquille, étaient combinées avec art et formaient un système régulier. Les hommes du caractère des premiers poursuivent naturellement l'objet de leurs désirs sans chercher de déguisement et sans employer d'adresse; ceux du caractère de Charles sont portés, soit en concertant, soit en exécutant leurs projets, à recourir à des finesses qui conduisent toujours à l'artifice et dégénèrent souvent en fausseté.

La mort de Charles-Quint était pour Philippe une nouvelle raison de hâter la conclusion d'un traité, parce qu'elle augmentait encore l'impatience qu'il avait de retourner en Espagne, où il n'y avait plus

personne au-dessus de lui. Cependant, malgré les désirs réunis de toutes les parties intéressées à la paix, il survint un événement qui occasionna un délai inévitable dans les négociations. Environ un mois après l'ouverture des conférences à Cercamp, Marie d'Angleterre mourut, après un règne court et sans gloire; et Élisabeth, sa sœur, fut proclamée reine avec une joie universelle. Comme les plénipotentiaires voyaient expirer leurs pouvoirs par la mort de Marie, ils ne purent continuer leurs négociations sans avoir une commission et des instructions de leur nouvelle souveraine.

(1559) Henri et Philippe sentirent également combien il était important de se rendre la nouvelle reine favorable, et ils employèrent à l'envi les moyens les plus propres à se concilier sa confiance. Philippe alla jusqu'à lui offrir de l'épouser. Élisabeth agit en cette circonstance difficile avec l'attention la plus sérieuse et avec ce discernement de ses vrais intérêts qu'on a toujours remarqué dans ses délibérations. Elle avait consenti à traiter particulièrement avec Henri; mais elle interrompit bientôt sa correspondance, lorsque le roi de France permit à sa belle-fille, la reine d'Écosse, de prendre le titre et les armes de reine d'Angleterre. Dès ce moment, Élisabeth jugea qu'elle devait lier étroitement ses intérêts avec ceux de Philippe. Elle enjoignit donc à ses ambassadeurs d'agir en tout de concert avec les plénipotentiaires d'Espagne. Bien décidée à ne pas épouser Philippe, elle lui fit néanmoins une ré-

ponse vague, qui devait lui laisser quelque espérance.

Les conférences se renouèrent donc à Cercamp, et se continuèrent ensuite à Cateau-Cambrésis. Il y avait tant de points de difficultés entre des intérêts si divers, que la négociation se fût prolongée indéfiniment, si le connétable de Montmorency, passant alternativement aux cours de Paris et de Bruxelles, n'eût employé toute son adresse et son activité pour écarter les difficultés. L'obstacle le plus difficile à lever tenait à la prétention d'Élisabeth, qui exigeait la restitution de Calais. Philippe appuya d'abord vivement cette réclamation ; mais quand il vit qu'Élisabeth établissait le protestantisme en Angleterre, et qu'il devait renoncer à son union avec elle, il devint moins absolu sur ce point, et Élisabeth fut obligée de se relâcher de ses premières volontés à cet égard.

Le traité entre la France et l'Angleterre fut signé le premier ; il y fut stipulé que Henri resterait pendant huit ans en possession de Calais, et que, s'il ne rendait pas cette place à l'époque fixée, il paierait à l'Angleterre cinq cent mille couronnes. L'expédient que Montmorency trouva pour faciliter la paix entre la France et l'Espagne fut de négocier deux traités de mariage : l'un entre Élisabeth, fille aînée de Henri, et Philippe, qui supplanta l'infortuné don Carlos son fils, à qui cette princesse avait été promise dans les premières conférences de Cercamp ; l'autre entre Marguerite, sœur de Henri, et

le duc de Savoie, auquel on rendit ses anciens États, à l'exception de quelques places qui restèrent aux Français. Les Français évacuèrent en outre leurs autres possessions en Italie et en Corse.

On vit ainsi la tranquillité renaître dans l'Europe. Les Français seuls se plaignirent des conditions inégales que le roi avait acceptées, entraîné par l'ascendant de Montmorency. Henri n'en ratifia pas moins le traité, et remplit avec la plus grande fidélité tous les engagements qu'il avait pris. Le duc de Savoie se rendit à Paris avec un cortége nombreux, pour y célébrer son mariage avec la sœur de Henri. Le duc d'Albe fut envoyé à la même cour, à la tête d'une superbe ambassade, pour épouser Élisabeth au nom de son maître. Ils furent reçus l'un et l'autre avec la plus grande magnificence. Au milieu des réjouissances et des fêtes qui se donnèrent à cette occasion, Henri perdit la vie par un événement extraordinaire et trop connu pour que nous le rappelions ici. François II, son fils, prince encore enfant, d'une constitution faible, d'un esprit plus faible encore, monta sur le trône. Bientôt après, Paul, âgé de quatre-vingt-neuf ans, mourut, le 18 août 1559; avant sa mort il avait condamné ses neveux à l'exil. La vie de ce pontife a été aussi réglée sur le trône que dans la congrégation dont il fut le fondateur. On vit ainsi disparaître, presque en même temps, tous les personnages qui avaient joué les rôles principaux sur le grand théâtre de l'Europe. Une nouvelle période d'histoire s'ouvre

à cette époque ; d'autres acteurs paraissent sur la scène, animés par d'autres vues et d'autres passions. De nouvelles querelles s'élèvent entre les princes, et de nouveaux plans d'ambition vont occuper et troubler le monde.

FIN

TABLE

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII



Tours, imp. Mame.




UNIVERSITY OF ILLINOIS – URBANA
N30112045861207A